

Colloque organisé par

L'ASSOCIATION FRANCE-ALGÉRIE

« L'Algérie et la France au XXI^{ème} siècle »

Tenu le 17 décembre 2011 à l'Assemblée nationale

L'ASSOCIATION FRANCE-ALGÉRIE

Fondateur : Edmond MICHELET

Président : Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

L'Association France-Algérie a été fondée le 20 juin 1963, à l'initiative du Général de Gaulle, par des personnalités françaises réunies autour d'Edmond Michelet, ancien Garde des Sceaux, qui avaient en commun la conviction profonde que l'accession de l'Algérie à l'Indépendance en juillet 1962 pouvaient établir entre les deux États et les deux peuples une ère nouvelle de relations faites d'estime et d'amitié.

Se trouvaient parmi ces personnalités d'anciens résistants français comme Germaine Tillion, Geneviève de Gaulle Anthonioz, André et Anise Postel Vinay, Joseph Rovin, David Rousset, Robert Buron, Stéphane Hessel. Se trouvaient aussi des responsables militaires ou des fonctionnaires qui avaient dénoncé les terribles dérives de la guerre d'Algérie comme le général Jacques Pâris de Bollardière, le général Pierre Billotte, Paul Teitgen, des journalistes et hommes de lettres comme Jean Daniel, Jean Lacouture, Jean-Marie Domenach, André Frossard, François Mauriac. Il y avait aussi des pieds noirs qui avaient su résister au fatal engrenage de la haine et de la violence pendant les années de guerre, des responsables étudiants algériens et français anti-colonialistes qui avaient milité ensemble, tous désormais soucieux de tourner une page d'histoire douloureuse et confiants dans l'avenir. Après Edmond Michelet, Georges Gorse, Germaine Tillion, Stéphane Hessel, Jean Charbonnel, Bernard Stasi, Pierre Joxe ont précédé Jean-Pierre Chevènement à sa présidence.

LE COLLOQUE DU 17 DÉCEMBRE

Résolument prospectif, ce colloque dessine le contenu de ce que pourrait être un partenariat de longue durée dans les domaines économique, culturel, diplomatique qui tienne compte aussi de l'importance de la dimension humaine de nos relations.

A la veille du cinquantième anniversaire de l'indépendance, nous souhaitons tracer les contours de ce que pourrait offrir une relation franco-algérienne féconde. Dans le domaine de la croissance, de l'emploi, de l'investissement, de l'énergie, mais aussi dans le domaine de la culture, de l'édition, du cinéma, ou encore dans la coopération universitaire et scientifique, ou l'aménagement du territoire, nous avons tant à faire ensemble !

Nous souhaitons aussi traiter de l'évolution en miroir de nos deux sociétés, du regard croisé de nos médias.

Enfin, dans la « globalisation », l'Algérie et la France pourront-elles ensemble trouver le chemin d'une action capable de peser sur les affaires du monde ?

SOMMAIRE

MATINÉE

Accueil
par Jean-Pierre Chevènement.....page 1

Introduction

« *Nous avons tant à faire ensemble* »
par François Scheer,
Ambassadeur de France.....page 2

« *Les deux rives au défi de l'avenir* »
par Boualem Sansal,
Écrivain.....page 4

L'ÉCONOMIE, LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

Tribune modérée par M. Jean-Marie Pinel

INVESTISSEMENT ET EMPLOI

« *Investissement, croissance et emploi en Algérie* »
par M. Laurent Dupuch,
Président de BNP Algérie et Président des Conseillers du commerce
extérieur à Alger.....page 8

« *On peut tout réussir en Algérie !* »
par M. Issad Rebrab,
Président de CEVITAL.....page 12

« *Passer de la rente à la croissance* »
par M. Jean-Marie Pinel,
Président de la Chambre de commerce algéro-française.....page 16

L'ÉNERGIE

« *Le rôle fondateur d'une politique de l'énergie* »
par M. Sid Ahmed Ghazali,
Ancien Premier Ministre.....page 23

« *Perspectives de coopération en matière d'énergie* »
par M. Bernard Bigot,
Administrateur général du CEA.....page 29

« *Perspectives de l'énergie solaire* »
par M. Benoit Richard,
Directeur de la stratégie à SAINT GOBAIN SOLAR.....page 33

L'AVENIR DE LA COOPÉRATION CULTURELLE ET SCIENTIFIQUE

Tribune modérée par M. Charles Bonn

CULTURE, ÉDITION, CINÉMA

« *Une autre vision de l'Algérie* »
par Rachid Boudjedra,
Écrivain.....page 38

« *Pour une école du cinéma en Algérie* »
par El Hocine Yacef,
Producteur.....page 40

« *Recherche universitaire et échanges littéraires : vers la fin du postcolonial ?* »
par Charles Bonn, Professeur à l'Université de Lyon2.....page 49

Quelle géopolitique dans la globalisation ?

« *Inventer la nouvelle coopération du XXIème siècle* »
par Jean-Pierre Raffarin,
Ancien Premier ministre.....page 54

« *Pour un dialogue franco-algérien ambitieux* »
par Lakhdar Brahimi,
Ancien ministre des affaires étrangères.....page 60

APRÈS-MIDI

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'URBANISME, LES VILLES, LE LOGEMENT, L'EAU, LES TRANSPORTS

Tribune modérée par Mme Bariza Khiari

Introduction

par Mme Bariza Khiari,

Vice-présidente du Sénat.....page 65

« *L'horizon d'une génération* »

par M. Cherif Rahmani,

Ministre de l'Aménagement du territoire.....page 67

« *L'aménagement du territoire : un enjeu de partenariat public/privé* »

par M. Bernard Guirkinger,

Membre du Comité exécutif de Suez Environnement.....page 71

« *Les fruits d'un engagement durable* »

par M. Samir Karoum,

Président d'Alstom Algérie.....page 75

LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

par M. Alfred Siefer Gaillardin,

Ancien Ambassadeur de France, Vice-président de l'AFA.....page 78

LA DIMENSION HUMAINE ET SOCIALE DE LA RELATION FRANCO-ALGÉRIENNE

L'IDENTITÉ DES DEUX SOCIÉTÉS ET LEUR PROJECTION DANS L'AVENIR

« *Visibilité et invisibilité de l'Algérien. Plaidoyer pour une citoyenneté active* »

par Malek Chebel,

Philosophe et anthropologue.....page 87

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE, UN ENGAGEMENT PARTAGÉ ENTRE L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

par Michèle Gendreau-Massaloux,
Ancienne Rectrice de l'Agence Universitaire de la Francophonie.....page 91

L'ALGÉRIE ET LA FRANCE AU MIROIR DES MEDIA

« *L'image de la France dans la presse algérienne* »
par Omar Belhouchet,
Directeur d'El Watan.....page 96

« *Témoins et acteurs, concrets et exigeants* »
par Jean-Pierre Elkabbach,
Journaliste, ancien Président de France 2, France 3, Europe.....page 99

« *Algériens et Français : un honneur en partage* »
par Jean Daniel,
écrivain, éditorialiste au Nouvel Observateur.....page 103

« *Passer de la mémoire à l'histoire* »
par Régis Debray,
Philosophe et écrivain.....page 107

CONCLUSIONS

par Jean-Pierre Chevènement,
Président de l'Association France Algérie.....page 114

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Avant de donner la parole à François Scheer qui doit ouvrir les travaux du colloque, je veux remercier très sincèrement Christian Hutin, député du Nord, maire de Saint-Pol-sur-mer, grâce à qui nous avons eu accès aux locaux de l'Assemblée nationale.

Mes remerciements vont aux nombreux intervenants, venus de France et d'Algérie, qui nous ont fait l'honneur de leur participation.

Tout d'abord, je veux remercier pour leurs communications qui, j'en suis sûr, seront non seulement pertinentes mais émouvantes, riches de propositions innovantes M. Cherif Rhamani, ministre de l'aménagement du territoire, M. Sid Ahmed Ghozali, ancien Premier ministre, M. Lakhdar Brahimi, ancien ministre des Affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire. Je remercie aussi M. Raffarin, ancien Premier ministre de la République française. Ma gratitude va à tous, écrivains, industriels, cinéaste, présidents de grands organismes de recherche ou de grands groupes, anciens ambassadeurs de France en Algérie, M. Scheer et M. Siefer Gaillardin et tous les intervenants qui ont fait le déplacement d'Alger à Paris. Je tiens à saluer très amicalement la présence de M. Sbih, Ambassadeur d'Algérie en France, de M. Ouali, Consul général à Paris ainsi que des consuls d'Île-de-France, enfin celle de M. Xavier Driencourt, ambassadeur de France à Alger. Je remercie enfin les nombreux participants qui nous font l'honneur de leur présence.

Je vous propose de commencer sans tarder ce colloque intitulé : « L'Algérie, la France au XXI^e siècle ». Sans rien gommer du passé, nous avons voulu délibérément nous tourner vers l'avenir parce que nous savons que c'est la meilleure dimension de notre action et, je l'espère, de notre réussite communes.

Je me tourne donc vers M. Scheer, Ambassadeur de France, ancien ambassadeur à Alger, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, qui va ouvrir le colloque.

FRANÇOIS SCHEER *

« Nous avons tant à faire ensemble »

L'Algérie fêtera l'an prochain le cinquantenaire de son indépendance.

Nul n'aurait compris que l'association « France-Algérie » laissât passer cette occasion d'adresser à l'Algérie un message d'amitié et de confiance dans l'avenir des relations entre nos deux pays, elle qui fut fondée en 1963 à l'initiative du Général de Gaulle pour « concourir au développement de relations amicales et au progrès de la coopération entre Français et Algériens ». Jean-Pierre Chevènement a dit mieux que moi combien cette création incarnait dès les premiers pas de la nouvelle Algérie la foi que beaucoup nourrissaient alors en France « dans la pérennité des liens entre nos deux sociétés, dont tout montre aujourd'hui qu'elles sont demeurées proches et qu'elles entendent le rester sur le long terme. » C'est à cet espoir, jamais éteint, que ce colloque veut consacrer ses travaux.

Mis en demeure par les esprits éclairés auteurs du bon ordonnancement de ces travaux de vous dire d'entrée de jeu pourquoi et comment Algériens et Français ont tant à faire ensemble, je vous demanderais l'autorisation de m'arrêter un instant à cette date, 1963, qui pour nous, Français, évoque un autre événement de notre histoire récente. Ce bref détour, je voudrais l'introduire par les quelques phrases que je tire de l'œuvre la plus récente et toujours remarquable de Boualem Sensal, « Rue Darwin » :

« ...La guerre n'est connue que par la paix qu'elle engendre, comme l'arbre se reconnaît à son fruit. La guerre qui n'apporte pas une paix meilleure n'est pas une guerre, c'est une violence faite à l'humanité et à Dieu, appelée à recommencer encore et encore avec des buts plus sombres et des moyens plus lâches, ceci pour punir ceux qui l'ont déclenchée de n'avoir pas su la conclure et la terminer comme doit s'achever une guerre : sur une paix meilleure. Aucune réconciliation, aucune repentance, aucun traité n'y changerait rien, la finalité des guerres n'est pas de chialer en se frappant la poitrine et de se répandre en procès au pied du totem, mais de construire une paix meilleure pour tous et de la vivre ensemble. »

Cette citation, je voulais la dédier à l'événement que je disais tout à l'heure, la signature en janvier 1963 du Traité de l'Elysée, traité de coopération entre la France et l'Allemagne qui venait couronner un processus improbable amorcé en 1950 autour du rapprochement entre deux pays fauteurs de guerres toujours recommencées et qui parviennent à changer enfin le cours de l'histoire européenne, malgré tant de haines

* Ambassadeur de France, directeur de cabinet du ministre des Relations extérieures de 1981 à 1984, ambassadeur en Algérie de 1984 à 1986, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères de 1988 à 1992, ambassadeur en Allemagne de 1993 à 1999.

accumulées, en mettant les nations d'Europe au défi de se rassembler autour de l'idée de paix, non plus une paix parenthèse entre deux conflits telle que l'Europe l'avait pratiquée durant des siècles, mais une « paix meilleure », mettant la guerre hors la loi sur le continent européen. Et cette vaste entreprise de réconciliation à l'échelle d'un continent s'ordonne depuis 60 ans autour de ce rapport fondateur entre deux pays que l'on croyait irréconciliables, rapport qui constitue comme la colonne vertébrale, géographique autant que symbolique, de cette Europe en devenir.

Pardonnez moi ce détour, que certains trouveront peut-être hors de propos ou même mal à propos. Mais pourquoi ce détour ? En m'interrogeant sur la portée du thème de notre colloque, « L'Algérie et la France au 21^{ème} siècle », thème dont le laconisme permettrait a priori d'explorer d'innombrables voies, j'ai souhaité m'en tenir à celles d'entre elles qui ouvriraient largement dans le temps et dans l'espace le champ de notre vision. Et là, le devenir de notre mer intérieure s'est d'emblée imposé à moi avec la force de l'évidence, puisque la Méditerranée est notre patrimoine commun, berceau de civilisations parmi les plus grandes au monde, mais aussi depuis des siècles lieu de confrontations, souvent violentes, guerrières autant que religieuses ou intellectuelles, elles aussi toujours recommencées. Car, pour reprendre Fernand Braudel, « la Méditerranée n'est même pas une mer, c'est un complexe de mers, et de mers encombrées d'îles, coupées de péninsules, entourées de côtes ramifiées », bref sans aucune unité naturelle autre que son climat. Et ce champ de fractures a forgé en conséquence les hommes et les sociétés. Aucun des grands empires qui ont tenté durant deux millénaires de maîtriser par la force cet espace éclaté n'est parvenu à « construire cette paix meilleure pour tous ». Voilà donc le grand défi que pourraient aujourd'hui affronter, à l'instar des peuples d'Europe, ceux qui ont en partage la Méditerranée : faire de celle-ci un espace de paix.

A cette entreprise aussi improbable que l'était à ses débuts l'aventure de l'unité européenne, il faut évidemment un noyau de pays fondateurs, un moteur, une colonne vertébrale. Osons rêver : pourquoi l'Union Européenne et le Maghreb ne constitueraient-ils pas le noyau dur d'une Méditerranée à reconstruire autour de l'idée de paix ? Et pourquoi, parce que la géographie autant que la force du symbole le commanderaient, ne pas voir dans un rapport renouvelé entre l'Algérie et la France l'indispensable moteur d'une telle ambition ?

Utopie sans doute, mais gardons présent à l'esprit cette réalité : ni l'Europe, ni la Méditerranée ne sont plus au 21^{ème} siècle, comme elles le furent durant un millénaire, le centre du monde. Il n'est plus temps de disperser les énergies de ces peuples en de vaines discordes. Seul le rassemblement leur permettrait de conjurer la menace de la marginalisation qui les guette, et le continent africain tout entier, sur une planète largement recentrée autour du Pacifique et de l'Océan Indien.

Nous avons tant à faire ensemble, disions nous ! Commençons donc par la paix : il y a déjà là de quoi nous occuper pendant quelques décennies.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Monsieur l'ambassadeur. Je donne la parole à un écrivain que vous connaissez à travers ses œuvres, M. Boualem Sansal, qui va traiter du sujet : « Les deux rives au défi de l'avenir ».

BOUALEM SANSAL*

Les deux rives au défi de l'avenir

Je ne suis pas un expert des relations algéro-françaises, je vais donc vous parler comme un simple citoyen, un observateur attentif cependant, et je vais le faire très librement. Si je me laisse aller, Monsieur le Président, n'hésitez pas, dites-le moi, je saurai m'arrêter à temps.

Voilà je commence par vous dire ceci et je vous le dis franchement : S'il est deux pays au monde qui ont manqué d'amitié entre eux, et de clairvoyance, et combien de grands et beaux rendez-vous, ce sont bien nos deux chers pays, la France et l'Algérie. On dirait que ces deux là, je veux dire les deux gouvernements, ne sont amis que quand ça les arrange, le reste du temps, pour ne pas dire tout le temps, ils se contrarient, se battent froid ou donnent de la voix comme si la guerre était inévitable. La chose ne serait pas grave si les deux pays n'étaient pas si intimement proches, au point que pour les Algériens la France c'est un peu leur arrière-pays, Marseille est la banlieue d'Alger pour eux et Paris la plaque tournante de tous leurs rêves. C'est par ses télévisions, ses radios, ses journaux, ses livres, donc avec sa langue et à travers le prisme de sa culture, à laquelle ils apportent un petit quelque chose, reconnaissons-le, qu'ils se connectent au monde, le découvrent et l'interrogent. De leur côté, bien qu'ils ne le disent pas de peur de passer pour des attardés, les Français restent convaincus que l'Algérie fait partie du domaine national et on le comprend, c'est qu'il n'est pas un Français vivant qui ne porte pas ce pays dans sa mémoire et ses gènes. Ils y sont nés, et ils ont vécu avec l'idée que l'Algérie c'est la France, le bled où papa est né, où maman a fait sa première communion, où tonton avait une ferme, où le cousin a fait son service, où le grand-père repose dans un de ses cimetières. Dans l'esprit de beaucoup de nos compatriotes, algériens et français, chez les jeunes en particulier, les frontières sont très floues. Il faut en tenir compte. Si on supprimait les visas, les gens ne mettraient pas un jour pour faire comme si ces frontières n'avaient jamais

* Écrivain, auteur du Serment des barbares en 1999 qui reçoit le prix du premier roman et le prix des Tropiques, Poste restante, lettre ouverte à ses compatriotes, Petit éloge de la mémoire, et Le Village de l'Allemand sorti en janvier 2008. Le 9 juin 2011, il a reçu le Prix de la paix des libraires allemands.

existé. Pour des centaines de milliers de binationaux et de résidents permanents, elles n'existent réellement pas, ils sont partout chez eux, les veinards. Ceci pour dire que les gens ne comprennent pas ce que leurs gouvernements font, ils ne comprennent pas leurs discours, encore moins toutes ces lois restrictives et brutales qui les empêchent d'aller visiter leurs familles, leurs amis, le village de leurs parents, qui empêche les commerçants de mener leurs affaires à leur manière, les industriels d'investir en confiance, les étudiants d'étudier où bon leur semble, les jeunes de vivre avec l'élu(e) de leur cœur, les artistes de se rencontrer, les touristes de rêver librement. Les gens ne comprennent pas qu'on les ennuie avec ces histoires du passé, tripatouillées et re-tripatouillées, et qu'en plus on les en rend comptables, quand eux ont tant de soucis avec le présent et l'avenir qui se présente si mal. Ils n'ont pas tort, vous savez, c'est dur de vivre comme un coupable quand on n'est coupable de rien, c'est frustrant de vivre avec des projets qui ne sortiront jamais des cartons. Rien n'est plus pénible pour un Algérien que d'avoir à faire en France et vice versa, pour un Français avoir à faire en Algérie, c'est la mort assurée, et cela commence à l'aéroport, à l'arrivée. Vous le savez, quel que soit leur but les gens trouvent sur leur chemin des montagnes d'obstacles. A chaque étape, on les somme de se rendre et s'ils s'entêtent, ils encourent gros. Mais il arrive aussi que les temps soient à la lune de miel, il y a des hirondelles qui passent, alors comme dit l'horoscope tout va pour le mieux, santé amour argent voyage... avec peut-être de grandes surprises sur la fin.

A propos de surprises, en voilà une qui promet de nous donner des cauchemars pour longtemps, elle fait la Une : tout le monde arabe, de l'Atlantique au Golfe, jusqu'à la Caspienne, est passé d'un coup sous l'étendard islamiste. On le pressent, l'étape suivante sera la fédération de tout ça pour rétablir le califat sur terre peut-être, ou à tout le moins constituer un état-major suprême en lieu et place de la ridicule et fantomatique Ligue arabe. C'est un sacré déluge, personne ne l'attendait. Au contraire, nous étions confiants, le printemps était arrivé, nous enterriions les dictateurs dans la joie, nous fêtions la démocratie, l'ouverture, la laïcité, des choses banales mais qui pour nous sont le début du monde. Bas la dictature, bas la corruption, disions-nous, finies les liaisons dangereuses, les amitiés frelatées, les complicités à double détente, vive l'amitié vraie, entre démocrates sincères, dans la liberté et l'égalité, dans l'échange multiforme et l'intérêt mutuel. Ce pour quoi nous sommes là, dans ce lieu, au cœur de la démocratie française.

Mais on repart presque de zéro. Jusque là des gens bienveillants et intègres, en Algérie et en France, des hommes politiques, des diplomates, de hauts fonctionnaires, des artistes, des industriels, des hommes et des femmes qui voyaient loin, ont réussi à préserver l'essentiel, ils ont été persévérants et courageux. Vaillants que vaillent, ils ont réussi à tisser des liens entre l'Algérie et la France, et à les maintenir, des liens économiques, culturels, scientifiques, diplomatiques, affectifs aussi car notre histoire commune n'est pas qu'à la haine si jamais elle l'a été. Il faut les saluer, ces résistants,

certains sont dans la salle, on les connaît. Ils pouvaient faire dix fois plus, et cent fois mieux, ils en avaient les capacités et nos pays sont riches, mais Alger et Paris ne le voulaient pas trop, par-dessus l'amitié des peuples et l'intérêt général il y a l'idéologie et les intérêts des clans, il y avait aussi des caprices de chefs dans les circuits, des entêtements de tyranneaux, et à tous les étages cette infernale bureaucratie, la nôtre tellement fumeuse + la vôtre + celle de l'UE, c'est trop pour des gens honnêtes et pressés, et puis le principe de la guerre froide voulu par les clans, c'est cela, le suspens et l'embrouille, la stratégie de la tension et le jeu du labyrinthe. Le passé qui étouffe le présent et tue l'avenir, c'est leur philosophie, c'est leur quotidien.

Nous voilà aujourd'hui, après le tsunami islamiste, devant une équation nouvelle. La question se pose dès à présent : que ferons-nous demain, quand tout aura changé, car tout va changer dans nos pays, le personnel politique, les fonctionnaires, les objectifs, les priorités, les méthodes, les moyens, le vocabulaire même. L'islamisme sait attendre, il sait rassurer et tendre la main, mais il ne compose jamais, ce qu'il gagne il ne le lâche jamais, et ce qu'il n'a pas encore il fera tout pour l'avoir.

Demain, bientôt, elle aussi, l'Algérie aura son printemps et ses premières élections libres, comme la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, et parce qu'on a trop humilié le peuple dans ce pays et bêtement contrarié la marche du temps cela se fera dans le cafouillage et la violence et à la fin comme partout les islamistes emporteront la partie. Personne n'en doute. Il est possible et même certain que l'ex-FIS reviendra sur la scène réclamer ses droits, avec les intérêts, ses chefs et ses troupes n'ont pas disparus, ils sont à Alger, bien visibles et plus décidés que jamais.

Oui, la question se pose : Comment allons-nous travailler pour préserver ce qui a pu l'être jusque là et si possible le développer ? Je pense aux quelques acquis démocratiques que nous avons arrachés à la faveur des émeutes d'octobre 88, je pense à la reconnaissance du berbère gagnée au prix du sang, je pense à quelques minuscules avancées dans le statut de la famille, et les droits des femmes, je pense au français, notre formidable butin, comme disait notre champion Kateb Yacine, trésor qui a su résister à toutes les attaques, venues du pouvoir et des islamistes ; il n'a pas de statut, il vit dans la clandestinité, on le malmène tant et plus, mais comme le trabendo et le système D tout le monde y recourt. C'est peut-être précisément cela qui l'a sauvé, il était comme l'air, libre et indispensable.

Revenons à la question : comment travailler avec des gouvernements islamistes dont l'objectif est de nous éliminer ? Comment les convaincre du sérieux de nos projets économiques, industriels, scientifiques, culturels, quand seul l'esprit de la charia les anime ? Il le faudra bien, nous devons composer, on laissera faire, c'est cela qu'ils attendent de nous et ils vont nous y pousser en jouant à fond le jeu de la démocratie, le même que celui que nous ont joué les dictateurs déchus. La riposte ne peut venir que de la société civile, elle doit se mobiliser à fond dès à présent pour offrir une autre perspective aux peuples, aux jeunes notamment, qui se laissent si facilement

subjuguier par le discours islamiste. C'est la grande priorité de l'heure. C'est parce qu'on ne l'a pas fait du temps des dictateurs que les révoltes arabes ont tourné court, il faut nous en souvenir.

Je ne sais pas si c'est faire preuve de lucidité ou jouer à se faire peur que de dire cela, mais je suis sûr que c'est faire preuve de naïveté que de penser que l'islamisme va se contenter d'une figuration dans les parlements arabes et de jouer les pompiers charitables dans des gouvernements en faillite. Il voudra le pouvoir, tout le pouvoir, sur les institutions y compris l'armée, et sur les hommes. L'expérience turque n'est mise en avant par eux que pour rassurer les opinions, pour les islamistes sérieux, elle est un échec puisque les islamistes de ce pays, bien qu'étant au pouvoir depuis 2002, sont toujours sous le contrôle de l'armée, surveillés par une société civile laïque très attentive, et contraints par une Europe qui ne veut rien entendre de la charia si la Turquie veut un jour la rejoindre.

Une association comme la vôtre a un rôle éminent à jouer, celui de convaincre le gouvernement français et l'UE de renforcer la coopération avec l'Algérie et appeler le gouvernement algérien à réformer en urgence, à ouvrir le pays, à tout faire, et il en a les moyens, pour faire tourner à plein l'économie, l'université, la culture. L'oisiveté dans laquelle se trouve l'Algérie, conséquence de l'immobilisme mortifère du pouvoir, est à l'origine de bien des vices qui traversent la société.

Peut-être est-il trop tard, le régime est trop vieux et trop malfaisant pour se réformer, et la France et l'Europe sont trop mal en point en ce moment pour se charger d'un nouveau problème. Un sursaut populaire n'est pas exclu, on en perçoit les signes, il pourrait changer la donne, créer une dynamique nouvelle en Algérie, que la France et l'Europe pourraient soutenir, c'est ce que nous souhaitons. Le XXI^e siècle serait alors celui d'une nouvelle amitié entre nos deux chers pays.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Boualem Sansal pour cet appel à la mobilisation et au combat qui montre que l'avenir sera long et que nous aurons à nous employer.

Le colloque a été conçu autour d'une demi-douzaine de tables rondes. La première a trait aux questions économiques : « La croissance, l'économie, l'emploi ». C'est sous la présidence de M. Jean-Marie Pinel, président de la chambre de commerce algéro-française, que va commencer cette première table ronde qui va rassembler, à côté de M. Pinel, M. Laurent Dupuch, président de la BNP Algérie et président des conseillers du commerce extérieur à Alger et M. Issad Rebrab, président fondateur de la CEVITAL, grande entreprise privée agroalimentaire et industrielle.

L'ÉCONOMIE, LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

INVESTISSEMENT ET EMPLOI

JEAN-MARIE PINEL *

Je cède immédiatement la parole à Laurent Dupuch pour un premier exposé sur le climat des affaires en Algérie.

Ensuite, M. Rebrab nous parlera de son expérience de chef d'entreprise industrielle, de sa création et de son développement.

Puis je terminerai par quelques éléments de l'économie algérienne.

LAURENT DUPUCH **

Investissement, croissance et emploi en Algérie

Dans ce bref exposé, j'essaierai de transmettre deux idées, à travers deux thèmes.

Je rappellerai d'abord les atouts économiques du pays avant d'essayer de vous transmettre mon expérience depuis quatre ans en Algérie et de vous retracer l'évolution du climat des affaires, notamment en 2011 avec les assouplissements.

Mon intime conviction est que l'Algérie ne doit pas (plus) être un pays que l'on arbitre en termes économiques. Il y a de vrais sujets, de vraies opportunités. Il faut être bien armé pour les affronter mais il y a un vrai potentiel de développement.

Les atouts économiques

Il est important de dire que le pays a une situation financière solide, saine et robuste : Sa dette extérieure est marginale. Ses réserves de change sont extrêmement fortes : on parle de 170 MMUSD de réserves en devises, qui représentent 3 ans d'importations. Autre fait remarquable : une liquidité abondante en dinar (surliquidité, trésor/FRR, informel), donc une forte capacité de financement.

* Directeur général de KPMG Algérie et président de la Chambre de commerce et d'industrie algéro-française, créée en 2011 et qui a pour but de favoriser le développement des relations entre les entreprises des deux pays en matière industrielle et commerciale.

** Laurent Dupuch préside la filiale de BNP Paribas en Algérie, avec 60 agences, 1.200 collaborateurs dont 1.000 recrutés dans les trois dernières années. Il est à ce titre également responsable des activités de filiales du groupe (Cetelem et Cardif).

En synthèse, les indicateurs économiques et financiers sont très solides.

Le deuxième atout de ce pays est un effet rattrapage important. Il y a énormément de choses à faire. Le taux de croissance du PIB est à 3% (5% hors hydrocarbures). Le programme d'investissement public de développement des infrastructures est très important (286 MMUSD pour les prochaines années). Comme je l'ai dit, il n'y a pas de problème de financement, pas de problème de projets. L'enjeu est le rythme de réalisation de ces projets.

La proximité géographique, l'appartenance au Bassin méditerranéen est un élément très important. Cela a été éloquentement dit.

Le dernier atout que je voudrais souligner est la jeunesse de la population et la forte capacité d'adaptation de cette population. Sur les trois dernières années, BNP Paribas, le groupe que j'ai l'honneur de diriger en Algérie, a recruté 1000 jeunes collaborateurs. À leur entrée dans le groupe, ils avaient 25 ans de moyenne d'âge. Ils étaient donc souvent primo-accédants dans le monde du travail. J'ai été frappé par la forte capacité d'adaptation, la forte volonté d'apprendre. Je pense qu'on a tous les moyens en Algérie, certes avec les efforts de formation et d'accompagnement nécessaires, de transformer cette problématique classique dans le développement et dans les ressources humaines en véritable atout et en vraie richesse. Pour le groupe BNP Paribas, c'est une aventure assez extraordinaire.

Un point d'attention dans le contexte actuel de crise : les recettes du pays sont abondantes mais essentiellement pétrolières, donc soumises au risque de baisse du baril de pétrole. Un des enjeux majeurs est la diversification de l'économie et la création d'emplois.

L'évolution du climat des affaires.

Je ferai un bref rappel, me situant fin 2007. C'est le début de la crise des subprimes dont on a vu, en 2008-2009, la propagation à l'échelle mondiale.

En novembre 2007, un événement marquant s'est produit avec l'arrêt de la privatisation du CPA (Crédit Populaire d'Algérie). Les autorités algériennes ont souhaité faire un bilan des privatisations des dernières années et protéger le pays contre les répercussions - anticipées assez fortes - d'une baisse du prix du baril de pétrole et un impact sur la balance commerciale.

Début 2008 inaugure une période de trois ans de dégradation du climat des affaires et d'évolution de la réglementation des investissements, avec un encadrement plus strict, un contrôle plus grand, une volonté de vérifier la valeur ajoutée des investissements. Le cadre réglementaire pouvait paraître se durcir. En tout cas, il répondait à la préoccupation des autorités d'un meilleur contrôle de la balance commerciale, de

l'état des lieux de la réalité de l'investissement et de la création de valeur puisque le pays devait sortir d'importations massives et essayer, à long terme, de créer plus de valeur ajoutée.

En Juillet 2008 : Le président Bouteflika, dans un discours devant les Maires, fait un premier bilan des investissements.

Fin 2008, on assiste aux premières circulaires du gouvernement : Mise en place de la Commission nationale d'investissements, obligation de partenariat. On voit bien, dans le contexte de crise mondiale et face à une balance commerciale qui risquait d'être déficitaire avec la chute des recettes pétrolières, la volonté des autorités de fixer davantage l'investissement dans le pays et de limiter l'importation.

On arrive à l'été 2009, avec la fameuse Loi de Finances, avec trois mesures phares : Une mesure technique qui a un impact dans la population, l'arrêt du crédit à la consommation.

La mise en place de la Lettre de crédit documentaire obligatoire, pour limiter les importations.

La mise en place des partenariats (51/49 dans l'investissement et 70/30 dans l'importation et revente en l'état).

A l'été 2010, une nouvelle Loi de Finances confirme les mesures prises, l'orientation économique du pays et interdit le paiement en espèces au-delà de l'équivalent de 5000€, marquant la volonté des autorités de traiter l'important problème de l'informel. Ce cadre réglementaire est complété avec des mesures techniques, fin 2010.

Fin 2010 / début 2011, l'Algérie fait face à un contexte régional en mouvement et une pression sociale forte. Le premier week-end de janvier voit des émeutes du « pouvoir d'achat » suite à l'augmentation des denrées de première nécessité (une des causes étant sans doute l'interdiction du paiement en espèces). Juste après cela, on voit toute une série de mesures d'assouplissement des différentes règles économiques prises lors des trois dernières années.

Cela révèle une capacité d'adaptation, avec des mesures phares qui ont permis de dégripper un peu une machine économique qui ne permettait pas au pays d'afficher les taux de croissance que le pays mérite (on affiche des taux de croissance de 3% à 5% alors que le pays mérite deux fois plus).

On a vu une réaction assez rapide, assez pragmatique.

Différentes mesures sont venues assouplir les modalités d'importation de certains produits quand cela favorise la production locale.

Un débat est intervenu sur la dépénalisation de l'acte de gestion (facteur de blocage dans la direction des entreprises).

Bref, le gouvernement a pris des mesures pour essayer de mettre de l'huile dans les rouages, avec une volonté clairement affichée, en tout cas depuis 2011, de favoriser l'investissement productif et le développement de l'emploi, notamment l'emploi des jeunes.

Je m'arrêterai là sur cette évolution du climat des affaires.

Retenons qu'on vit depuis 2011 une évolution positive, avec un vrai potentiel de croissance. Je me permettrai une recommandation : en Algérie il faut avoir une vision de très long terme, ce n'est pas un pays où on vient « faire un coup ». Si on l'a fait dans le passé, ce n'est plus gage de succès à l'avenir. Ce pays mérite un investissement à long terme, une vision à long terme, une stratégie de développement à long terme, dans le respect de la réglementation. C'est réalisable dans ce pays qui se développe et où on a une expérience extraordinaire en termes de ressources humaines.

Je crois que la force de l'Algérie, c'est sa jeunesse. À nous investisseurs de réussir à lui donner les armes pour se développer et construire de façon durable l'économie de ce pays.

JEAN-MARIE PINEL

Avant de passer la parole à M. Rebrab, je voudrais vous poser une question. Il faut reconnaître que l'industrie ne contribue que pour 5% au PIB (hors hydrocarbures). Quelle est votre vision pour développer cette partie industrielle ? Vous, banquiers, financez-vous l'industrie de demain, celle qui va produire une part plus importante du PIB ?

LAURENT DUPUCH

Je répondrai au nom de toutes les banques présentes en Algérie. L'enjeu majeur pour nous est le développement de l'investissement. Le rôle d'une banque est de collecter des dépôts et de prêter à l'économie. Si on ne prête pas à l'économie, on ne gagne pas d'argent. Or les entreprises ont vocation à gagner de l'argent et à nouer un partenariat avec les acteurs économiques pour les inciter, les aider, à développer des investissements productifs. J'ai dit tout à l'heure que nous avons la chance en Algérie de ne pas connaître de problème de financement. La liquidité est abondante, il y a des projets d'infrastructures. Le problème, sur lequel nous travaillons tous les jours avec nos clients, c'est de trouver des projets d'investissements « bancables ». Nous incitons nos clients à sortir de l'informel, à avoir une plus grande transparence dans les états financiers. Nous proposons une démarche d'accompagnement et de plus grande transparence. L'enjeu majeur est là : investir et produire. C'est un pays à grande population, grand marché intérieur. Il faut absolument développer ces investissements et, nous banquiers, sommes là pour accompagner ce mouvement.

JEAN-MARIE PINEL

Je donne la parole à M. Rebrab.

Vous êtes le président fondateur de CEVITAL qui exerce son activité dans de multiples secteurs industriels.

ISSAD REBRAB *

On peut tout réussir en Algérie !

Fondateur du groupe CEVITAL, j'ai commencé en 1968 par un cabinet d'expertise comptable puis, en 1971, avec une petite participation dans une petite unité de transformation métallique, avec un capital de 5000 dollars. C'est en réinvestissant constamment les résultats qu'aujourd'hui CEVITAL est devenu un groupe diversifié, présent sur plus de dix métiers, avec des structures managériales et financières fortes, une croissance annuelle à deux chiffres depuis 1999, un chiffre d'affaires de 1,8 Milliards d'Euros en 2010, 2,1 Milliards d'Euros en 2011. Notre objectif est d'atteindre 5 milliards d'Euros de CA pour 2015. Nous employons 12 000 collaborateurs en 2010, ils sont aujourd'hui, en 2012, 12 700.

Fondé en 1998, le groupe CEVITAL a vu, entre 1999 et 2010, ses effectifs passer de 780 à 12 000. En 2012, nous pensons passer à 12 700 collaborateurs. Entre 2008 et 2011, nous avons recruté un peu plus de 3 000 personnes (plus de 2 000 en 2007-2008).

Le chiffre d'affaires en millions d'euros, de 2000 à 2010 a connu une croissance continue à deux chiffres. Nous sommes passés de 150 millions d'euros à 1,1 milliard d'euros en 2010 et 2,1 milliards d'euros en 2011.

La contribution du groupe au budget de l'État évolue avec cette croissance. En 1999, notre contribution au budget de l'État était de 25 millions d'euros. En 2010, elle est de 450 millions d'euros et notre prévisionnel en 2011 sera de 518 millions d'Euros (Objectif 2015 : 1 204 millions d'Euros).

Nous avons fait passer le pays du stade d'importateur au stade d'exportateur, tant dans les huiles végétales que dans le sucre et dans le verre plat.

Nous sommes leader dans l'industrie agroalimentaire. Nous sommes présents dans

* Fondateur de Cevital, la plus importante entreprise privée algérienne, employant 12 000 personnes, engagée dans le secteur agro-alimentaire et le secteur industriel. Il est aussi à l'origine de grands projets d'infrastructures. Le texte de cette intervention n'a pu être revu par son auteur.

l'industrie automobile, la construction, l'industrie chimique, le verre plat dont 70% est destiné à l'exportation.

M. Dupuch parlait des pénuries de sucre de janvier dernier. En réalité, ce n'était pas un problème de pénurie puisque nous-mêmes avons exporté en 2010 plus de 400 000 tonnes de sucre blanc vers plus de 28 pays. Ce qui s'est passé en janvier 2011 était dû à un problème de distribution. Dans le cadre de l'entrée en vigueur de la loi interdisant le paiement en espèces au-delà de l'équivalent de 5000 €, une descente des contrôleurs chez les commerçants, notamment les grossistes, avait abouti à la réquisition de toute marchandise pour laquelle ils n'avaient pas trouvé de trace de facturation. C'est ainsi que les grossistes ont baissé le rideau, provoquant une pénurie du marché de détail et une augmentation des prix de 50% à 60% (une semaine après les prix étaient retombés). Il n'y avait aucun problème de production.

Je reviens à la distribution de la création de valeur créée par CEVITAL. De 1999 à 2010. 61,8% de notre création de valeur sont versés au budget de l'État (sous forme d'IBS, TAP, TVA, DD, IRG et autres taxes), 37,1% sont réinvestis pendant les onze dernières années et seulement 1,1% sont distribués comme dividendes aux actionnaires. Le groupe CEVITAL appartient à ma famille. Nous avons fait le choix de réinvestir la quasi-totalité de nos revenus, ce qui a fait la croissance du groupe.

Deux exemples vous montreront qu'on peut tout réussir en Algérie, un pays riche en potentialités économiques.

Nous comptons lancer dès janvier prochain un projet de polypropylène. À partir d'une matière première, dans une seule filière, on peut créer des milliers d'entreprises et des centaines de milliers d'emplois.

En partant du propane, on produit du propylène puis du polypropylène.

À partir du polypropylène, on peut produire des films bi-orientés, extrudés, films tubulaires, des fibres textiles, des produits durables industriels et des emballages rigides.

À partir de ces matières produites sur place, on peut fabriquer des milliers de produits. Dans l'automobile, par exemple, en dehors de la tôlerie, de très nombreux composants sont en polypropylène. Le propylène entre aussi dans la composition de nombreux produits dans l'ameublement, la bagagerie etc. Toute la plomberie est aujourd'hui en polypropylène. On fait même des billets de banque indéchirables en polypropylène !

Pour chacun des produits, on peut créer des centaines d'unités industrielles qui, toutes, peuvent être exportatrices. Selon nos calculs, dans cette seule filière, on peut

créer plus de 3 000 PME (donc quelques 300 000 emplois) !

Autre exemple : le projet Cap 2015, projet d'un port de taille mondiale, sera aussi un Hub portuaire où nous avons envisagé plusieurs complexes industriels :

Un complexe d'aluminium, d'1,5 million de tonnes, un complexe de chimie et pétrochimie avec des unités de transformation, un complexe sidérurgique intégré (10 millions de tonnes par an) fabriquant toutes formes d'aciers, y compris des aciers spéciaux, un chantier naval, un complexe de construction automobile, de fabrication de containers, de production d'électricité ... et, tout autour, plus d'un millier de PME/PMI de transformation, de sous-traitance et de services !

L'investissement, estimé à un peu plus de 30 milliards de dollars, fera passer l'Algérie du stade d'importateur au stade d'exportateur : hors hydrocarbures plus de 35 milliards de dollars pour ce seul projet.

Cap Djinet est relié directement à Azemmor. C'est d'ailleurs la première conduite de gaz naturel vers la centrale électrique de Cap Djinet.

À travers les différentes unités industrielles qui devraient être réalisées, on pourrait créer directement ou indirectement plus d'un million d'emplois.

Ce projet que nous avons initié il y a un peu plus de sept ans attend évidemment différentes autorisations. Nous avons trouvé différents partenaires, notamment Rio Tinto Alcan, leader mondial de l'aluminium. Plusieurs groupes européens ont accepté de nous accompagner au niveau du financement, notamment la BEI (Banque européenne d'investissement). La Banque mondiale était prête à financer la réalisation du port. Des partenaires européens, américains et du Sud-est asiatique sont prêts à venir investir dans ce projet.

Ce que je voulais surtout vous dire, c'est que les potentialités économiques algériennes sont importantes. Aujourd'hui, en créant de la croissance au sud de la Méditerranée, les partenariats entre la France et l'Algérie sont gagnant-gagnant. La croissance appelle la croissance, d'autant plus, comme le disait à l'instant M. Dupuch, que les moyens financiers ne manquent pas en Algérie (entre 170 et 200 milliards de dollars de réserves de change).

Aujourd'hui, l'Algérie a des surliquidités qu'elle n'arrive pas réellement à employer, à investir, à tel point qu'elle place son argent en bons du Trésor américain qui, avec l'inflation prévisible, deviendront vite des placements déficitaires en valeur réelle.

Les opérateurs et investisseurs européens qui voudraient venir investir en Algérie sont les bienvenus, les opportunités existent.

Les pouvoirs publics européens doivent aider les pouvoirs publics algériens à comprendre qu'aujourd'hui, il n'existe pas de problème entre le secteur public et le secteur privé. Si j'ai évoqué tout à l'heure la contribution d'une entreprise privée qui

verse plus de 61% de sa création de richesse au budget de l'État, c'est pour démontrer qu'aujourd'hui entreprises privées et entreprises publiques contribuent ensemble au bien commun.

JEAN-MARIE PINEL

Quels arguments, selon vous, pourraient convaincre les entreprises françaises de venir investir dans votre pays, sachant que 70% à 75% des produits consommés en Algérie sont importés ?

ISSAD REBRAB

Monsieur Pinel, ce n'est pas à vous que j'apprendrai quoi que ce soit en la matière !

La France est confrontée aujourd'hui à la crise financière.

Tous les experts prévoient que les opportunités de croissance dans les prochaines années se trouveront dans les pays africains.

L'Algérie aujourd'hui a les ressources naturelles, un marché, une population très jeune. Elle est à proximité de l'Europe. Nous avons l'expérience, comme M. Dupuch l'a dit tout à l'heure. Nous avons aujourd'hui des jeunes d'un bon niveau universitaire qui, avec une formation pratique peuvent atteindre un niveau qui n'a rien à envier à celui des ingénieurs des pays développés. Nous-mêmes en avons fait l'expérience.

Aujourd'hui, le marché algérien, c'est l'Amazonie ! Tout est à défricher, tout est à faire, d'autant plus qu'avec un minimum d'infrastructures, une énergie bon marché, nous avons tous les atouts.

L'Allemagne, il y a quelques années, a investi dans les pays de l'Est. Aujourd'hui elle en tire profit.

J'ai discuté dernièrement avec un grand cimentier français. Il m'a appris que, dans le cadre des accords de Kyoto, l'Europe a signé des accords visant à pénaliser encore davantage les industries productrices de CO₂. Le coût de l'énergie et de la main d'œuvre, les règles européennes concernant les émissions de CO₂, pénalisent ces entreprises qui, demain, ne pourront pas être compétitives.

Les grands pays développés, comme les États-Unis se sont tournés vers l'industrie des services. Toute l'industrie de transformation va dans les pays où la main d'œuvre est bon marché.

Je peux vous dire que nous n'avons aujourd'hui aucun problème pour produire en Algérie et exporter dans le monde entier et dans différents produits.

JEAN-MARIE PINEL

Passer de la rente à la croissance

Je voudrais souligner qu'aujourd'hui un extraordinaire développement est possible en Algérie.

L'économie algérienne est une économie de demande et non d'offre : 75% des produits consommés sont importés, l'offre est principalement étrangère. En dehors des hydrocarbures, les exportations sont faibles (2 à 3% du total)

Il y a donc beaucoup d'opportunités à fabriquer sur place pour le marché algérien, qui après saturation, permettra de faire des gains de productivité et d'exporter. L'exportation hors hydrocarbures est donc le nouveau défi appuyé par les pouvoirs publics.

Le tableau ci-dessous montre bien la faiblesse de l'industrie algérienne.

Les ressources principales sont les hydrocarbures et les activités (BTPH, services, etc...) financés par la fiscalité pétrolière. L'industrie ne représente que 5% du total mais aussi 8.38% du total hors hydrocarbures. L'agriculture a fait une percée vers 10% d'agroalimentaire. Il y a donc place pour la création industrielle et le développement des autres secteurs (tourisme, Services).

Comment cette situation se traduit-elle dans les chiffres ?

Formation du PIB

		<u>Total en</u> <u>Milliards</u> <u>de DZD</u>	<u>Hydrocarbures</u>	<u>Autres</u> <u>Secteurs</u>	<u>Industries</u>	<u>Agriculture</u>	<u>BTP</u>
2007	Montant	9 366,6	4 089,3	4 744,8	479,8	708,1	825,1
	%	100,0%	43,7%	50,7%	5,1%	7,6%	8,8%
2008	Montant	11 090,0	4 997,6	5 438,5	519,5	727,4	956,7
	%	100,0%	45,1%	49,0%	4,7%	6,6%	8,6%
2009	Montant	10 034,3	3 109,1	6 209,4	573,1	931,3	1 094,8
	%	100,0%	31,0%	61,9%	5,7%	9,3%	10,9%
2010	Montant	12 049,4	4 180,4	7 129,9	597,9	1 015,2	1 257,4
	%	100,0%	34,7%	59,2%	5,0%	9,0%	10,4%
2011	Montant						
	%						

		<u>Total en</u> <u>Milliards</u> <u>de DZD</u>	<u>Services hors</u> <u>administrations</u> <u>publiques</u>	<u>Services des</u> <u>administrations</u> <u>publiques</u>	<u>Droits et taxes à</u> <u>l'importation</u>
2007	Montant	9 366,6	1 933,2	798,6	532,5
	%	100,0%	20,6%	8,5%	5,7%
2008	Montant	11 090,0	2 147,0	1 087,9	653,9
	%	100,0%	19,4%	9,8%	5,9%
2009	Montant	10 034,3	2 384,6	1 225,6	715,8
	%	100,0%	23,8%	12,2%	7,1%
2010	Montant	12 049,4	2 638,7	1 620,7	739,1
	%	100,0%	21,9%	13,5%	6,1%
2011	Montant				
	%				

Source : Banque d'Algérie

Conséquences sur l'importation

	<u>Exportations de biens</u>	<u>Importations de biens</u>
2007	60 590,00	27 631,00
2008	78 590,00	39 479,00
2009	45 180,00	39 297,00
2010	65 000,00	40 212,00
2011	70 000,00	45 000,00

Source : Banque d'Algérie

Les chiffres les plus significatifs sont ceux de l'explosion des importations de marchandises sur les 10 dernières années (statistiques du CNIS) pour atteindre en 2010 un montant de 40,21 milliards de dollars en augmentation de 2,34% par rapport à 2009 (source douanière CNIS).

Mais le taux de couverture des importations par les exportations en 2010 est remonté à 141% après avoir été équilibré simplement en 2009.

Quelles ont été les réponses de l'économie ?

Sur la totalité, de la rente injectée, la moitié a été consommée localement par les ménages et les entreprises, sans faire exploser l'inflation (4% dont une partie est jugulée par la concurrence de l'importation). Mais, en raison du développement insuffisant de l'outil de production (trop d'entraves et insuffisance de transfert du savoir faire et de financement de l'entreprise algérienne), c'est principalement l'importation qui a bénéficié de cette politique alors que le gouvernement veut des investissements productifs.

Il y a là des potentialités fortes et ce d'autant que la population en âge de consommer (au-delà de 20 ans) va augmenter rapidement.

La pyramide des âges nous montre ainsi qu'aujourd'hui la population au-dessus de 20 ans s'élève à 18 320 000 personnes et qu'en 2020 elle sera de 28 630 000 personnes pour une population totale qui devrait passer dans le même temps de 35 Millions de personnes à 39 millions.

Durant cette période le PIB généré par les hydrocarbures ne va cesser de monter en raison de la raréfaction progressive de cette source d'énergie alors que la production d'énergie solaire prendra peu à peu la place des énergies fossiles, entraînant un développement de cette industrie algérienne très bien placée dans ce domaine.

Peut-être que les barrières entre les trois pays Maghrébins vont permettre d'accéder à un marché de 100 Millions de consommateurs?

Par ailleurs la hausse progressive et inéluctable du prix des carburants aidera à rendre plus compétitives les fabrications sur place.

En effet l'enseignement essentiel de la pyramide des âges, est que les cohortes nées entre 1980 et 2000 sont les plus nombreuses, d'où la pression sur les systèmes d'enseignement et de formation et sur le marché de l'emploi (7 demandeurs d'emploi sur 10 ont moins de trente ans selon le ministère du travail et de l'emploi).

La coopération entre la France et l'Algérie dans la formation et l'enseignement supérieur est importante.

L'agriculture et l'agroalimentaire connaissent depuis plusieurs années un développement soutenu. Les besoins du BTPH sont loin d'être satisfaits et progresseront encore longtemps au rythme actuel.

Enfin le développement des services va entraîner une amélioration de la productivité de l'industrie.

L'Algérie un « eldorado » ? Ne l'est-elle pas déjà ? En effet les entreprises installées se portent bien et je vous défie de citer une entreprise qui ait fait faillite!

De cette analyse il ressort que l'agro-alimentaire va croître très rapidement, alimenté par une agriculture en phase d'expansion. En effet cette industrie est gourmande en transport et la satisfaction de la demande va croître, alimentée par la production agricole.

Les lourdeurs administratives sont inhérentes à une économie « de répartition » d'une rente avec toutes les sécurités qu'une telle économie nécessite. Ces contraintes, devraient s'alléger en même temps qu'un développement économique autonome.

D'où le paradoxe et surtout le défi du passage à une croissance plus forte avec d'autres moteurs (industrie, E/R, agriculture et agroalimentaire mais toujours le BTPH et les services pour réduire la dépendance en la matière).

Le secteur des hydrocarbures, produit par seulement 2% de la population, représente 45% du PIB, les deux tiers des recettes fiscales, 98% des recettes en devises.

Le défi est d'inverser cette matrice que plus de deux décennies de réformes n'ont pas permis de réaliser par un nouveau régime de croissance et la liquidation progressive des rentes qui ont un effet d'éviction sur la production locale de biens et de services.

Donc, il y a des ressources financières, un potentiel de consommation, un savoir-faire puisque tous les jeunes sont scolarisés, vont à l'université et sont aussi bien formés, à mon sens, que dans d'autres pays européens. Mais ce n'est pas avec 5% d'industrie que l'on crée une expérience. Donc les jeunes ne manquent pas de formation mais d'expérience. Dès qu'on leur donne cette expérience, ils savent bien s'en sortir et sont très brillants.

ISSAD REBRAB

Nous avons eu une expérience, par exemple au niveau de notre raffinerie de sucre. Nous avons recruté trente-trois ingénieurs que nous avons formés pendant six mois. Depuis, ils ont mené nos outils de production à 120% de leurs capacités de

production ! C'est pour vous dire que les jeunes Algériens, quand ils sont bien formés, bien respectés, payés correctement, n'ont absolument rien à envier à des ingénieurs des pays développés.

DE LA SALLE

Messieurs, Mesdames, bonjour. Je suis éditeur. C'est un privilège et un événement que je suis en train de vivre aujourd'hui. Je suis très satisfait de ce qui vient d'être dit. Le tableau idyllique qui nous a été présenté par M. Rebrab nous laisse beaucoup d'espoir. Mais une grande donnée nous interroge et nous interpelle tous aujourd'hui : Quid des Chinois ?

JEAN-MARIE PINEL

J'ai réalisé une étude sur la Chine en Algérie et une autre sur l'économie algérienne. Selon moi, l'économie chinoise repose sur une main d'œuvre à très bas coût, à très faible pouvoir d'achat. Ce n'est pas le cas de l'Algérie. On ne créera jamais une industrie low cost en Algérie parce que les revenus procurés actuellement par les hydrocarbures donnent une certaine aisance, même si elle est érodée par l'importation de produits au prix du marché mondial. Les Chinois pourraient agir en Algérie en tant qu'investisseurs mais ils n'y ont pas d'avantage particulier par rapport à la France, d'autant que nous avons l'avantage considérable de parler la même langue.

DE LA SALLE

Directrice de publication du magazine « Salama » à Paris et en Algérie, je voudrais poser une question à M. Rebrab. J'observe comme lui qu'il y a un potentiel énorme en Algérie pour les investissements. Il y a beaucoup à faire. Nous avons besoin d'industries, non pas des importations, non pas du trabendo. La méfiance des entrepreneurs français n'est-elle pas due à la loi de finance 49/51%¹ sur le partenariat ? N'est-ce pas aussi un problème politique ?

¹ La loi de finances complémentaire 2009 oblige tout investisseur étranger à fusionner avec des partenaires algériens à hauteur de 49/51%, dont la part majoritaire doit revenir à des actionnaires nationaux.

ISSAD REBRAB

À mon sens, ce n'est dû ni à la loi ni à un problème politique. Il est vrai qu'en Algérie aujourd'hui il y a énormément de potentialités. Je dirai même que l'Algérie est pour les investisseurs l'un des meilleurs pays au sud de la Méditerranée. Mais nous avons malheureusement un problème de méfiance, vous avez raison. Je dirai même que c'est ce qui nous fait beaucoup de mal en Algérie. La méfiance crée le malaise. Le malaise fait fuir les responsabilités. La fuite de responsabilité crée la bureaucratie et la bureaucratie inhibe l'activité et sclérose l'organisation. Le drame est là. C'est pourquoi aujourd'hui la France doit essayer d'aider les pays du sud, notamment l'Algérie et remplacer chez nos décideurs la méfiance par la confiance.

Comment expliquer qu'avec toutes ces potentialités, un pays aussi riche ait une population aussi pauvre? C'est justement le problème de la méfiance.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Je voudrais poser une dernière question à M. Rebrab, si vous le permettez. Qui porte le projet de Cap Djinet ? 5000 hectares de zone industrielle demandent quand même un aménagement. Il faut trouver des investisseurs. Mais qui est le porteur du projet ? Est-ce le gouvernement algérien ? Est-ce CEVITAL ? Est-ce un consortium ? Cela peut-il passer par un accord d'État à État ? Qui est le vecteur de ce projet fascinant ?

ISSAD REBRAB

Pour ne rien vous cacher, Monsieur le président, c'est un très vieux projet des années 1970. Mais à l'époque il s'agissait simplement de créer un port pour Sonatrach², pour la pétrochimie. Ce port devait être créé pour remplacer le port d'Alger actuellement saturé (comme tous les ports algériens). Et puis nous-mêmes avons eu une expérience au niveau du port de Bejaia et nous avons constaté l'intérêt de la logistique. De là m'est venue l'idée de créer un port de taille mondiale. Aujourd'hui, l'Algérie perd 2 600 millions de dollars par an uniquement par le surfret. Et 2 600 millions de dollars permettent de construire ce port de Cap Djinet sans aucun problème. Nous avons voulu proposer ce projet. Nous avons pris contact avec la Banque mondiale

² Sonatrach (« Société Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation, et la Commercialisation des Hydrocarbures s.p.a ») est une entreprise publique algérienne.

pour le financement du port. Nous avons aussi pris contact avec la BEI et avec plusieurs consortiums européens, américains et sud-asiatiques. Tous les investisseurs avec lesquels nous avons pris contact étaient intéressés à investir, conscients de l'opportunité. Aujourd'hui, ce n'est ni l'argent ni les idées qui manquent au niveau mondial. Le problème que nous avons rencontré est malheureusement celui des autorisations. Nous avons même proposé à notre gouvernement de réaliser le port et de le donner à l'État. Ce qui nous intéresse, en tant qu'investisseurs industriels, ce sont surtout les plateformes logistiques. Vous ne pouvez pas imaginer à quel point la logistique peut rendre compétitif un projet donné. J'ai visité plusieurs complexes industriels dans le sud-est asiatique, notamment les différents complexes de Hyundai, que ce soit dans la construction navale, la construction automobile et la sidérurgie. J'ai constaté que pour créer de grandes bases industrielles, les Coréens ont d'abord construit des ports. Hyundai a construit son propre port. En France l'industrie sidérurgique était autrefois localisée en Alsace-Lorraine. Elle a ensuite été transférée vers les ports, vers Dunkerque et Fos-sur-Mer.

Voilà l'idée du port de Cap Djinet. Nous souhaitons aujourd'hui associer la France, les pouvoirs publics français et les pouvoirs publics algériens pour lancer ce type de projet.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Voilà un projet tout à fait fascinant et plus intéressant que n'importe quel autre projet dans le Golfe ou ailleurs car nous sommes là au cœur de la Méditerranée.

Puis-je hasarder une idée ? De la même manière que l'Allemagne s'est appuyée sur la Mitteleuropa, la France devrait faire une exception vis-à-vis du Maghreb et particulièrement de l'Algérie pour ce qui est de certaines délocalisations industrielles qui aujourd'hui se font plutôt en direction des PECO (Pays de l'Europe centrale et orientale) ou de pays d'Asie du sud-est et pas vers l'Afrique du nord où il y a de toute évidence un intérêt géopolitique commun entre la France et l'Algérie, entre l'Europe et le Maghreb. C'est une évidence mais encore faut-il qu'il y ait une volonté au niveau français pour la porter.

Nous allons conclure cette table ronde. Je remercie beaucoup Jean-Marie Pinel, M. Dupuch, M. Rebrab pour leur participation.

L'ÉNERGIE

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Nous allons passer au sujet de l'énergie. Je vais accueillir à la tribune M. Sid Ahmed Ghozali, ancien Premier ministre et ancien patron de la Sonatrach, M. Benoît Richard, directeur de la stratégie à Saint-Gobain Solar (branche énergie solaire) et M. Bernard Bigot, administrateur général du CEA, commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

JEAN-MARIE PINEL

Nous allons maintenant aborder le secteur de l'énergie, très important pour l'Algérie. Chaque année, le pétrole handicape la croissance du PIB algérien. Je crois que cela ne vient pas du prix mais de la quantité de pétrole extrait. M. Sid Ahmed Ghozali, ancien Premier ministre, va nous en parler.

Nous aborderons ensuite ce qui remplacera un jour – le plus tard possible – le pétrole : le nucléaire et le solaire. Là aussi l'Algérie a énormément de choses à faire. Je laisse d'abord la parole à M. Sid Ahmed Ghozali.

SID AHMED GHOZALI *

Le rôle fondateur d'une politique de l'énergie

J'ai répondu à l'invitation amicale de votre Association qui se consacre à réfléchir à l'avenir des relations algéro-françaises. Le hasard de l'histoire a fait que j'étais personnellement impliqué très profondément dans ces relations depuis mon tout jeune âge, depuis l'Indépendance, et je fais partie de ceux qui y croient beaucoup. Bien sûr je salue tous ceux qui sont présents dans la salle : c'est l'avantage de cette initiative que de retrouver des amis français et algériens que je n'ai pas vus depuis vingt ans, quarante ans.

Nous sommes tous conscients que le niveau des relations algéro-françaises est en

* Sid Ahmed Ghozali a été à la tête de Sonatrach de 1966 à 1977, date à laquelle il devient ministre de l'industrie et de l'énergie. De 1988 à 1989, il est ministre des finances, puis ministre des affaires étrangères jusqu'en 1991. Le 5 juin 1991, il succède à Mouloud Hamrouche au poste de premier ministre.

deçà de ce qu'il devrait être au regard des intérêts bien compris de nos populations. Mais tous, mesurons-nous l'ampleur du fossé qui sépare le possible et souhaitable d'un côté et le réel de l'autre ? Mesurons-nous tous le manque à gagner considérable qui est la conséquence ou le corolaire de relations algéro-françaises médiocres -non pas dans le sens péjoratif du terme mais par comparaison à ce qu'elles pourraient être ?

On m'a demandé de parler de l'énergie et pas seulement du pétrole, d'ailleurs on ne peut pas séparer les deux, de la même manière qu'on ne peut pas séparer l'énergie de la géopolitique. Et c'est ce que je veux préciser dans mon exposé.

Il est vrai que l'énergie a pesé lourd dans les relations algéro-françaises. Après avoir constitué, -je suis bien obligé de le rappeler- une pomme de discorde voire même un motif de guerre, elle s'est muée en confrontation politique très forte dès le lendemain de l'Indépendance. Le but de mon exposé est de démontrer qu'on est en droit d'attendre une troisième étape, où l'énergie peut constituer un puissant levier pour aider à hisser le niveau des rapports algéro-français à leur niveau potentiel c'est-à-dire considérablement plus élevé que ce qui existe actuellement. Et je voudrais aussi indiquer rapidement, puisque je ne dispose que de dix minutes, comment y parvenir. J'ai parlé de pomme de discorde. Je rappelle, il est utile de s'en souvenir, que la question de l'intégrité du territoire induite par celle de la souveraineté sur les sources des hydrocarbures a été un point d'achoppement sérieux pour la négociation de l'indépendance. Il a fallu une prolongation sèche de deux années de la guerre. Pourquoi ? Parce que déjà l'époque de Guy Mollet, l'arrière-pensée d'une partition était dans les têtes du côté français, bien avant les premières recherches, avant 1957, année de la création de la défunte OCRS (Organisation commune des régions sahariennes). C'était le moment où se dessinait le projet de maintenir l'Algérie sous administration française, divisée en deux parties : le nord dit « Algérie utile » et le Sahara algérien principalement avec la perspective d'une sorte d'intéressement aux richesses de notre sous-sol qui n'a pas manqué d'ailleurs de susciter des appétits voisins. L'idée n'avait-elle pas séduit plus d'un au sein des cercles politiques et certains de nos voisins et frères tunisiens notamment, ne se sont-ils pas laissés aller ne fut ce qu'un instant à flirter avec la théorie d'un « Sahara mer intérieure » aux pays riverains de l'Algérie ?

C'est pour cela que ce n'est qu'après que Charles de Gaulle eut affirmé et reconnu solennellement dans une conférence de presse du début septembre 1961, le Sahara comme partie intégrante de l'Algérie que les négociations ont été débloquées et reprises pour s'engager dans la ligne droite menant à Évian. C'était deux ans après l'énoncé du principe d'autodétermination au moment où les négociations commencèrent en 1959.

Je vais parler de la deuxième étape. Dès l'Indépendance, l'énergie a été à l'origine d'un choc frontal, d'une confrontation politique entre les deux pays, car dès la souveraineté

recouvrée en 1962, nous sommes, nous Algériens, devenus souverains mais dans nos bureaux seulement car nous étions étrangers sur nos gisements. Le contrôle de l'exploitation était exercé de facto par l'ancien BRP (Bureau de Recherche Pétrolière) fondé par de Gaulle au lendemain de la guerre pour créer une industrie d'État pétrolière française, et qui deviendra plus tard ERAP puis ELF.

Nous étions très jeunes à l'époque ; j'avais 26 ans. Nous savions que nous ne recouvrerions réellement notre souveraineté qu'à partir du moment où nous serions capable de faire exactement ce que faisaient les sociétés étrangères sur les gisements. C'est ainsi que nous nous sommes lancés dans un plan qui, dès le départ, par la formation des gens et la création d'un outil national : la Sonatrach, a travaillé pendant huit ans à la nationalisation de 1971.

La nationalisation de 1971 n'était pas un geste idéologique mais un acte éminemment économique à partir de l'idée que les Algériens ne pouvaient pas profiter pleinement de leur pétrole s'ils n'étaient pas capables de faire ce que faisaient les sociétés étrangères. Et là, je parle de confrontation politique. Dès 1963, à la naissance de Sonatrach, la relation entre la France et l'Algérie s'est trouvée dominée et très profondément perturbée par un choc frontal entre deux sociétés missionnaires. Il y avait une société missionnaire qui était là : ERAP ELF, dont la mission était de créer un véritable empire français pétrolier colonial et qui rêvait (qui n'avait cessé de rêver), à continuer cet empire au-delà de l'Indépendance. De l'autre côté, il y avait une société naissante : la Sonatrach, elle aussi missionnaire, qui avait pour tâche de faire en sorte que les Algériens ne soient pas absents de l'exploitation de leur richesse. Je dis cela non pas pour m'appesantir sur le passé mais pour dire l'aspect négatif de l'effet de l'énergie sur nos relations, car le successeur de Gaulle, Georges Pompidou a mal vécu cette entreprise d'émancipation des Algériens vis-à-vis des sociétés étrangères. Il avait même déclaré officiellement la « fin des relations privilégiées entre l'Algérie et la France ». De Gaulle l'aurait-il fait ? Moi, je pense que non, mais De Gaulle était déjà parti et à cause de cela on est entré dans une relation très perturbée parce qu'elle manquait de vision.

De Gaulle avait une vision à long terme de nos relations, pas ses successeurs. Souvenez-vous de la formule de De Gaulle : « toute politique africaine de la France passe par la porte étroite de l'Algérie ». Alors, pour des raisons sur lesquelles il n'y a pas besoin de s'étendre, les relations sur ce plan, dans le domaine énergétique, n'ont pas pu exercer une influence au niveau où elles pouvaient ou devaient le faire, à cause de ces paramètres politiques que je viens de citer.

L'énergie n'est certainement pas le seul aspect, mais sous réserve qu'on puisse l'intégrer dans une vision beaucoup plus globale, alors oui, l'énergie peut avoir un rôle fondateur des relations que beaucoup d'entre nous souhaitent voir se concrétiser. Il suffit de repartir de données naturelles. La responsabilité je la situerais des deux

côtés des rives de la Méditerranée. Je ne vois pas de vision au Nord ni au sud ; il n'y a pas eu de « politique algérienne de la France » pas plus qu'il n'y a eu « une politique française en Algérie » avec des stratégies de long terme. Nous avons sombré dans le court-termisme et ses aléas.

Il suffit de partir des intérêts de nos populations puisque le rôle des pouvoirs politiques c'est de servir les populations, c'est légitime et souhaitable même si on se réfère à des arguments plus ou moins subjectifs. Repartons des intérêts de nos populations : nous sommes des voisins et pas de nouveaux voisins, liés que nous sommes par une histoire plurimillénaire et plus particulièrement centenaire depuis la colonisation. Donc nos populations ont intérêt à voir en face d'elles un partenaire avec lequel elles puissent échanger beaucoup plus. A ce moment-là vient l'amitié. Ce n'est pas le sentiment qui crée les intérêts, ce sont des intérêts bien compris, satisfaits et mutuellement fructueux qui font l'amitié.

L'un des rôles de votre Association, par exemple, est de faire ce que n'ont jamais fait les politiques, ni ici ni en Algérie : expliquer aux populations le lien qu'il y a entre leurs problèmes et ses aspirations d'un côté et les relations qu'on peut avoir ou ne pas avoir entre les deux rives de la Méditerranée. Je vois en ce travail une responsabilité commune. On dit chez nous « la main ne peut applaudir toute seule », il faut deux mains pour applaudir. Donc, il faut deux partenaires, chacun apportant quelque chose et chaque partenaire doit apporter quelque chose. Comment se présentent les choses pour les Européens et notamment pour les Français qui, avec les Espagnols, sont les plus proches de nous de par l'histoire et la géographie ?

Le Maghreb, à lui seul, avec une superficie égale quatre fois et demi l'étendue des pays européens riverains de la Méditerranée avec une population qui est deux fois moindre, est une région qui n'est pas dépourvue de richesses, qui n'est pas dans la situation du Mali ou du Niger, qui a ses ressources propres matérielles et humaines. On l'a déjà évoqué, mais je reviendrai sur ce point de la « richesse de l'Algérie ».

C'est une région qui globalement dispose de ressources et pas seulement de pétrole. Je me souviens toujours de ce que disaient les Américains quand ils découvraient pour la première fois l'Algérie : « l'Algérie, du point de vue de toutes les richesses naturelles, c'est à dire le sol, le sous sol, le ciel, la terre, l'eau etc. c'est, au nord la Californie, et au sud, le Texas ». On sait que dans le classement des États Unis d'Amérique par ordre de richesse, on trouve en tête la Californie et deuxièmement le Texas.

C'est que l'Algérie, n'a pas du tout été dépourvue : Nous, les Algériens, avons tous tendance à nous dénigrer. C'est à cause de la relation très bizarre que nous entretenons entre le peuple et le pouvoir, mais nous même oublions que l'Algérie est un pays riche sur le plan humain. À l'Indépendance, j'étais un tout jeune ingénieur, je débarquai ici, rue des Saints Pères ; nous étions vingt ingénieurs après 120 ans de colonisation, nous étions 500 étudiants dans l'enseignement supérieur, nous étions 300 000 enfants

à l'école dont 5% de filles. Cinquante ans après, il y a un million et demi d'étudiants, il y a dix millions d'Algériens qui, tous les jours, prennent leur cartable et vont à l'école ou au lycée. On me dira qu'il y a du déchet, beaucoup à cause de l'enseignement ; mais même en supposant qu'il y ait 80% de déchet, cela fait beaucoup plus qu'il y a cinquante ans, c'est l'évidence.

Nous avons connu une expérience industrielle qui a malheureusement été démolie, mais qui a créé toute une classe managériale. Donc l'Algérie est aussi un pays riche en hommes. Ce qui nous manque, ce sont des institutions. Nous allons fêter 50 ans d'Indépendance et nous sommes toujours dans une grande difficulté à entrer dans l'Etat de droit et à nous doter d'institutions modernes.

Alors dans cette région qu'on vient de décrire et dont l'Algérie est une pièce maîtresse, quel est l'intérêt pour les Français et les Européens d'échanger avec elle 60 ou 70 milliards d'euros ? Est-ce que les populations du nord de la Méditerranée ont intérêt à continuer à échanger avec cette région 50 ou 60 milliards de dollars par an, ou bien n'ont-elles pas intérêt à échanger avec ces populations 600 milliards, 700 milliards de dollars par an ? C'est possible, car cette région qui, comme je le disais est grande comme quatre fois et demi la région européenne symétrique, ne nourrit et mal que 100 millions d'habitants. Elle est capable d'en nourrir 300, encore faudrait-il se fixer cela comme objectif. Cela ne va pas se faire d'ici demain, mais pour que cela se fasse, il faut que cela soit jugé intéressant par les pays concernés. Les ouvriers français, les travailleurs français doivent savoir qu'ils sont en train de « sous-échanger » considérablement avec un pays comme l'Algérie, avec une région comme le Maghreb. Je cite l'Algérie et la France parce que ce sont deux pièces maîtresses, et il faudra aussi que le même raisonnement soit fait dans la relation entre le Maghreb et l'Union européenne.

Mais l'Algérie et la France, compte tenu précisément de leurs spécificités et de leur histoire commune, peuvent jouer un rôle moteur dans la sensibilisation générale et même dans la nécessité de se parler aussi de région à région et de négocier de région à région. L'énergie, ce n'est pas uniquement un commerce à courte vue : « tu me donnes du pétrole ou du gaz ou bien de l'électricité solaire et je te donne de l'argent ». Ce n'est pas ainsi que les choses devraient être. L'énergie, et cela vaut d'ailleurs pour vous-même, les Européens, doit être intégrée. C'est un volet important certes mais ce n'est qu'un volet de toute la problématique de la gestion des ressources naturelles de la planète. Nous sommes en train, vous êtes en train, de vivre en dilapidant les richesses naturelles, et c'est pour cela que le monde a besoin d'une nouvelle croissance. L'Algérie est producteur de pétrole mais a besoin de remplacer le pétrole, et elle est déjà en retard. Il n'y a que trois pays exportateurs de pétrole qui peuvent attendre, -et ce ne serait pas bien s'ils attendaient-, mais qui peuvent attendre un siècle pour réfléchir à la question : l'Arabie Saoudite, l'Irak et l'Iran.

Mais l'Algérie comme la Libye sont des pays qui sont certainement importants dans

la production d'hydrocarbures, et on ne sait pas à quel niveau ils le seront encore demain, mais ils ont besoin de remplacer le pétrole. Ils ont besoin d'assurer leur sécurité énergétique de demain, par le recours aux énergies de substitution, aux énergies alternatives. Et là tout un créneau peut s'ouvrir. Imaginez le développement dans le Maghreb de projets intégrés et intégrateurs dans la production de l'énergie liée au gaz et au nucléaire, dans la production de l'énergie solaire, mais dans tout l'aval aussi. Il ne s'agit pas simplement de produire dans le gisement solaire, dont on dit qu'il est le plus grand du monde, « le Sahara », et d'exporter cette énergie. Non, il s'agit d'aller plus loin, et d'aider ces pays à ne pas gaspiller l'énergie, de mettre à disposition les technologies, de les associer.

Il faut souligner que le seul développement de l'énergie solaire en Allemagne a généré 735 000 emplois. Le développement des énergies de substitution –le nucléaire, le solaire, le géothermique, l'éolien– dans le Maghreb, avec tout ce qu'il entraîne en aval, créera des millions d'emplois entre le Maghreb et la France.

Il y a des handicaps bien sûr qui freinent cette perspective. Il faut une vision, il faut une vision des deux côtés. Il ne faut pas qu'un côté se contente d'une posture revendicative et que l'autre côté se contente de la loi du plus fort. Nous avons des handicaps qui sont les asymétries institutionnelles, les asymétries au niveau du développement, etc. Mais, en même temps, ces asymétries sont des éléments de complémentarité.

Nous avons un passé, et Boualem Sansal a dit beaucoup mieux que je ne pourrais le faire la dimension humaine qui, pour ce qui concerne les relations algéro-françaises est unique au monde. Il y a le passé, et pour moi il s'agit d'abord de le capitaliser. Le capitaliser, ce n'est pas se laisser confiner soit dans la nostalgie ou dans je ne sais quel esprit de revanche, encore moins dans l'espoir chimérique, comme cela a été suggéré d'ailleurs, que la disparition des générations actuelles balayera le problème réel de la mémoire.

Capitaliser le passé consiste à ne pas s'y laisser confiner, que ce soit dans la nostalgie ou dans je ne sais dans quelque esprit de revanche. Dans l'espoir chimérique, comme cela a été suggéré par un ministre français, que la « disparition des générations actuelles » balaiera le problème réel de la mémoire.

Plus crument dit, il serait vain d'exiger du peuple français de maintenant de s'auto flageller pour les méfaits commis par l'administration coloniale de naguère. Il serait aussi insensé de demander à la nation algérienne de se saborder par le formatage de sa mémoire.

Certes la configuration actuelle des nations est le résultat d'un processus multi millénaire de pillage des ressources d'un voisin...

Les progrès considérables ont fait que les opinions vont aller en acceptant de moins au moins cette forme de relation entre les peuples. La fin de l'ère coloniale, depuis le milieu du siècle dernier, a été suivie par ce que l'on a appelé l'ère néocoloniale, c'est-à-dire le pillage, non point par l'occupation directe mais par voie de gouvernements

interposés soumis, eux-mêmes soumis. Le printemps arabe, autant que la réaction des opinions dans le monde, montre un clair rejet par tous du néocolonialisme. La question demeure posée de savoir si, selon les réactions des États occidentaux, nous sommes en train d'assister à la naissance d'une ère post-néocoloniale ou bien à la continuation sous une autre forme du néocolonialisme.

JEAN-MARIE PINEL

M. Bernard Bigot, administrateur général du CEA, va nous parler de l'énergie nucléaire, peut-être une des énergies futures de l'Algérie.

BERNARD BIGOT*

Perspectives de coopération en matière d'énergie

Je suis heureux de participer à ce colloque pour explorer des pistes nouvelles de coopération dans le domaine de l'énergie entre la France et l'Algérie.

Comme chacun le sait, avec l'augmentation attendue de la population mondiale et la soif légitime de milliards d'habitants qui n'ont encore qu'un accès extrêmement limité à l'énergie, la demande énergétique mondiale ne peut que croître fortement dans les prochaines décennies quelles que soient les économies d'énergie que nous devons faire - et je souscris totalement à votre propos, Monsieur le Premier ministre, sur la nécessité de ne plus dilapider les ressources de notre planète -. Quel que soit le scénario envisagé donc, toutes les études internationales montrent que la demande énergétique doublera à l'horizon 2050, c'est-à-dire demain quand on parle de l'énergie. Cette forte croissance de la demande d'énergie se produira à une période où l'utilisation des ressources fossiles, qui contribue aujourd'hui à plus de 80% de la consommation primaire d'énergie mondiale, sera fortement freinée, en raison de leur épuisement progressif, de leur coût croissant et du renforcement des exigences environnementales, sanitaires et climatiques des opinions.

La sécurité de l'approvisionnement énergétique va donc devenir une préoccupation majeure pour un grand nombre de pays. Les moyens de production autres que les ressources fossiles, tels que le nucléaire et les énergies renouvelables, qui présentent

* Administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique depuis 2009. Le CEA est l'acteur français de la coopération algéro-française dans le domaine du nucléaire civil.

l'avantage d'être durables et de minimiser les émissions atmosphériques, notamment les gaz à effet de serre, auront, c'est notre conviction, un rôle majeur à jouer dans les prochaines décennies.

La France défend fortement l'idée d'un bouquet énergétique intégrant le nucléaire et les énergies renouvelables. Notre conviction est que ces deux grandes sources d'énergie ont des caractéristiques parfaitement complémentaires, les unes – le nucléaire – étant exceptionnellement concentrées (un kilo d'uranium contient un million de fois plus d'énergie qu'un kilo de pétrole !), continues et centralisées, les autres – les énergies renouvelables – intermittentes, diffuses et décentralisées. Ces deux ressources peuvent conjuguer très avantageusement leurs atouts.

La France s'est fixé l'objectif ambitieux, en 2020, de diminuer de 20% ses émissions de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990, d'améliorer de 20% l'efficacité énergétique de ses ressources et de voir les énergies renouvelables contribuer à hauteur de 23% dans la consommation finale d'énergie. Nous sommes à environ 13% actuellement. Tout cela ne sera accessible que si la France maintient son investissement dans le nucléaire (qui aujourd'hui produit près de 80% de son électricité) et si elle sait développer les énergies renouvelables en substituant la part des énergies fossiles consommée aujourd'hui.

La raison majeure est économique. En 2005, la France a consacré 23 milliards d'euros à assurer son approvisionnement pétrolier, charbonnier et gazier, qui représente portant un peu moins de 50% de sa consommation primaire d'énergie. Cette année, nous allons dépenser 65 milliards d'euros ! En moins de six ans, nous aurons multiplié par trois notre dépense pour la même quantité de produits fossiles. Ce n'est pas soutenable.

Notre ambition, particulièrement celle du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, est donc de démontrer que des technologies économiquement compétitives seront disponibles avant la fin de la première moitié de ce siècle pour que la France puisse baser son approvisionnement en énergie principalement sur les technologies sans émission de gaz à effet de serre, de sorte que notre pays soit en capacité de substituer la plus grande part des combustibles fossiles qui fournissent encore, je le répète, 50% de notre consommation d'énergie primaire.

Dans le domaine du nucléaire civil, la coopération entre la France et l'Algérie a été amorcée le 30 juin 2009, avec l'entrée en vigueur de l'Accord intergouvernemental pour le développement pacifique de cette énergie. Cette coopération est en train de se concrétiser sur le plan de la formation au travers des relations nouées entre l'Institut algérien de génie nucléaire - dont je veux saluer la création fin juin 2011 - et l'Institut national des sciences et technologies nucléaires, le service de formation du CEA qui, depuis plus de cinquante ans, forme l'ensemble de nos ingénieurs et techniciens

les plus qualifiés. La formation est le socle indispensable à un développement responsable et sûr d'une industrie nucléaire. Nous la porterons au meilleur niveau d'excellence avec le gouvernement algérien s'il en manifeste la volonté.

La France est naturellement prête à accompagner l'Algérie dans son usage de l'énergie nucléaire si elle en décidait ainsi.

Et je pense qu'elle a de bonnes raisons de le faire. La raison essentielle est, comme vous l'avez souligné, qu'il nous faut épargner les ressources naturelles. Au moment où – cela a été dit tout à l'heure – vous disposez de ressources financières importantes, il est de mon point de vue judicieux d'investir dans des technologies d'avenir. Lorsque vous investissez dans un réacteur nucléaire, c'est une production d'électricité garantie pour 60 ans pratiquement à un prix fixe.

Bien sûr, l'énergie nucléaire, surtout après l'accident de Fukushima, pose un certain nombre de questions.

La première est celle de la sûreté. Une énergie aussi concentrée que le nucléaire exige que soient strictement respectées les règles de bon usage de cette énergie, faute de quoi on s'expose à des problèmes qui peuvent être dramatiques.

La France a fait le choix de cette énergie en positionnant la sûreté au plus haut niveau. La sûreté nucléaire repose sur deux pieds :

D'abord la conception du réacteur, de telle sorte que, même dans le cas d'événements les plus improbables, on garantit en toutes circonstances qu'il n'y aura pas de relâchement de radioactivité à l'extérieur du site nucléaire. C'est la véritable exigence des populations. Aujourd'hui, après plus de cinquante ans d'expérience mondiale, nous avons des conceptions de réacteurs, notamment avec l'EPR (réacteur de troisième génération), qui multiplient les barrières, les dispositifs de sûreté de telle sorte que si l'un d'entre eux venait à faillir, les autres prendraient le relais.

Mais ce n'est pas tout. Le deuxième axe est aussi important. C'est celui de la compétence des hommes dans la chaîne organisationnelle et décisionnelle. À cet égard, Fukushima a montré comment un défaut d'appréciation de cette chaîne décisionnelle, comme les Japonais eux-mêmes viennent de le constater, peut conduire à des conséquences désastreuses. L'accident de Fukushima était largement évitable dans la mesure où les responsables de l'installation concernée avaient plus de douze heures pour amener les modestes quantités d'eau nécessaires pour assurer le refroidissement continu des réacteurs à l'arrêt.

Je suis convaincu qu'il existe des pistes qui permettront à l'Algérie d'épargner sa ressource fossile pour qu'elle dure le plus longtemps possible. Vous êtes, à cet égard, bénis des dieux, mais, comme vous le savez, cette ressource n'est pas éternelle. Fruit de l'accumulation, à l'échelle de centaines de millions d'années, de la photosynthèse, de l'enfouissement, de la lente transformation bio-organique ... elle s'éteindra un jour.

Tout l'enjeu pour votre pays est de prolonger cette extraordinaire ressource qui sera alors d'autant plus valorisée. Un grand nombre de pays l'ont compris, je crois que c'est tout à fait judicieux.

Mais la France ne fait pas seulement le choix de l'énergie nucléaire. Elle fait aussi le choix des énergies renouvelables. Je veux dire combien le CEA, depuis plusieurs décennies, a développé des efforts de Recherche et Développement significatifs sur les nouvelles technologies de l'énergie, ce qui a été particulièrement remarqué par le Président de la République en juin 2009, lors de sa visite à l'Institut national de l'énergie solaire à Chambéry. Il a suggéré à cette occasion que le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) change le nom qu'il portait depuis soixante ans pour devenir le « Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives ».

Je me suis pour ma part attaché avec conviction et détermination depuis trois ans à amplifier les efforts de Recherche et Développement menés sur ces thématiques puisque ce sont désormais plus de mille ingénieurs et chercheurs qui sont mobilisés afin de faire du CEA un organisme de référence en matière de développement des technologies sur les énergies renouvelables, en pleine cohérence avec les objectifs gouvernementaux.

Nous avons un énorme potentiel dans le développement de ces technologies. Comme vous le savez, en ce qui concerne les énergies renouvelables, la ressource est quasiment infinie. L'enjeu est celui de la durabilité des instruments de transformation de cette énergie. S'il faut remplacer un panneau solaire au bout de trois ou cinq ans, il n'y a aucune économie viable. En revanche, si on sait produire, avec les développements des technologies modernes, un panneau optimisé d'une durée de vie pluri-décennale, on change complètement la donne. Aujourd'hui, en France, le prix de l'énergie solaire est entre 200€ et 500€ du mégawatt. Le prix de l'énergie nucléaire est de l'ordre de 50€ du mégawatt. Si nous voulons réduire cet écart, ce ne peut être que par l'effort de Recherche et Développement.

Je voulais esquisser devant vous quelques-unes des perspectives qui peuvent nous réunir.

Je suis parfaitement d'accord avec vous, Monsieur le président, nous devons coopérer le plus efficacement possible pour faire que les atouts qui sont les vôtres, se conjuguant aux atouts qui sont les nôtres fassent de ce grand Maghreb une zone de développement et de paix.

JEAN-MARIE PINEL

Merci Monsieur Bigot.

Monsieur Richard va peut-être nous donner des perspectives : le Sahara est une extraordinaire source d'énergie solaire, aux portes de l'Europe, et, je crois, unique au monde.

BENOÎT RICHARD *

Perspectives de l'énergie solaire

Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, merci beaucoup de m'avoir invité. Merci à tous les intervenants précédents d'avoir introduit les thèmes de l'énergie solaire et du développement industriel en Algérie de façon aussi positive.

L'Algérie possède en effet des atouts exceptionnels. On a parlé du soleil, des espaces très vastes, on a parlé des finances et des ressources humaines, sources de ces réalisations et de l'innovation.

Je voudrais tout d'abord replacer l'énergie solaire dans le cadre des énergies renouvelables.

D'ores et déjà, 50% des nouvelles capacités électriques dans le monde sont réalisées à partir d'énergies renouvelables (200 GW d'énergie électrique installée, 90 GW à partir d'énergies renouvelables en 2010).

Ces initiatives sont politiquement très consensuelles. Je pourrais égrener la longue liste des initiatives politiques en ce sens : pacte « climat énergie » européen, plans solaires en Inde, aux États-Unis, en Chine, éolien au Brésil, DESERTEC et, évidemment, dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UPM), le Plan Solaire Méditerranéen ³ (PSM), lancé à Paris avec des ambitions importantes de réaliser 20GWc à l'horizon 2020.

Tous ces plans visent de façon très consensuelle à des pourcentages très importants dans le mix énergétique issus des énergies renouvelables, pour le mix électrique, de 20%, 30%, jusqu'à 40% en fonction des pays. Le dernier rapport de l'Agence

* Directeur de la stratégie à SAINT GOBAIN SOLAR, fournisseur de solutions photovoltaïques. Saint-Gobain est notamment installée en Algérie par sa filiale Verallia.

³ http://www.igf.finances.gouv.fr/gcp/webdav/site/igfinternet/shared/Nos_Rapports/documents/Plan_solaire.pdf

Internationale de l'Énergie ⁴ (AIE), paru il y a quelques semaines, envisage 30% d'énergie renouvelable dans le mix énergie primaire, avec des coûts qui, comme le rappelait M. Bigot, doivent être absolument compétitifs, soit de l'ordre de 100 dollars du MWh, ce qui est tout à fait atteignable.

Il y a deux locomotives dans ce domaine du renouvelable : l'éolien et le solaire.

Si je me concentre sur le solaire, c'est que c'est le domaine qui connaît la croissance la plus rapide (environ 25 GWc de nouvelles capacités installées en 2011), une industrie qui pèse déjà au niveau mondial 60 milliards d'euros. Ce n'est plus un gadget ! Cela explique le fait qu'elle est extrêmement bataillée : la concurrence avec les Chinois, déjà évoquée, est un sujet d'actualité.

L'initiative première de faire de l'énergie solaire une part importante du mix énergétique en Algérie vient des Algériens eux-mêmes qui, dès les années 1960, avaient identifié le potentiel immense de cette ressource venue du ciel.

L'approche du Solaire par le groupe Saint-Gobain.

Le photovoltaïque a la capacité – unique - de générer de l'énergie de façon décentralisée. Le photovoltaïque va permettre l'électrification de villages algériens, comme cela a déjà été fait, au sens de la micro-génération de quelques centaines de watts, sur les bâtiments résidentiels, à l'échelle de quelques kW, sur des bâtiments commerciaux ou industriels de moyenne taille (quelques centaines de kW) ou des installations plus centralisées (plusieurs centaines de MW), comme elles existent déjà aux États-Unis et dans de nombreux pays, avec un profil de génération en phase avec la consommation.

Les coûts sont en très forte baisse. Le photovoltaïque, comme les semi-conducteurs a des capacités de progrès très rapides. On a divisé les coûts des modules par trois en 3 ans . Les 200 à 500 euros du MWh évoqués par M. Bigot ont été divisés par deux en deux ans. Des contrats d'énergie à long terme dans le solaire autour de 100 euros du MWh ont été signés en Inde, il y a quelques semaines. Ces résultats rapprochent les coûts du kWh solaire de la compétitivité hors schémas de subvention.

Je vais essayer, sur les traces de M. Rebrab, de rendre le projet le plus concret possible. Il y a vraiment matière, dans le solaire, à développer à la fois de la production d'énergie renouvelable et un écosystème productif, générateur d'emplois.

Difficulté majeure dans cette industrie : si on ne fait qu'utiliser la ressource naturelle (sol et soleil) mais que la quasi-totalité des équipements et des technologies sont importés, on aura peut-être répondu à l'enjeu climatique, on aura peut-être répondu à la sécurité de l'approvisionnement, mais on n'aura pas répondu au challenge du développement social et économique, placé au cœur de la problématique de tous les pays qui cherchent à développer les énergies renouvelables.

⁴ http://www.iea.org/weo/docs/weo2011/es_french.pdf

Quelles sont les technologies qui permettent d'atteindre l'objectif du développement économique en même temps que celui du développement d'une production d'énergie adaptée et pérenne ?

Avec la technologie « couches minces CIGS AVANCIS® », une plaque de verre, rentre dans l'usine, et ressort quelques heures plus tard sous la forme d'un panneau photovoltaïque prêt à produire de l'électricité. Les autres éléments sont des structures métalliques et de la main d'œuvre. La part de la valeur ajoutée locale dépasse alors 85%, voire 90% ou 95%.

Il est donc réellement possible, à partir de cette technologie, d'avoir un développement économique qui aille totalement de pair avec le développement de cette énergie.

L'Algérie n'a pas attendu :

Des usines de production ont déjà été mises en service, dans des technologies plutôt comparables à celles réalisées par les Chinois (on peut s'interroger sur ce choix).

Un plan solaire très ambitieux mais réaliste vise une vingtaine de GW à l'horizon 2030.

L'irradiation est exceptionnelle (plus de 2000 heures de soleil par an, contre 1000 ou 1300 heures en France ou en Allemagne). Or le coût de l'énergie solaire est proportionnel à l'irradiation. L'énergie solaire produite en Algérie coûtera donc presque deux fois moins cher que celle qui est fabriquée en Europe.

Saint-Gobain a mis en place des productions locales. Hyundai Heavy Industry, un de nos partenaires, a choisi de développer les technologies « CIGS » de Saint-Gobain sur le site du grand port qu'il a développé. C'est un sujet très concret. Saint-Gobain serait ravi de pouvoir discuter avec des partenaires industriels, avec le(s) ministère(s) concerné(s) et avec les autorités, des coopérations possibles sur les panneaux photovoltaïques. Le groupe est prêt à travailler sur des partenariats avec des énergéticiens. C'est de cette manière, en implantant des technologies et en venant les développer localement avec des partenaires locaux, que nous arriverons au développement socio-économique évoqué plus tôt.

C'est dans cet esprit que nous nous situons.

Tous les indicateurs sont donc relativement au vert.

J'en citerai un seul qui demanderait à être accéléré pour une mise en place réelle de ce plan. L'accès physique au réseau électrique demande à ce que l'ensemble des textes législatifs qui permettent réellement à cette industrie d'avoir de la visibilité soit mis en place de façon définitive.

En dehors de ce point l'énergie solaire a été identifiée comme un sujet de coopération très concret et réalisable entre la France et l'Algérie. C'est ainsi que, en tant que groupe industriel, nous la voyons. Nous serions ravis d'y participer.

JEAN-MARIE PINEL

Merci beaucoup, Monsieur Richard. Après avoir vu le potentiel humain, nous voyons tout le potentiel énergétique de l'Algérie actuelle.

BERNARD BIGOT

L'Algérie doit construire sa propre vision de son avenir énergétique. Au-delà des moyens de production, il y a un enjeu extrêmement important qui est celui des réseaux. Quelle vision l'Algérie a-t-elle des réseaux de transport d'énergie, notamment électrique, avec la diversité de ressources qui est la sienne ?

ISSAD REBRAB

Aujourd'hui, l'Algérie a un réseau qui couvre pratiquement l'ensemble du territoire national, relié aux réseaux marocain et tunisien. Dans le cadre de Desertec est prévu un réseau entre le Sahara et le réseau européen. C'est au niveau de l'Europe que se situe aujourd'hui le problème pour faire passer les puissances électriques potentiellement produites dans le sud algérien. Moins de 3% du Sahara algérien peuvent couvrir l'ensemble des besoins énergétiques électriques de toute l'Europe et de l'Afrique du nord.

J'ajouterais que le nucléaire n'est pas l'avenir de l'Algérie. Une centrale électrique solaire coûte trois fois moins cher qu'une centrale nucléaire de même puissance. À cela s'ajoutent le risque d'accident et le problème du retraitement des déchets nucléaires.

Je suis favorable au remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables mais aujourd'hui l'Algérie est très bien placée pour le solaire.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Monsieur Rebrab, vous avez soulevé de vastes problématiques qui nous éloignaient des réseaux proprement dits. La vraie question serait : dans quel délai

peut-on penser que le coût de revient de l'énergie solaire se rapprochera du coût de l'énergie d'origine nucléaire ou au gaz ? C'est une anticipation très importante pour des gens qui doivent mener une politique économique.

BERNARD BIGOT

Je crois que le débat n'est pas exactement celui que vous évoquez. Il y a le prix, il y a aussi l'intermittence. Même en Algérie, 2000 heures d'ensoleillement ne représentent que 25% de l'année. Une économie industrielle, urbanisée, a besoin d'une continuité de production. Je ne conteste pas le fait que vous avez les atouts pour cela avec les énergies thermiques. La vision que j'ai essayé de vous donner c'est qu'il convient d'épargner ces énergies thermiques.

Je pense que dans les vingt années qui viennent, l'énergie solaire sera, du point de vue du coût de production, compétitive avec les autres énergies. Cela ne disqualifie pas la problématique de la continuité, à moins d'une rupture technologique majeure : celle du stockage de l'énergie électrique.

SID AHMED GHOZALI

L'énergie nucléaire en laquelle je crois est l'énergie-fusion qui n'est pas près d'être produite.

En Algérie la décision a été prise sous Boumediene, dans la Charte de 1976, de construire des centrales nucléaires. 35 ans après, il n'y a rien. Cela pose un problème strictement algéro-algérien.

L'AVENIR DE LA COOPÉRATION CULTURELLE ET SCIENTIFIQUE

CULTURE, ÉDITION, CINÉMA

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Nous allons évoquer à présent les questions culturelles. J'appelle à la tribune M. Rachid Boudjedra, M. Yacef El Hocine et M. Charles Bonn qui va présider cette table ronde.

S'agissant de la coopération culturelle, nous avons fait une regrettable impasse sur la musique mais je tiens à saluer la présence de M. Amine Kouider, chef d'orchestre, qui pourra s'exprimer de la salle.

Je donne d'abord la parole à M. Rachid Boudjedra.

RACHID BOUDJEDRA *

Une autre vision de l'Algérie

Je me réjouis de voir à la tête de France-Algérie Jean-Pierre Chevènement, un ami de longue date que je respecte énormément sur les plans politique et éthique, dans un monde où politique et éthique ne font pas forcément bonne compagnie.

Je suis un romancier et ne suis pas un spécialiste des rapports culturels entre la France et l'Algérie. C'est une réalité concrète vécue au quotidien, par, d'abord, la persévérance de la langue française en Algérie cinquante ans après l'indépendance. Sa part faiblit de plus en plus mais elle est là. Nous avons encore de jeunes écrivains qui publient encore en français ce qui est étonnant dans la mesure où ils sont souvent, parfaitement bilingues mais choisissent le français. Je ne parlerai pas de l'aspect universitaire, cela ne me regarde pas et je ne le connais guère.

Les Centres culturels français qui existent en Algérie font du très bon travail. La langue française existe, même si son influence diminue comme je l'ai dit. Nous avons en Algérie une presse libre, indépendante, extrêmement agressive qui vend chaque jour sept millions d'exemplaires, répartis à peu près entre cinq millions d'exemplaires en langue arabe et deux millions d'exemplaires en langue française. C'est déjà beaucoup pour la presse de langue française.

Du point de vue des maisons d'édition, vous savez que l'Algérie a, depuis quelques temps, privatisé l'industrie du livre. Il existe de grosses maisons, de petites maisons, des maisons de qualité, une soixantaine de maisons d'édition aujourd'hui, comme nous avons quarante neuf quotidiens.

La langue française existe : dans la rue, dans les grandes villes évidemment. Elle existe même dans le dialecte algérien, -le parler algérien compris d'est en ouest, du nord au sud-, ce qui donne aussi beaucoup de charme à nos dialectes.

J'ai commencé personnellement à écrire en France, en français, dans une maison d'édition française et puis, je me suis arrêté d'écrire en français. Je suis passé à la

* Écrivain et poète algérien de langue française et de langue arabe. Il est notamment l'auteur de *La Répudiation*, Denoël, 1969, *Le Désordre des choses*, Denoël, 1991. Traduction en français de la version originale en arabe, Faoudha al achia (éd. Bouchène, 1990) *Lettres algériennes*, Le Livre de Poche, 1997, *Hôtel Saint Georges*, Éd. Dar El-Gharb, 2007, *Les figuiers de barbarie*, Grasset, 2010.

langue arabe dans la mesure où il existait un lectorat arabophone nettement supérieur en nombre au lectorat francophone. Je reviens dans ma langue maternelle. Aucun Français ne pourrait me reprocher cela, dans la mesure où c'est à partir de la langue maternelle, je crois, que la créativité peut se développer. Mon éditeur français, et ici je lui rends hommage, -c'est la maison Denoël où j'ai commencé-, a toujours repris mes textes écrits en arabe, en traduction française, souvent par moi-même, parfois par d'autres camarades algériens.

Cette langue française existe pour nous les Algériens qui regardons la télévision en français mais je formulerai une petite critique tout de même : tout cela baigne, Français, Algérie, langue française, langue arabe. Le contraire n'existe pas. Ça c'est le reproche. Et je pense qu'une association comme l'Association France Algérie devrait avoir comme but de donner de l'importance de plus en plus à la culture algérienne arabophone, à la musique, ... où il n'y a pas de problème de langue ! Nous souffrons d'une autre difficulté. La traduction de la littérature arabophone est excellente aujourd'hui. Or nous avons des jeunes bourrés de qualités mais qui ne sont jamais, jamais traduits. J'ai proposé souvent leurs textes aux maisons d'édition françaises avec lesquels je travaille maintenant -je suis chez Grasset actuellement-, et ça ne marche pas.

Je conclus très vite : les écrivains sont moins bavards que les politiques, les ingénieurs et les techniciens. Je voudrais simplement terminer en disant qu'il n'y a pas vraiment d'amitié, de relations réelles et vraies, débarrassées de toutes les scories que nous connaissons sans qu'il y ait un échange absolument égal, égalitaire. Et cet échange, nous le sentons, n'existe pas du tout. Et en général, les Algériens, les gens de la rue, n'aiment pas ça du tout. Il y a une méfiance, il faut le dire, vis-à-vis de la France. L'arrogance française, ça existe dans la rue. Nous, nous la vivons d'une façon plus équilibrée dans la mesure où nous avons des amis français formidables qui aiment ce pays. Mais il me semble qu'on a depuis toujours privilégié en France, quel que soit le système : gauche ou droite, -quoi que la gauche ait été très peu au pouvoir en France, ce que je regrette car je suis un homme de gauche- la Tunisie et le Maroc pour des raisons de propagande. Nous sommes entre amis, mais dans l'imaginaire français moyen, l'Algérien c'est une chose horrible. L'Algérie est un pays horrible. Les Algériens sont des gens durs, brutaux. Les Tunisiens, les Marocains sont en revanche des gens formidables. Moi, cela me fait rire car je suis né à la frontière tunisienne et ma fille est mariée au Maroc à Casablanca, avec un Marocain. Nous ne sommes pas très loin des uns des autres...

Je crois que l'AFA devrait travailler, en dehors de tous les rapports universitaires, entre universitaires, entre écrivains, entre artistes, travailler à dégager cette vision que les Français ont de l'Algérie. Et franchement, entre nous, cette vision est mauvaise ou médiocre, pour être poli. Je le dis bien sûr aux hommes politiques qui sont dans la salle. Mais quand on voit les médias français, privés ou publics, franchement là encore,

la vision qu'ils livrent de l'Algérie, les informations qu'ils publient sur l'Algérie, sont absolument déformées, quotidiennement et régulièrement. Quand on lit Le Monde, on voit très bien qu'il y a les bons et les mauvais Maghrébins... Nous faisons partie des mauvais. J'aimerais bien qu'on mette fin à cette vision. Je crois que c'est le but même d'une association comme France-Algérie.

CHARLES BONN*

Je te remercie, Rachid, pour cette intervention tout à fait stimulante. C'est effectivement le but de France-Algérie de donner au public français une image de l'Algérie moins négative que celle qui est le plus souvent véhiculée. Le débat que nous tenons aujourd'hui l'inaugurera peut-être même s'il faut convaincre au-delà du public – déjà convaincu – présent dans cette salle.

Je retiens aussi l'accent que tu as mis sur la nécessité de traduire auprès des éditeurs français des textes littéraires de langue arabe. Je reviendrai peut-être tout à l'heure sur la très mauvaise connaissance dans l'édition française de cette jeune édition algérienne dont tu as parlé, particulièrement des jeunes écrivains de très grande qualité publiés uniquement en Algérie, qui souffrent grandement d'une très mauvaise diffusion de l'édition algérienne en France.

Je vais donner la parole à M. El Hocine Yacéf qui va nous parler du cinéma.

EL HOCINE YACEF**

Pour une École du cinéma en Algérie

Évoquer le cinéma et l'Algérie, quel vaste programme ! Après l'indépendance, nous avons produit « la Bataille d'Alger », puis après « la Bataille d'Alger », « l'Étranger » de Camus avec Visconti et Mastroianni. Plus tard, Mohammed Lakhdar Hamina réalisa « Chronique des Années de Braises » et au lendemain de l'indépendance, c'est le seul pays sous-développé qui réussit à décrocher pratiquement toutes les grands prix qui existent dans le monde. La « Bataille d'Alger » fut honorée de quatorze prix et du Lion d'Or à Venise, Mohammed Lakhdar Hamina reçut la Palme d'or

* Professeur émérite à l'université de Lyon 2, spécialiste de la littérature maghrébine et spécialement algérienne. Auteur notamment de Littérature francophone du Maghreb, de Problématiques spatiales du roman algérien et d'Anthologie de la littérature algérienne (1950-1987)

** Producteur de cinéma algérien

à Cannes, « Z » un Oscar aux Etats-Unis. L'Algérie a commencé à entrer dans le domaine du cinéma par la grande porte et ce fut absolument extraordinaire.

D'autant qu'on a essayé aussi un jour de réaliser un « spaghetti-couscous », un western qu'on a tourné en Algérie simplement pour obtenir toutes les possibilités de tourner des westerns spaghetti au lieu de les réaliser en Espagne ; on a fait en sorte de les faire venir en Algérie. Je rappelle cela pour vous donner un aperçu du départ du cinéma algérien.

Nous avons ensuite réalisé ce film « Trois pistolets contre César » et commencé progressivement d'aller de l'avant jusqu'au moment où on a connu une monopolisation : l'Office algérien du cinéma a pris en charge pratiquement l'avenir du cinéma en Algérie. Malheureusement, les choses ont adopté alors une tournure totalement différente. Les salles ont commencé progressivement à se dégrader. On est arrivé de 480 salles à, actuellement, tenez-vous bien, une dizaine de salles. C'est absolument dramatique. Ce sont des salles qui n'ont pas eu de programmes cinématographiques, pas de copies. Si un jour, la lampe du projecteur tombe en panne, il faut un processus bureaucratique, administratif pour pouvoir la réparer. Les salles ont fermé les unes après les autres jusqu'au moment où il n'est resté qu'une dizaine de salles.

Maintenant le ministère de la Culture s'est fixé comme programme de pouvoir d'abord réhabiliter certaines salles et de construire des salles de type multiplexes. La réhabilitation en toute sincérité, je pense que c'est une très mauvaise idée. Les salles de cinéma à l'époque ont été construites pour les Français et les Européens, dans le centre-ville, et elles ne sont pas adéquates pour cette nouvelle génération qui veut sortir de la ville car il (le jeune homme) est avec sa copine et que sa copine ne veut pas que son cousin la voie, ni son père, etc... C'est pour cette raison que toutes les salles situées dans la ville ont été désertées. Du moins celles qui fonctionnaient, car pour qu'elles soient désertées, il faut qu'elles soient ouvertes...

Le ministère de la Culture a eu l'idée de construire des multiplexes pour pouvoir relancer la production cinématographique algérienne. Lors du festival Panafricain, un budget a été débloqué pour pouvoir réaliser un certain nombre de films. Certains ont été produits durant ce festival ; puis il y a eu encore d'autres productions à l'occasion de l'année « Tlemcen capitale de la culture islamique ». On ne voit pas tous les films, seulement quelques-uns. Tout est en projet. On a donc envie de produire : c'est bien beau mais avec quoi ?

Heureusement que certains jeunes ont été formés en France comme Rachid Bouchareb qui a réalisé « Hors la Loi », ou encore Lyes Salem pour « Mascarades ». Ils ont été à l'école européenne pour pouvoir aller de l'avant.

Quand on pense qu'en Algérie il n'y a pas un électricien, ni un assistant, ni un décorateur ! Je pense que l'AFA pourrait aider au montage d'une école de cinéma en Algérie. L'AFA qui a créé le « Prix Bouamari Vautier » en accord avec le ministère de la Culture.

Il y aurait tellement de choses à dire sur le cinéma. Il y a toute une génération particulièrement concernée ; vous savez que 80% de la population a moins de 30 ans. Par conséquent, il existe des besoins absolument fantastiques au niveau de la culture. Dix millions d'Algériens ne savent pas ce qu'est une salle obscure, c'est dramatique. Vous allez me dire, bien sûr, il y a la parabole, le home-cinéma, mais la culture cinématographique n'existe pas, il faut la réinventer, il faut trouver une idée pour que les gens commencent petit à petit à aller au cinéma et avoir une autre vision, une autre optique.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Le prix Bouamari-Vautier, créé par l'association France-Algérie, a été remis à Montpellier il y a quelques mois par Costa Gavras qui devait être parmi nous aujourd'hui. Malheureusement des obligations indépendantes de sa volonté l'en ont empêché. Costa Gavras est, vous le savez, le président de la Cinémathèque française. Voilà un homme qui est très motivé, je le sais pour en avoir parlé avec lui. Ce que vous dites là pourrait être le thème d'une action de coopération. Je me tourne vers Monsieur l'ambassadeur de France à Alger. Peut-être y aurait-il quelque chose à faire dans ce domaine-là. Costa Gavras avait tourné « Z » à Alger en 1969. C'est un thème que nous avons identifié comme celui d'une coopération qui pourrait être prioritaire.

EL HOCINE YACEF

De plus, le cinquantième anniversaire offre de très grands sujets. Par exemple, avec mon ami professeur d'histoire Patrick Deschamp, nous avons l'idée de faire un documentaire-fiction sur la préparation de la conquête de 1830 qui pourra nourrir les discussions de part et d'autre de manière à exorciser énormément de choses. C'est un projet qui devrait être énormément aidé pour aller de l'avant. Il y a bien d'autres projets, par exemple rendre un hommage à Langlois, le créateur de la Cinémathèque algérienne, en créant un prix Langlois.

Il y a tant à dire dans le domaine du cinéma ...

DE LA SALLE

Il faudrait d'abord penser aux jeunes, et créer une école, un institut d'art et de culture cinématographique à Alger, sur le modèle de l'ESAV (École Supérieure des Arts

Visuels) créée à Marrakech par un ancien représentant de la culture de l'ambassade de France au Maroc. Elle permet un échange extraordinaire entre de nombreux artistes d'Afrique et du Maghreb. Cela a énormément contribué au développement du cinéma et aidé des jeunes cinéastes, des jeunes producteurs qui sont tous accompagnés par des grands noms du cinéma. Il faut peut-être aller dans ce sens-là.

EL HOCINE YACEF

Ce centre était initialement destiné à l'Algérie. Il a été détourné au Maroc, tout simplement.

RACHID BOUDJEDRA

Les salles de cinéma ferment partout dans le monde. Effectivement, pendant une vingtaine d'années les salles de cinéma ont été abandonnées. Elles ont été cédées aux municipalités qui les ont souvent transformées en salles de fêtes, voire d'archives. Mais il existe quand même aujourd'hui au moins une cinquantaine de salles de cinéma. Le ministère de la Culture a fait un énorme travail pour restaurer des salles superbes. L'ambassadeur de France ici présent les connaît. Restauration formidable de salles de 5000 places, de 3000 places (l'Atlas, l'Africa, l'Algérie etc.). De même à l'intérieur du pays, on a restauré toutes les cinémathèques. Nous avons cinq cinémathèques dans cinq grandes villes algériennes, qui plus ou moins abandonnées à un moment donné, ont été restaurées par Madame le ministre de la Culture. Elle s'est aussi beaucoup occupée des musées. Outre les quelques musées que la France a laissés, dont le magnifique musée des Beaux-arts d'Alger, elle a construit cinq grands musées. À Oran la France n'avait pas laissé de musée. Camus disait : « Oran tourne le dos à la mer ». Je crois qu'elle tournait aussi le dos au cinéma. Il m'est arrivé d'écrire des chroniques culturelles dans certains journaux. Dans le plus grand journal arabophone qui tire à 7000 exemplaires par jour, j'avais applaudi à la création de ces lieux, déplorant toutefois qu'ils fussent des coquilles vides. Le ministre de la Culture, Mme Khalida Toumi, a récupéré l'ancienne Galerie de France (superbe architecture en plein centre d'Alger entre la ville arabe et la ville française), une galerie marchande que les « vautours » auraient bien voulu récupérer pour en faire un centre commercial. Elle a réussi à en faire un musée d'art moderne, Le MAMA (Musée d'Art Moderne d'Alger) qui fonctionne très bien. Mais chaque fois que nous nous rendons dans ces musées ou dans les salles de cinéma, nous sommes désolés de constater qu'il n'y a pas

de public. C'est une rééducation qui est à faire, une culture à donner, ce qui n'est pas le rôle du ministère de la Culture mais celui du ministère de l'Éducation nationale. Là aussi, le DVD, le home cinéma font beaucoup de mal au cinéma. Le théâtre fonctionne très bien. Il y a beaucoup de public dans les salles de théâtre mais pas de public dans ces superbes musées créés il y a seulement une dizaine d'années. Là aussi il faut rendre à César ce qui est à César...

DE LA SALLE

S'il y a un paramètre, une dimension, un élément essentiel pour un partenariat entre l'Algérie et la France, c'est la culture. Une partie importante de la population algérienne est très jeune. Rachid Boudjedra a raison de parler de l'éducation. Le rôle de l'école est important, comme est importante la langue française, présente sur les deux rives, avec tous les auteurs, présents ou absents, qui s'expriment encore dans cette langue pour véhiculer des idées.

Je voudrais aussi rappeler l'âge d'or du cinéma algérien, dans les années 1970. Toute une génération issue de cette période-là a été formée dans des écoles. Il ne faut pas oublier le rôle des ciné-pops⁵, des ciné-clubs et de la Cinémathèque, avec Karèche notamment. Il ne faut pas assombrir les choses, il y a de nouvelles générations. Les choses ont évolué, notamment grâce à Internet. Mais la culture n'est pas un élément à négliger ou à aborder d'une manière simpliste. Il y a beaucoup à faire au niveau de l'école pour éduquer les jeunes générations. Il faut aussi tourner la page et reconstruire sur d'autres bases.

DE LA SALLE

Je travaille dans le domaine de la culture et du cinéma. Je suis ravie d'être ici aujourd'hui et me félicite de la présidence de M. Chevènement à la tête de cette association. J'apporterai, si vous le permettez, un bémol à ce qui a été dit par M. Yacef. Effectivement, nous avons de gros problèmes en Algérie. J'y ai tourné quelques documentaires et films. S'il y a quelques difficultés en ce qui concerne les techniciens, il y a beaucoup de producteurs aujourd'hui assez compétents. Il y a du matériel performant. Il est difficile d'avoir avec la télévision algérienne les coproductions importantes nécessaires dans ce domaine.

⁵ Les ciné-pops : dispositif de projections-débats itinérant créé par René Vautier, l'initiateur du Centre Audiovisuel d'Alger créé en 1962.

Le ministère a créé une agence pour le rayonnement de la culture algérienne qui réalise quelques petites choses, qui forme aujourd'hui des techniciens. Les formations sont données par des instituts français dans la logistique de l'événement culturel. M. Boudjedra, un homme très attaché à la liberté de l'expression, à la création, sera peut-être un des porte-parole de ce qui sera dit aujourd'hui ici auprès de Mme la ministre. Quelques festivals rencontrent en Algérie un vif succès : le Festival du jazz à Constantine, le Festival des cinémas qui, aujourd'hui, programme beaucoup de films algériens grâce à l'année : « Alger, capitale arabe de la culture ». Beaucoup de productions se sont faites, beaucoup de prix ont été donnés sur des festivals internationaux à des films algériens. Cela prouve qu'il y a quand même de grands réalisateurs et de très bons producteurs en Algérie mais qu'il reste à faire. Permettez-moi d'ajouter qu'aux Rencontres internationales du cinéma Patrimoine & Prix Henri Langlois du 27 au 30 Janvier 2012 à Vincennes, le cinéma algérien sera représenté par la Cinémathèque algérienne et qu'à Saint-Denis, au cinéma L'Écran, se tient un Festival du film maghrébin.

DE LA SALLE

Le problème, dans une coopération, est aussi la possibilité de recevoir, d'échanger. Or beaucoup de nos scientifiques, beaucoup d'hommes de culture ont des difficultés à se déplacer. Il y a un problème de libre circulation. Souvent les gens sont invités à la veille d'un colloque et on leur refuse le visa. La coopération suppose le respect de la libre circulation. Les pommes de terre et les tomates peuvent entrer en France mais on barre la route aux femmes et aux hommes de lettres et de culture et des scientifiques. Ceci n'honore pas le pays qui est aussi le nôtre.

AMINE KOUIDER

Chef d'orchestre de musique classique universelle et de musique classique algérienne, je suis aussi artiste de l'Unesco pour la paix et j'ai beaucoup travaillé entre l'Algérie et la France.

Pour nous cette coopération, cette relation amicale existe vraiment. Nous l'avons vécue à travers beaucoup de projets que j'ai menés avec toute une équipe depuis 2001. En octobre 2001 nous avons fait la réouverture de l'Opéra d'Alger, ce magnifique théâtre construit en 1853, avec Don Giovanni. Je m'inquiétais de la réaction du public en face d'une troupe d'opéra française avec un orchestre algérien, dans un

théâtre national algérien, dans une œuvre comme Don Giovanni. Les gens allaient-ils se mettre à siffler ? Et le miracle se produisit. Dans la salle se pressaient des ambassadeurs, des hommes d'affaires, des étudiants, des femmes voilées, qui tous ont écouté et applaudi. Ce fut une expérience vraiment extraordinaire qui nous a beaucoup encouragés. Nous avons fait un énorme travail au sein de l'orchestre symphonique national et de l'orchestre philharmonique d'Alger, notamment en partenariat avec le Centre culturel français. Je tiens à saluer Monsieur l'ambassadeur Hubert Colin de Verdière et Monsieur Sid Ahmed Ghozali qui nous ont beaucoup aidés. Pendant dix ans nous avons organisé énormément de concerts. Nous avons invité des artistes français en Algérie et des artistes algériens en France. Je suis heureux de vous annoncer qu'il y a deux mois nous avons créé une association française : l'« orchestre symphonique Algérie-France ». Nous ambitionnons de donner toute une série de concerts, notamment dans le cadre du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie dès les prochains mois. Nous serions très heureux d'avoir un soutien réel pour un projet concret qui va avoir lieu très bientôt.

CHARLES BONN

Je vous remercie avec d'autant plus de plaisir pour votre intervention que dans mes interventions en Algérie dans le cadre de l'école doctorale algéro-française, j'avais choisi de faire cours sur le mythe de Don Juan, ce qui a provoqué toutes sortes de réactions finalement assez sympathiques.

DE LA SALLE

Je voudrais compléter ce que disait M. Rachid Boudjedra. Je suis éditeur. Avant de tourner un film, on lit un scénario. Donc je reviens au livre en tant qu'éditeur et importateur de livres, il faut savoir que l'Algérie a importé en 2010, selon les statistiques centrales de l'édition, quelques 10 millions d'euros de livres français. J'ai eu l'avantage de recevoir M. Frédéric Mitterrand lors du dernier salon international du livre sur le stand de Gallimard et j'ai eu à lui faire comprendre ce que la langue française continuait de représenter comme apport à la culture en général et qu'il fallait que de l'autre côté de la Méditerranée il y ait également un peu d'efforts. Avec un euro économisé sur un livre en Algérie, on achète un journal, on prend un café, deux cigarettes et il reste de la monnaie...

DE LA SALLE

Je suis assez perplexe face à cette tribune culturelle. Nous venons d'entendre deux tables rondes sur l'énergie et sur l'économie qui posaient des regards extrêmement positifs, parlaient de projets, parlaient d'avenir. Or la partie culturelle est passiste, négative et nous dit qu'il n'y a plus rien. Vous dites, M. Yacef, qu'il n'y a pas d'assistants ni de techniciens. Mais nous assistons à une renaissance du cinéma algérien. Un cinéaste algérien est toujours oublié : Takiq Teguaia, avec « Inland » (2008) et « Rome plutôt que vous » (2006), a fait un travail exceptionnel au niveau de l'esthétique et de l'image. Il a offert un nouveau regard sur le cinéma algérien.

Depuis tout à l'heure on parle d'échanges culturels. Aujourd'hui, tous les films algériens sont tournés dans une coproduction française, la plupart du temps avec la chaîne Arte, tel le film « Mascarades » de Lyes Salem (sorti en France en 2008) qui a pu passer sur Arte en VO... Je reste extrêmement étonnée de ce changement de focalisation pessimiste. D'un côté on loue l'énergie algérienne, l'économie algérienne, on répète que l'avenir de l'Algérie c'est la jeunesse... D'un autre on nous dit qu'il n'y a peut-être pas de culture algérienne...

C'est au public de donner vie à la culture. C'est peut-être au ministère de la Culture de faire des efforts pour que le public puisse y assister.

Mais, Monsieur, je ne peux vous laisser dire, quand l'artiste est là, qu'il ne fait rien.

EL HOCINE YACEF

Lorsque je parlais tout à l'heure des assistants, c'était en général. Il s'agit de donner à dix, quinze ou vingt réalisateurs la possibilité de faire leurs films, de trouver un électricien quand ils en ont besoin. Le centre de formation professionnelle demande le baccalauréat pour admettre un élève. On ne peut pas demander le baccalauréat à quelqu'un qui va faire l'électricien ou le manœuvre ! Le cinéma a besoin de manœuvres, d'électriciens, de décorateurs. Mais ces métiers n'existent plus.

Je fais partie d'une génération qui a vécu des périodes très difficiles. Nous avons été monopolisés.

Je vais vous raconter pourquoi les salles de cinéma ont été complètement détruites. À l'époque on distribuait plus de 250 films (Warner, Universal etc.). Nous fournissions des copies aux salles de cinéma. Cela fonctionnait. Les problèmes ont commencé e jour où on nous a monopolisés. Les salles attendaient en vain de nouveaux films. Les incidents techniques se multipliaient : un jour, c'était la lampe qui était en panne, un autre jour c'était autre chose... Le public désertait les salles qui fermaient

les unes après les autres. La distribution aurait permis d'alimenter le fonds de production qui permettait aux jeunes de produire leurs films. Mais on a scindé les domaines et le résultat est là ! La production a été institutionnalisée. Selon les règles de l'ONCIC (office national du cinéma et de l'industrie cinématographique), on avait un an pour réfléchir et faire le scénario, un an pour le préparer, un an pour le tourner... Quand cet office a disparu, on a lâché tout ce beau monde dans la nature : Voilà de l'argent, créez votre propre maison de production et faites des films ! Mais producteur, c'est un métier, réalisateur, c'est un métier, on ne peut pas être à la fois producteur réalisateur, distributeur ... ce n'est pas possible !

Je suis désolé de vous décevoir alors que je suis quelqu'un qui souhaite ardemment que cette jeunesse puisse démarrer. J'ai aidé plusieurs personnes à sortir de l'ornière. C'est au tour de l'État de s'en occuper.

DE LA SALLE

Les réflexions sur le cinéma m'intéressent particulièrement parce que mon père a été le premier distributeur de films d'origine algérienne à introduire le film arabe au début des années 1930. Nous avons eu ensuite une salle de cinéma, le Donyazad, à Alger qui marchait remarquablement bien. Le public algérien était un très bon public qui n'hésitait pas à revoir un film qui lui avait plu. Malheureusement, en 1964, le Président Ben Bella a nationalisé toutes ces salles. Ensuite, elles ont été données aux municipalités et très mal gérées. Dans les années 1980, vous le disiez très justement, Monsieur, il ne restait plus que dix salles. Beaucoup de ces salles ont été rendues de manière occulte à leurs propriétaires, au mépris de tout droit.

Dans les années 1970, bien que l'Algérie, à cette époque, disposât de peu de ressources pétrolières, il y avait une véritable production cinématographique. Je rends hommage à l'immense talent de M. Costa Gavras mais à l'époque personne dans le monde ne lui faisait confiance et c'est grâce à l'Algérie qu'il avait pu tourner « Z » qui obtint deux oscars ! Il y avait aussi une production télévisuelle. Des chefs d'œuvre ont été réalisés, tel « L'incendie » d'après l'œuvre de Mohammed Dib, malgré le peu de moyens. Il y avait des techniciens très valables, il y avait une volonté réelle de promouvoir la culture, volonté qui, malheureusement, devient évanescence.

RACHID BOUDJEDRA

Il est vrai que la culture algérienne, la création algérienne, ont connu après l'indépendance un moment d'enthousiasme. Des possibilités étaient ouvertes grâce

à une politique culturelle importante, sous l'autorité d'un ministre fêru de culture et d'art. La culture algérienne est ensuite tombée dans un trou noir avec ce que nous appelons la « décennie noire ». Il était impossible, pendant cette période, d'aller au cinéma sans risquer d'être assassiné! Les islamistes, dont mon ami Sansal a bien parlé, ont tué 150 000 personnes ! Ces dix années ont eu des conséquences très importantes. Personnellement, j'ai publié en Algérie jusqu'en 1992. En 1993, personne n'a voulu publier mon dernier roman écrit en arabe, « Timimoun », par peur du terrorisme (GIA, FIS etc.). Il ne faut pas oublier la « décennie noire ». Si elle n'est pas la seule cause de l'affaiblissement de la culture elle en est une des causes principales. Aujourd'hui on perçoit vraiment un renouveau culturel. Le cinéma algérien a, Madame, beaucoup de Teguaia... c'est un signe de ce renouveau. Nous avons aujourd'hui les techniciens, les projectionnistes, les producteurs qui manquaient hier. Le métier de producteur n'existait pas, c'était l'État qui produisait : il y avait l'ONCIC ... et rien. Aujourd'hui, une dizaine de jeunes producteurs de qualité font du bon boulot (ils ont produit entre autres le film de Teguaia).

J'espère que mon optimisme n'est pas vain. Quelque chose bouge. Je déplore toutefois, je le répète, que les « coquilles soient vides ». Je l'avais écrit dans une chronique, m'attirant les reproches du ministre de la culture : « Tu exagères ! ». Deux ans plus tard, ces coquilles sont toujours vides... C'est quand même le problème du public auquel je suis attaché.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Je vais donner la parole à Monsieur Bonn, professeur à l'Université de Lyon II. Il est en particulier l'auteur d'une anthologie de la littérature algérienne ⁶.

CHARLES BONN

Recherche universitaire et échanges littéraires : vers la fin du postcolonial ?

La recherche universitaire sur la littérature maghrébine a été ces dernières années l'objet de nombreux débats, particulièrement dans le cadre d'un vaste programme FSP mixte nommé École doctorale algéro-française (EDAF), élaboré dès 2002-2003, commencé en 2005, et qui vient de se terminer. Programme dont le but était de

⁶ Anthologie de la littérature algérienne (1950-1987), BONN, Charles, éd. Hachette, Le Livre de poche. 1990

rétablir dans les universités algériennes un enseignement du et en français fortement mis à mal par la politique d'arabisation des sciences humaines, puis par le terrorisme islamiste. Ce programme devait permettre 2000 soutenances de magistères et de thèses. Près de 1000 magistères ont été soutenus, et environ 200 thèses fin 2011, sur 1049 inscrites. Ce décalage entre le nombre de thèses inscrites et de thèses soutenues peut paraître important, mais il l'est en France également, pour les thèses littéraires, et il est de plus aggravé par le fait que les doctorants algériens sont pour la plupart déjà recrutés dans une université après soutenance de leur magister, ce qui leur confère une charge de travail assez lourde, comme le sont également les complications administratives aboutissant souvent à plusieurs mois, et parfois même à plus d'un an d'écart entre le dépôt de la thèse et des pré-rapports favorables, et la soutenance. Ce programme maintenant terminé ne se substituait pas cependant aux conventions de recherche CMEP déjà existantes, et il sera remplacé à partir de 2012 par un « Réseau mixte de recherche et de formation doctorale » dont la fonction sera moins de gérer le co-encadrement des thésards que de leur donner des moyens, documentaires et autres, à l'appui de leurs recherches.

Il peut être intéressant de mettre ces programmes doctoraux mixtes, dotés de moyens assez conséquents, en regard avec le statut de la littérature, et particulièrement de la littérature maghrébine de langue française, dans les échanges culturels et universitaires entre nos deux pays. Cette question conditionne en effet toute l'orientation de la politique linguistique française, non seulement en Algérie, mais dans la plupart des pays étrangers. La position officielle des services culturels dépendant du Ministère français des Affaires Étrangères reposait encore à l'époque de l'élaboration de ces programmes sur un choix, que je considère comme absurde, de ne diffuser que la langue, dans sa dimension « fonctionnelle », et d'ignorer la dimension culturelle que véhicule nécessairement cette langue, et particulièrement la littérature. Au moment de la mise en place de l'EDAF, à laquelle je participais, la consigne était ainsi, lors de la rédaction du document d'orientation pédagogique dans une réunion à l'École Normale Supérieure de Lyon, de ne surtout pas utiliser le mot « littérature », ou l'adjectif « littéraire », tant la peur des services linguistiques de l'ambassade d'apparaître comme les suppôts d'un « impérialisme culturel », peur que je qualifierais de « postcoloniale », était grande. Nous obtînmes cependant l'insertion dans le programme, après différents axes de linguistique, de pédagogie du français langue étrangère ou de « français fonctionnel », d'un axe « science des textes ». Le mot « science » et l'absence des mots « littérature » ou « littéraire » rendaient cet axe acceptable... Pourtant lors de la navette qu'il devait nécessairement faire entre les deux pays, ce texte revint d'Algérie avec la formulation « science des textes » remplacée par « science des textes littéraires » ! Du moment que la littérature était demandée par les partenaires algériens, elle devint licite, et fut l'objet par la suite d'un très grand nombre de thèses.

Cette frilosité des services diplomatiques français, reposant peut-être sur une méconnaissance, postcoloniale encore, des aspirations véritables du partenaire algérien, rejoint celle qui fut longtemps le fait de l'université française, et particulièrement dans ses départements littéraires. Ces départements furent traditionnellement très réticents à l'entrée dans leurs programmes des littératures « francophones », et particulièrement de celles des pays anciennement colonisés par la France. Pendant une dizaine d'années j'ai tenté en vain, dans la commission de la Société française de littérature générale et comparée qui propose les programmes de littérature comparée d'agrégation à l'Inspection générale, de faire accepter une question comportant un texte « francophone », le plus souvent algérien, sur les trois concernés en général par cette question. Ce refus, à une époque de recul mondial de l'enseignement du français pendant laquelle ces littératures « francophones », beaucoup plus demandées que les textes plus consacrés par l'institution française, permettaient souvent de sauver l'enseignement du français dans nombre d'universités étrangères, avait quelque chose de suicidaire. Et entre autres absurdités il empêchait de tenir compte du nombre grandissant de thésards maghrébins proposant précisément des sujets sur ces littératures. Étudiants qui dans certaines universités françaises représentent près de la moitié des thésards en littérature, et que l'institution ne sait absolument pas accueillir. Heureusement cette attitude des universités françaises commence à changer. On a même vu Kateb Yacine au programme du concours d'entrée à l'École Normale Supérieure de Lyon il y a deux ans : les nouvelles générations d'enseignants perdent peu à peu cette frilosité que je dénonçais, mais se trouvent souvent démunies dans leurs premiers pas vers ces littératures dont on ne leur a guère parlé lorsqu'ils étaient étudiants.

Deux anecdotes illustreront cette absence de préparation institutionnelle à l'ouverture vers les littératures « francophones ». Il y a deux ans nous avons réussi à l'Université Lyon 2 à obtenir un poste de professeur sur ces littératures, mais nous n'avons eu aucun candidat, tout simplement parce que personne en France n'avait été formé dans cette discipline jusqu'à ce niveau. Le poste a donc dû être publié en Maître de conférences et vient d'être pourvu. Plus en arrière de nous, lorsque M. Chevènement était ministre de l'Éducation nationale dans les années 80, il avait eu l'heureuse idée de faire mettre un auteur maghrébin au programme des collèges, mais les services du ministère ne trouvèrent pas mieux que d'y inscrire Nedjma de Kateb Yacine, qui est certes un des plus grands textes de cette littérature, mais aussi des plus difficiles, surtout enseigné en classe de quatrième, et le plus souvent donc les enseignants, non préparés encore, boudèrent cette partie du programme.

Quoiqu'il en soit la situation est heureusement en train de changer, mais souffrira sans doute encore un temps de la non-préparation des intervenants pourtant pleins bien souvent de bonne volonté, tout comme des inévitables discours convenus introduits par une histoire coloniale pourtant déjà bien lointaine. Ainsi la situation

dans l'enseignement en France rejoint-elle le malentendu diplomatique décrit plus haut, dans une même méconnaissance du partenaire et de son expression comme de ses attentes, méconnaissance due en partie à notre histoire coloniale et aux « langues de bois » du postcolonial.

Or il est un troisième point où l'on retrouve des blocages comparables et tout aussi aisément corrigibles, mais côté algérien cette fois : c'est celui de l'édition. La production littéraire algérienne est sortie depuis une dizaine ou une vingtaine d'années déjà de ce qu'on pourrait appeler l'ère du postcolonial. Si dans les années soixante et soixante-dix encore cette production était essentiellement publiée par un nombre restreint d'éditeurs français classés comme « progressistes », et ayant en tout cas soutenu l'accession de l'Algérie à l'indépendance, comme le Seuil, Denoël, Plon, Maspéro et Julliard, il n'est plus depuis les années 80 d'éditeur français qui n'ait des auteurs algériens à son catalogue, y-compris celui considéré comme le représentant le plus prestigieux de l'institution éditoriale, Gallimard. Ce dernier a même joué un rôle non négligeable de découvreur, puisqu'il a fait connaître le premier des auteurs comme Boualem Sansal, et avant lui Salim Bachi, pour n'en citer que deux, et sans compter l'édition actuelle d'auteurs comme Rachid Boudjedra et bien d'autres, initialement publiés chez Denoël. Et dans le même temps les écrivains maghrébins, sur lesquels l'édition française faisait pression pour qu'ils ne parlent que du Maghreb dans leurs livres, ouvrent l'espace de leurs textes au monde entier : la série de romans « nordiques » de Mohammed Dib en est le plus bel exemple.

Cette ouverture de l'édition française, même si elle l'a précédée de bien des années, rejoint celle qui s'amorce à l'université, et que je viens de décrire rapidement : l'ère du postcolonial, et des faux problèmes qu'il générerait dans un dialogue presque exclusif entre ancien colonisateur et ancien colonisé, semble sur le point de prendre fin. Et elle est contemporaine aussi, en ce qui concerne l'édition, d'un développement considérable de l'édition algérienne. Les nouveaux éditeurs, le plus souvent privés, se multiplient en effet en Algérie depuis les années 80, et ne se contentent plus de rééditer moins cher des livres d'abord publiés en France à des prix inabornables pour les lecteurs algériens : ils font un véritable travail d'éditeurs, en faisant connaître de jeunes écrivains souvent de très grande qualité. Ils étaient certes précédés par de grandes maisons d'État comme la SNED, devenue ENAL, qui eurent longtemps un monopole pour l'édition et la diffusion de livres, et des moyens matériels importants, mais ne brillèrent pas par la qualité de la plupart des livres édités, lesquels répondaient davantage à des directives d'illustration de thèmes commandés par le Parti unique d'alors. Depuis les années 80 au contraire, ces jeunes maisons d'édition ont en effet fait connaître de nombreux jeunes écrivains de qualité. Au hasard et en en oubliant beaucoup je citerai Barzakh, Casbah, Chihab, Marinoor, Dar El Gharb, et ne rappellerai que pour les trois premiers de cette liste qu'ils ont fait connaître entre autres d'excellents écrivains comme Habib Ayyoub, Mustapha Benfodil, Kamel

Daoud, Chawki Amari, Leïla Aslaoui, Zineb Labidi, et bien d'autres. De plus cette production éditoriale suscite un écho important dans la presse nationale, que les équipes des sites www.limag.com, et www.dzlit.fr s'efforcent de répertorier : un véritable fonctionnement littéraire de plus en plus indépendant de sa reconnaissance par l'édition et la presse françaises est ainsi en train de se mettre en place en Algérie, malgré toutes les difficultés que l'on connaît. Il est loin le temps où l'on ne parlait vraiment d'un écrivain que lorsqu'il était « passé chez Pivot ». Il est vrai que la célèbre émission Apostrophes n'existe plus ! Mais là encore, ce développement important est encore freiné par des comportements administratifs d'un autre temps, en Algérie cette fois : cette jeune édition algérienne est très mal connue en-dehors du pays, et puisque Georges Morin est ici, je rappellerai seulement le fait que dans la manifestation annuelle du Maghreb des Livres, organisée chaque année par l'association Coup de soleil, l'édition algérienne brille en général par sa quasi-absence, non par mauvaise volonté des éditeurs, mais du fait d'incompréhensibles blocages administratifs de la sortie des livres du territoire.

Je conclurai donc en soulignant le fait que si l'échange universitaire et littéraire entre l'Algérie et la France est souvent encore freiné, des deux côtés de la Méditerranée, par des comportements institutionnels grandement explicables par les « langues de bois » du postcolonial, les jeunes générations, tant de créateurs, que d'éditeurs ou d'universitaires, fonctionnent de moins en moins sur ce mode. Même si un optimisme excessif serait peut-être encore bien naïf, il est permis d'espérer.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Monsieur le professeur. M. Yacef veut profiter de la présence de M. Hervé Bourges pour lancer une idée prospective. On nous a reproché tout à l'heure, s'agissant de la culture, de ne pas avoir beaucoup de projets. En voilà un !

EL HOCINE YACEF

Je propose la création d'une télévision méditerranéenne qui servirait aux associations, une télévision qui communiquerait et ferait passer des messages dans tous les pays méditerranéens, peut-être dans le cadre de l'Union Pour la Méditerranée.

QUELLE GÉOPOLITIQUE DANS LA GLOBALISATION ?

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Je demande à M. Lakhdar Brahimi, Ancien ministre des affaires étrangères et à M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier Ministre, de bien vouloir nous rejoindre. Merci, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le ministre, de clôturer cette matinée par vos prestigieuses interventions. Comment l'Algérie et la France se situent-elles dans la géopolitique mondiale au XXI^e siècle ? La Chine, les pays émergents, les États-Unis pèsent leur poids, nous voyons le cours de l'Europe ... Comment situer l'Algérie et la France dans ce contexte ? Nous écouterons d'abord M. Jean-Pierre Raffarin.

JEAN-PIERRE RAFFARIN*

Inventer la nouvelle coopération du XXI^e siècle

Merci beaucoup, Monsieur Chevènement, de m'avoir invité à cette rencontre de l'Association France-Algérie. Je mesure régulièrement son importance, notamment à l'occasion d'une mission que m'a confiée le Président de la République. Cette mission me confère aujourd'hui une certaine expérience de la relation franco-algérienne face aux enjeux actuels et une perception des acteurs géopolitiques, au XXI^e siècle, dans un monde qui est en train de bouger considérablement.

Je fais partie de ceux qui pensent que le XXI^e siècle est né avec la crise de 2008 plutôt qu'avec le 11 septembre 2001.

Je pense vraiment que nous sommes dans une donne tout à fait nouvelle, avec trois paramètres qui me paraissent très importants :

La place de la croissance dans les rapports de forces.

L'émergence des pays-continentaux.

Le retour des États.

La croissance est un facteur très important des nouveaux rapports de forces.

En Europe, la crise de l'euro, la crise de la dette, la crise de la croissance, sont très interconnectées. Pourquoi, dans un pays comme la France, la crise de la dette est-

* Jean-Pierre Raffarin a été nommé Premier Ministre par le Président de la République Jacques Chirac, fonction qu'il a exercée du 6 mai 2002 au 31 mai 2005. Il est actuellement Vice-président du Sénat. Président du club de réflexion politique « Dialogue & Initiative », il est chargé par le président de la République Nicolas Sarkozy d'une mission sur la coopération économique entre la France et l'Algérie.

elle devenue si importante alors que nous n'avons pas voté de budget en excédent depuis 1975 ? Une des raisons majeures est que la perspective de croissance dans l'ensemble du monde occidental est quasi-nulle. Le fait majeur est quand même la faible croissance américaine. Le moteur de croissance américain est en panne. Le moteur de croissance européen est, lui aussi, en panne. Les seuls moteurs qui fonctionnent sont les moteurs émergents. Tout se passe comme si nos dettes avaient été cautionnées, garanties, par les perspectives de croissance. Aujourd'hui, ceux qui n'ont pas de perspective de croissance se trouvent dans des situations d'extrême fragilité économique, politique et monétaire.

Sur le thème de la croissance, des sujets géopolitiques nous sont posés, des sujets très géographiques et très politiques :

La mise en regard des taux de croissance et des régimes politiques donne à réfléchir aux démocraties.

L'organisation de la richesse du monde par la croissance fait que les choses passent d'ouest en est, au-dessus de nos têtes, avec des flux assez réguliers.

On voit bien qu'il y a là un paramètre très important, un paramètre d'avenir que je vais appliquer tout à l'heure à la relation franco-algérienne et à la situation de l'Algérie.

Ce paramètre de croissance me paraît être un des facteurs des rapports de forces aujourd'hui. Ce n'est pas le seul mais c'est celui qui établit une certaine pertinence d'autres facteurs.

Le deuxième élément est **l'émergence des pays continents.**

Au mois d'avril dernier, j'assistais au sommet des BRICS, organisé simultanément avec ce qu'on appelle le « Davos asiatique », le Boao Forum for Asia. Ce fut une expérience marquante. Trois jours durant, l'ensemble des pays émergents ont tracé leurs perspectives d'avenir. Pendant les deux jours où j'étais présent, je n'ai pas entendu une seule fois le mot « Europe ». J'ai entendu parler de la nouvelle croissance, la « croissance inclusive » et, sans jamais l'évoquer, on désignait la croissance occidentale, cette « croissance exclusive », comme le modèle à ne pas imiter.

À la recherche d'une nouvelle croissance, on voyait les pays les moins bien notés en résultats environnementaux prendre des options de « croissance verte », à toute allure, dans de nouvelles directions. L'exemple de la Chine est assez extraordinaire. Avec ses centrales à charbon et ses pollutions de toutes sortes, la Chine est un pays émetteur de CO₂ majeur. En même temps, elle fait de son 12^{ème} plan un objectif d'économie verte, de croissance verte et crée 400 villes vertes pour attirer les technologies environnementales. C'est à la fois un Ying et un Yang, assez pollueur et tout tourné vers la nouvelle croissance.

Il faut être capable de conjuguer cette dialectique des émergents. Ils ont comme point central la volonté de ne pas refaire ce qui a été fait précédemment, donc de

profiter d'une nouvelle donne qui les place au cœur du dispositif avec des atouts considérables.

D'abord les **atouts financiers** : Dans le dernier siècle, les États-Unis étaient le moteur principal de la croissance mondiale mais aussi le banquier du monde. Aujourd'hui quand un Chinois gagne 1 dollar, l'Américain en gagne 25. Mais sur ces 25 dollars, l'Américain en dépense 26 tandis que sur son dollar, le Chinois économise 50 cents. C'est l'épargne du pauvre qui finance le déficit du riche. C'est, en résumé, le phénomène du monde. Aujourd'hui la réserve financière, c'est l'épargne des Chinois. Avec des stratégies, des réserves financières et **une taille de marché** qui permet de développer des innovations sur leur propre marché avant d'aller les développer à l'extérieur, les pays-continent prennent aujourd'hui une place considérable dans les rapports de forces du monde.

Le troisième élément frappant, en ce début du XXI^e siècle, est **le retour des États**.

La crise de 2008 venait au sommet d'une période de recherche éperdue des dérégulations, les dérèglementations. Ces logiques étaient illustrées par le signal fort d'une Chine entrant dans l'OMC, dans un système qui rêvait d'une règle de droit mondial qui s'imposerait à tout le monde. La difficulté, c'est d'avoir une règle de droit mondial avec des systèmes de droit très différents les uns et des autres. En matière de propriété intellectuelle, par exemple, il faut savoir qu'en chinois « copier » et « apprendre » se disent avec le même mot... Ceci montre qu'il sera long et difficile de trouver une règle de droit qui s'impose à tous.

S'il faut faire du multilatéral, il faut aussi un peu de bilatéral, c'est-à-dire du rapport de forces, pour faire en sorte que les choses trouvent un équilibre.

On voit bien aujourd'hui qu'avec la crise les États sont revenus. Avec les plans de relance les États ont repris la main sur les économies. Ils ont soutenu les acteurs financiers, notamment les banques, et se sont placés dans une situation centrale. La France est toujours pilote dans ces occasions-là : non seulement nous avons fait un plan de relance mais nous avons lancé un « grand emprunt » pour fixer les choix stratégiques d'avenir avec cette idée qu'il y a de la bonne dette et de la mauvaise dette (comme il y a du bon et du mauvais cholestérol...).

De tout cela ressort un fait majeur, c'est que les États reviennent et se mettent au cœur des dispositifs. Les logiques intergouvernementales reprennent la main. Il suffit pour s'en convaincre de voir comment, dans la crise européenne, la logique intergouvernementale prend le dessus sur la logique communautaire.

Ces trois paramètres géopolitiques, qui me paraissent être particulièrement marquants de la période que nous connaissons, me permettent de dire que l'Algérie aujourd'hui est, au moins dans notre grande zone géopolitique, **un pays pertinent pour le XXI^e siècle**.

D'abord en raison de **son formidable potentiel de croissance**.

Les 3% de 2007, les 2,5% et les 3,8% à perspective 2010-2011, montrent que ce pays, avec une volonté politique, peut créer aujourd'hui une dynamique de croissance très forte. Le troisième plan quinquennal 2010-2014 révèle une capacité d'investir stratégiquement 284 milliards de dollars sur des objectifs de croissance forte et avec une perspective de création de 3 millions d'emplois. Je ne sais pas si ces résultats seront obtenus. Ce que je sais, c'est que ce plan, cette stratégie et les moyens mis au service de cette stratégie donnent à ce pays immense (35 millions d'habitants sur 2,5 millions de km²) une capacité en termes de croissance assez originale dans l'ensemble géopolitique.

La position intercontinentale de l'Algérie est une position stratégique.

La montée des continents nous pose, à nous Européens, un certain nombre de problématiques. Dans le rapport de forces avec la Chine, que nous voyons régulièrement évoluer, la division de l'Europe est une vraie fragilité. La France et l'Allemagne n'ont pas du tout la même stratégie avec la Chine. Avec la Chine nous faisons principalement de la politique, les Allemands font principalement des affaires. Les Chinois s'appuient sur les uns et sur les autres au gré des objectifs qu'ils ont eux-mêmes à atteindre. Nous avons un certain nombre de progrès à faire potentiellement. Dans ce monde des continents, L'Europe apparaît comme un continent assez désorganisé, uni sur un certain nombre de sujets plus tournés vers le passé que vers l'avenir et désuni sur les sujets d'avenir, notamment sur les rapports de forces et sur l'organisation d'un monde multipolaire dans lequel notre propre pôle a du mal à être stratégique.

Face à cela, la position de l'Algérie peut être pour nous une charnière extraordinaire du concept de l'Eurafrique. En tout cas c'est ma conviction. La paix du monde, objectif fondamental d'une analyse politique aujourd'hui, exige de rechercher l'équilibre entre les pôles. Quand je vois les pôles s'organiser, quand je vois l'Asie, l'Amérique latine se structurer, je me dis vraiment que le continent européen doit comprendre que sa perspective est aussi africaine. Le continent euro-africain est un espace géopolitique qui doit participer à l'équilibre du monde. Je crois vraiment qu'il y a assez peu de destins plus engageants que celui-ci.

Par sa position très stratégique, intercontinentale, l'Algérie, avec son plurilinguisme politique, culturel, géographique, est capable d'être le pivot, le centre de gravité de ce continent euro-africain qui est la vraie réponse, en tout cas pour un Européen, dans le monde multipolaire.

La capacité d'appartenir à de multiples réseaux me paraît aussi très importante dans ce monde intercontinental qui se crée.

La Chine adopte la stratégie bien connue « des cercles ». Elle consiste à essayer de construire des cercles dont on est le centre ou l'intersection : la Chine avec l'ASEAN,

la Chine dans le G20, la Chine au Conseil de sécurité. La Chine se place au cœur de ces cercles pour développer sa stratégie d'influence.

La France multiplie également les cercles - la francophonie étant l'un de ces cercles - pour défendre ses intérêts.

L'Algérie, dans une position très centrale, au nord de l'Afrique, au sud de l'Europe, dans le monde arabe, au centre d'un Maghreb qui sera bien uni un jour, bénéficie d'une position multi-réseaux qui lui donnera des atouts considérables le jour où elle voudra les jouer d'une manière simultanée, avec la vision de ses propres intérêts et de ses propres perspectives.

Voilà pourquoi, au regard des trois indicateurs qui me paraissent être des indicateurs forts du XXI^e siècle, l'Afrique me paraît très pertinente. Severino parlait du « Temps de l'Afrique »⁷, je crois en effet qu'aujourd'hui l'Afrique est très pertinente dans ce monde multipolaire et que l'Algérie, en son nord et au sud de l'Europe, a une position stratégique qui me fait dire qu'elle est un pays pertinent dans ce XXI^e siècle.

Je terminerai en disant que **la France et l'Algérie, dans cette perspective, sont placées pour inventer la nouvelle coopération du XXI^e siècle.**

C'est la conclusion de l'analyse de la mission de bons offices que j'ai menée pour les autorités françaises aux côtés de Monsieur l'ambassadeur de France, que je salue. C'était une mission originale sur des sujets précis, sur une durée limitée et avec un accès direct aux dirigeants, avec l'appui du Président Bouteflika, avec l'appui du Premier ministre algérien qui s'est impliqué à plusieurs reprises sur ces dossiers.

Cette mission était structurée autour de trois dimensions :

Le respect.

L'affaire du métro d'Alger illustre l'importance de la dimension du respect. Que la réalisation de ce métro attende si longtemps que des conflits financiers, techniques soient résolus était intolérable. L'ensemble des acteurs, notamment les partenaires engageant les nations (et la nation française était engagée) prenaient les Algérois en otages d'une situation inacceptable. Je suis profondément heureux qu'on ait pu débloquer ce dossier et faire en sorte qu'on puisse aujourd'hui traverser Alger en métro et développer d'autres perspectives. Il y avait là, je crois, un rapport de forces mal placé qui était politiquement blessant.

Le pragmatisme.

Il est nécessaire qu'un certain nombre de dossiers soient traités sans poser simultanément tous les autres problèmes très complexes. Faire de chaque dossier un point d'appui de toute notre complexité multiplie les difficultés. Il est possible, par exemple, d'ouvrir une usine Renault parce qu'il y a un potentiel fort, notamment

⁷ « Le Temps de l'Afrique » de Jean-Michel Severino et Olivier Ray, éd. Odile Jacob, 18 mars 2010.

technologique, parce qu'il y a une organisation, en visant le marché algérien et les marchés qui intéressent l'Algérie. Nous avons travaillé sur une bonne dizaine de ces partenariats stratégiques pour lesquels on peut avancer de manière pragmatique en répondant à l'aspiration du peuple algérien, celle de tous les peuples aujourd'hui, à avoir de l'emploi, donc des projets qui créent de l'emploi. On sait bien qu'un grand secteur automobile est un levier important.

Des visions géopolitiques et économiques.

C'est sur les visions que les équipes se rassemblent, c'est sur les perspectives qu'on peut mobiliser. La construction d'une industrie pétrochimique est une vision opérationnelle qu'on peut mener avec respect et pragmatisme. Il est dommage que l'Algérie, avec son potentiel de produits bruts, n'ait pas aujourd'hui l'industrie de transformation qui utilise l'intelligence des Algériens pour créer de la valeur ajoutée. Il y a là toute une industrie de pétrochimie dont des acteurs comme Total - et d'autres - peuvent être des partenaires. Ce n'est pas qu'un échange donnant-donnant commercial, c'est vraiment une vision. Valoriser les richesses naturelles par l'intelligence ajoutée d'un peuple formé est une des visions importantes que nous pouvons développer.

Cette expérience m'a convaincu qu'avec le respect, avec des ambitions très pragmatiques, si nous sommes capables de dégager des perspectives, des visions de coopération, nous pourrions faire vivre ce qu'est notre vérité : un véritable destin commun entre l'Algérie et la France.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Monsieur le Premier ministre, pour cet exposé visionnaire qui a rejoint d'ailleurs l'intervention de M. Issad Rebrab, s'agissant des possibilités de développer toute une industrie en aval du gaz. En même temps, nous vous savons gré, en tant que Français, de vos interventions efficaces, pragmatiques, qui, un pas après l'autre, permettent d'avancer sur le sentier de cette coopération absolument décisive entre l'Algérie et la France pour le siècle qui vient.

Je me tourne maintenant vers Monsieur Lakhdar Brahimi. Vous le connaissez tous. En d'autres temps il fut un des animateurs de l'Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens. Il fut ambassadeur au Caire, ministre des Affaires étrangères. Il contribua aux accords de Taef. À partir de 2001, il a été représentant du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afghanistan et l'Irak, deux pays qui en avaient bien besoin !

LAKHDAR BRAHIMI *

Pour un dialogue franco-algérien ambitieux

C'est un vrai bonheur de retrouver ici des visages français et algériens, familiers de vieille date, surtout pour celles et ceux que je revois pour la première fois depuis de longues années.

Et c'est naturellement un grand, mais redoutable honneur de partager cette plateforme avec Monsieur le Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin.

Comme il n'y a plus que moi qui vous sépare de votre déjeuner, j'essaierai de ne pas abuser de votre patience.

Laissez-moi rappeler tout de suite que j'ai quitté le service de mon pays il y a bientôt vingt ans et que, devant vous aujourd'hui, je ne parle au nom de personne d'autre que moi-même.

Au sujet de la géopolitique et de la mondialisation, je ne me hasarderai pas, devant une audience aussi avisée, à me livrer à des commentaires qui risquent d'être, au mieux, des lieux communs. Je me bornerai plutôt à évoquer, sous forme de questions, des sujets d'actualité susceptibles d'offrir en même temps, peut-être, un terrain utile à une coopération féconde.

Parmi ces problèmes, il y en a un, qui depuis bientôt quarante ans est, entre Alger et Paris, un sujet qui fâche. Il s'agit de la question du Sahara Occidental et des relations algéro-marocaines.

Alger et Rabat n'ont nul besoin de l'aide ou de la médiation de qui que ce soit pour gérer mieux qu'ils ne le font, leurs relations bilatérales. Ces relations - personne ne l'ignore - ne sont pas au mieux. Les bons sentiments régulièrement exprimés par le Président Bouteflika et le Roi Mohamed VI et tout récemment encore par le Premier Ministre marocain désigné n'arrivent pas à trouver une traduction dans les faits et notamment pour la réouverture des frontières entre les deux pays.

Au sujet de la question du Sahara Occidental, on dit tour à tour qu'elle ne sera réglée que lorsque les relations entre le Maroc et l'Algérie se seront normalisées; ou bien encore que les relations entre les deux pays maghrébins voisins ne se normaliseront que lorsque la question du Sahara Occidental aura été résolue.

En tout état de cause, la question continue à être traitée aux Nations Unies en tant que problème de décolonisation inachevée où s'opposent non pas l'Algérie et le Maroc, mais le Maroc et le Polisario et c'est le Conseil de Sécurité qui s'active tant bien que mal pour trouver une solution. Sur ce dossier, la France est le seul Membre

* Après l'Indépendance Lakhdar Brahimi a occupé des postes de premier rang : ambassadeur en Égypte, ministre des Affaires étrangères de 1991 à 1992, (il contribua à l'accord de Taef avec l'arrêt de la guerre civile au Liban). Lakhdar Brahimi fut nommé représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afghanistan et l'Irak en 2001.

Permanent du Conseil de Sécurité qui ait une position franchement et activement favorable à l'une des deux parties. Washington qui n'est pas moins proche du Maroc que la France essaie de maintenir le minimum de neutralité qui lui permet de jouer un rôle actif pour favoriser une solution.

La France, en prenant parti, se place hors-jeu pour ainsi dire et son soutien au Maroc n'est que d'une utilité limitée à Rabat.

La région qui offre un terrain naturel et fécond de coopération entre la France et l'Algérie est ce que j'appellerai, pour les besoins de notre discussion, la région du Printemps Arabe.

Faut-il exprimer des regrets au sujet de la Libye? Je reviens du Caire qui continue à être l'une des capitales où intellectuels et hommes politiques de l'ensemble de la région se rencontrent facilement et souvent.

Si les dirigeants actuels de la nouvelle Libye sont reconnaissants à la France, à la Grande Bretagne et à l'Italie - entre autres - pour l'aide précieuse qui leur a permis de gagner, il y a ailleurs plus que des réserves vis-à-vis de l'OTAN qui est intervenu sans mandat explicite du Conseil de Sécurité.

Peut-on rêver ici, d'une coopération authentiquement méditerranéenne entre l'Algérie la Tunisie et l'Égypte d'une part, la France et ses partenaires européens, d'autre part? Une telle coopération, engagée plus tôt n'aurait-elle pas permis d'aboutir aux mêmes résultats, c'est-à-dire à la fin du régime de Kadhafi et de sa famille sans les trop nombreuses victimes, sans les destructions massives et sans le désordre violent qui continue de régner?

Une telle coopération n'est-elle pas possible dans la phase de reconstruction du pays? Je pose la question - la deuxième.

Au sujet du dossier nucléaire iranien, je ne peux m'empêcher de remarquer en passant que les puissances nucléaires ont réussi à imposer l'étrange logique qui voudrait que le danger de l'armement nucléaire viendrait, non pas des arsenaux déjà opérationnels, mais de ceux qui n'existent pas.

Je me souviens que lorsque l'on a commencé les négociations qui ont mené à la création de l'AIEA et au TNP, on disait que l'objectif principal était la liquidation progressive de l'arsenal atomique existant et que, de ce fait, les pays qui ne possèdent pas la bombe n'auraient pas de raisons d'essayer de l'avoir.

De désarmement nucléaire, il n'est guère plus question depuis longtemps, malgré le discours de Prague du Président Obama et la conversion, inattendue mais bienvenue, de personnalités comme Kissinger, Schultz, Perry et Sam Nunn qui militent maintenant pour un désarmement nucléaire général et complet. Certains d'entre vous se souviennent comme moi de l'horreur qu'inspiraient à l'Amérique les grands défilés populaires en Europe et ailleurs, en faveur de ce même désarmement général et complet.

Pour la gestion du dossier nucléaire iranien, la France et ses partenaires occidentaux se sont assurés une coopération plutôt récalcitrante de la part de la Russie et de la Chine. On n'a guère l'impression que de grands progrès vont être réalisés.

L'activisme du nouveau Directeur-Général de l'AIEA qui contraste si nettement avec le professionnalisme impartial de son prédécesseur, ne semble pas avoir fait avancer les choses. Il ne contribue qu'à jeter le doute sur les moyens d'action de l'AIEA sous sa nouvelle direction.

Quoi qu'il en soit, je présume que les chancelleries occidentales et notamment la française savent que l'Algérie entretient d'excellentes relations avec l'Iran. En fait, je crois qu'aucun autre pays arabe, moyen-oriental ou européen, ne se trouve, aujourd'hui, dans ce cas.

Au lendemain de la chute du Shah d'Iran, c'est vers l'Algérie que l'Amérique s'était tournée pour sortir les otages de son ambassade à Téhéran.

Question: l'Algérie ne pourrait-elle pas, aujourd'hui encore, aider à engager un vrai dialogue avec l'Iran pour arrêter la Droite israélienne et les néo-conservateurs américains dans leur marche inquiétante vers une guerre aux conséquences incalculables sur le Moyen Orient, l'Europe et le monde ?

En outre, la question du dossier nucléaire iranien ne peut pas être examinée efficacement en dehors des nouvelles réalités géostratégiques de l'ensemble de la région - Qui peut oublier, dans ce contexte, l'inqualifiable invasion américaine de l'Iraq qui a eu pour conséquence, entre autre, d'ouvrir l'Iraq, jusque-là concurrent et même ennemi de Téhéran, à l'influence considérable et désormais, et pour un temps encore, quasi-exclusive de l'Iran ? Du coup, Téhéran qui se considérait déjà - et avec raison - comme l'une des principales puissances de la région, se voit aujourd'hui comme LA Principale Puissance de la région et exige d'être traitée comme telle.

D'autant plus que cette influence dominante de la République Islamique à Bagdad, se conjugue avec des liens reconnus et même fièrement proclamés par le Hezbollah au Liban, une dépendance accrue d'un régime syrien aux abois et les voix qui s'élèvent de plus en plus fort des communautés chiïtes au Yémen, dans les pays du Golfe - et pas seulement au Bahreïn.

C'est en Syrie que la révolte légitime d'une bonne partie de la population se confronte à un pouvoir brutal qui continue à vivre dans l'illusion d'un soutien populaire massif, qu'il illustre par l'organisation périodique de grandes manifestations de soutien. C'est pourtant vrai qu'une importante partie de la population syrienne ne veut vivre ni l'expérience de l'Iraq ni celle de la Libye. En outre, ce qui se passe en Égypte n'encourage guère les différentes minorités à s'éloigner résolument du régime de Damas.

Résultat: le pays semble glisser inexorablement vers la guerre civile. Comme l'ont dit certains leaders de l'opposition eux-mêmes ->chaque jour qui passe rend plus difficile la préservation du caractère pacifique de notre mouvement».

L'activisme inattendu de la Ligue des États Arabes a des limites. Le Secrétaire-Général de cette organisation tente, je crois que je peux le dire, de trouver un terrain d'entente avec les responsables de Damas en vue de mettre fin à la violence et d'engager un vrai dialogue entre le pouvoir et le mouvement de contestation. Aujourd'hui même s'ouvrent de nouvelles réunions arabes qui vont montrer si l'on va s'orienter vers un début de solution.

La France, comme et peut-être plus que les autres grands pays occidentaux a adopté une position en pointe sur la question syrienne.

La position de l'Algérie semble être plus nuancée au sein de la Ligue Arabe.

N'y-a-t-il pas, là encore, un terrain favorable à l'action diplomatique sinon commune, du moins activement concertée entre l'Algérie et la France? Là encore, je pose la question.

Et finalement, la mère de tous les problèmes dans la région qui nous est commune, la Méditerranée : la question palestinienne.

En Occident, on parle plus volontiers des besoins de sécurité d'Israël que des droits du peuple palestinien. En fait, M. Gingrich, un candidat qui se dit sérieux à la présidence des États-Unis, dit que le peuple palestinien n'existe tout simplement pas - ce que les Israéliens eux-mêmes ont cessé de dire depuis feu Madame Golda Meir. La politique officielle de la France est un peu plus nuancée au plan officiel - et encore plus au niveau de l'opinion.

Dans le reste du monde, on voit le problème, beaucoup plus sous l'angle des droits spoliés du peuple palestinien.

Ce qu'on appelle le «Quartet» en bon français a fait la preuve de son inutilité depuis longtemps et, son envoyé spécial, Monsieur Tony Blair, n'arrive pas à cacher qu'il utilise sa présence au Moyen Orient presque uniquement pour faire des affaires et s'enrichir.

Lisez le livre de Régis Debray « Lettre à un Ami israélien » vous en saurez beaucoup plus au sujet du problème palestinien que ce que je pourrai vous en dire ici. Je me limiterai, à cette heure tardive à poser encore une question: ni le processus de Barcelone, ni la tentative de relancer l'idée d'une coopération inter-méditerranéenne ne semblent avoir permis la moindre avancée sur ce dossier.

Est-il permis là encore de suggérer un dialogue franco-algérien ambitieux qui viserait à formuler de nouvelles idées susceptibles de favoriser une paix réelle en Palestine?- C'est ma dernière question.

Pour conclure : au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, le jeune Ministre des Affaires Étrangères de notre pays fut un visiteur assidu à Paris. Beaucoup de dossiers difficiles étaient alors discutés, souvent dans la tension. Certains n'ont toujours pas été résolus à ce jour.

Malgré les difficultés de ces discussions, je crois que le Général de Gaulle et notre

jeune ministre ont assez régulièrement parlé de grands problèmes de l'heure, en Afrique et au Moyen Orient notamment et ont envisagé sinon une action commune, du moins des actions convergentes.

Cinquante ans plus tard, n'y a-t-il pas plus de raisons, plus d'opportunités et plus de moyens de mettre en œuvre une coopération similaire?

C'est ma dernière question.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Monsieur le ministre, pour cet exposé très englobant. Vous avez posé beaucoup de questions toujours pendantes depuis trop longtemps et qui restent tout à fait décisives. Pour ma part, je ne vois pas qu'il y ait entre l'Algérie et la France de conflit d'intérêts majeur dans toute cette vaste zone. Je pense que nous pouvons rapprocher nos positions sur des bases de justice et de droit. Mais cela demande un dialogue. Cela demande du temps. Cela demande plus qu'une volonté : une vision.

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'URBANISME, LES VILLES, LE LOGEMENT, L'EAU, LES TRANSPORTS

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

J'ai le plaisir d'accueillir cet après-midi Monsieur Cherif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement. Monsieur Rahmani, qui fut ministre de la Jeunesse et des Sports, ministre de l'Équipement, Ministre Gouverneur du Grand Alger, a reçu de nombreuses distinctions parmi lesquelles le « Bouclier de l'Environnement », décoration décernée par le Réseau Arabe pour l'Environnement et le Développement durable. Le Plan d'Action pour la Méditerranée lui a décerné le titre d'ambassadeur de la côte méditerranéenne. Il a été aussi le coordonnateur pour l'Afrique, à Durban, dans les négociations récentes sur le climat.

Nous accueillons également Monsieur Bernard Guirkinger, membre du Comité exécutif de Suez Environnement, qui va nous parler des problèmes d'eau et de déchets qui relèvent de la compétence de cette grande société. Monsieur Mestrallet, retenu par un voyage à l'étranger, nous a confié qu'il ne pouvait pas être représenté par une personnalité plus qualifiée que M. Guirkinger.

Nous entendrons ensuite Monsieur Samir Karoum, président d'Alstom Algérie. Je n'ai pas besoin de vous décrire Alstom, sa compétence dans le domaine du transport, dans le domaine de l'énergie. Alstom Algérie, implanté de longue date, emploie 900 collaborateurs.

Enfin nous parlerons de coopération décentralisée avec Monsieur l'ambassadeur Alfred Siefer-Gaillardin, vice-président de l'AFA, qui fut conseiller diplomatique de Georges Pompidou, directeur des Amériques et ambassadeur de France à Alger de 1997 à 2000 où j'ai eu le plaisir de le rencontrer et de travailler étroitement avec lui. La table ronde est placée sous la présidence de Madame Bariza Khiari, sénateur de Paris, qui va procéder à l'introduction et à la conduite du débat.

BARIZA KHIARI*

Beaucoup de thèmes ont été abordés ce matin. Parmi ceux qui vont être abordés cet après-midi, certains sont évidents, d'autres le semblent un peu moins, tel celui de la table ronde que j'ai le plaisir d'animer. On se demande ce que viennent faire l'urbanisme, la question des transports ou celle de l'eau au milieu de tant de doctes discussions. En vérité ce thème est de ceux qui illustrent le mieux le nouveau partenariat entre la France et l'Algérie que j'appelle de mes vœux, axé sur un partage d'expériences, une discussion autour de projets très concrets et une relation apaisée d'égal à égal.

Le monde contemporain connaît une très profonde mutation que la France, comme d'autres pays industrialisés, dès le XIXe siècle a vécue. Je veux parler de l'urbanisation forte au travers d'un accroissement spectaculaire des villes et de leur rôle dans l'économie nationale. C'est en 1931 que la population urbaine totale de la France dépasse la population rurale. C'est en 2009 que la population urbaine totale du monde dépasse la population rurale. L'urbanisation accrue va de pair avec une explosion des villes, notamment les plus importantes, qui voient leur population augmenter brusquement et fortement.

Notre pays a constaté ces mouvements et leurs conséquences sur le territoire urbain : l'étalement de la ville qui grignote toujours davantage une campagne limitrophe progressivement soumise, des réseaux qui peinent parfois à faire face à l'augmentation du nombre d'usagers, le développement d'un habitat informel dans certains lieux parce que la politique de construction de logements ne pouvait satisfaire toutes les demandes.

La France des années 1950 a connu de tels phénomènes, accompagnés d'une paupérisation de quartiers centraux qui s'étaient fortement dégradés. Si les choses ont évolué depuis, les questions urbaines sont toujours au cœur des problématiques

* Sénatrice de Paris et Vice-présidente du Sénat.

françaises.

Ainsi, plus récemment, toutes les discussions en cours autour du Grand Paris tournaient autour de ces problématiques d'urbanisation, de transport et de réseaux. L'urbanisation est donc un défi auquel tout pays doit faire face. C'est un enjeu parce que la ville acquiert une importance considérable nécessitant une attention particulière.

L'Algérie n'échappe pas à la règle. Depuis trente ans, ce pays connaît une poussée urbaine continue. Qu'on en juge : la population de la capitale a quasiment doublé en l'espace de quelques décennies. La capitale n'est pas une exception : le nombre de villes de plus de 5000 habitants a quasiment doublé sur la même période. La croissance d'Alger a pris place en partie dans le cadre d'une politique urbaine planifiée, notamment autour des axes routiers construits autour de la ville. C'est autour de ces axes, autoroute de l'est, autoroute de l'ouest, axes structurants du Grand Alger mais aussi de toute la région, que se sont fixés, parfois sans contraintes, les nouveaux lotissements. Il est fort probable qu'à terme, des villes comme Boufarik, voire Blida soient atteintes par l'urbanisation algéroise.

L'urbanisation sauvage, la bétonisation à proximité des oueds, le sous-dimensionnement du réseau d'assainissement, sont autant de problèmes qu'il importe de réguler à court et moyen termes. C'est là que l'expertise de la France - qui a connu des problèmes similaires - peut être utile. Le partage des compétences, une approche renouvelée peuvent contribuer à éviter de commettre des erreurs par lesquelles nous sommes passés. En faisant bénéficier l'Algérie de son vécu urbain, de son approche, la France participera d'une nouvelle dimension du partenariat franco-algérien en l'axant sur des thèmes concrets et des échanges fructueux. Il ne s'agira pas de faire la leçon mais de conseiller, au regard d'un passé urbain plus ample, un pays qui fait face aujourd'hui à des défis que nous avons affrontés un demi-siècle auparavant. Il me semble essentiel de bâtir des ponts sur des projets concrets et précis. En ce sens, parler de logement, d'urbanisme, d'assainissement des eaux, de transports, de croissance urbaine et de maîtrise de cette dernière est une nécessité, voire un impératif, Monsieur le ministre, dans un colloque qui se veut résolument prospectif.

Je passe la parole à Monsieur le ministre Rahmani qui va évoquer toutes ces questions avec nous.

CHERIF RAHMANI *

L'horizon d'une génération

Je remercie très sincèrement l'Association France-Algérie de l'invitation qu'elle m'a adressée à venir participer avec vous à cette importante manifestation.

J'ai une pensée sincère pour Monsieur Bernard Stasi, un ami de l'Algérie, et aussi mon ami et qui nous a récemment quitté. Je pense aussi à Messieurs Edmond Michelet, Jean Charbonnel, Pierre Joxe et à tous ceux qui ont dirigé cette grande association. C'est une chance pour l'Algérie, c'est une chance pour la France de voir votre action, cher Jean-Pierre, s'inscrire, en tant que Président de l'Association France-Algérie, dans la lignée de vos prédécesseurs, les humanistes qui ont animé cette grande association.

Notre conférence intervient à un moment où le monde connaît une crise systémique : économique, financière, monétaire, énergétique, écologique, culturelle.

C'est un lieu commun de dire que de nos jours, deux processus sont à l'œuvre dans le monde : d'une part, une ouverture économique, portée par la mondialisation et mue par la polarisation et la compétitivité, et d'autre part les évolutions technologiques fondées sur la connaissance et l'innovation. Ce sont aujourd'hui les deux moteurs en œuvre dans le monde.

L'Algérie ne fait pas exception à cette dynamique et est affectée par ces métamorphoses. Elle est confrontée à trois échéances :

- **La première échéance est d'ordre écologique.** Elle interpelle le pays sur la durabilité de ses ressources. Elle exige la préservation du capital naturel et culturel du pays dans une situation de stress hydrique et de rareté des sols et où la concurrence est de plus en plus forte entre usages et durabilité des ressources.
- **La deuxième échéance est économique** avec comme impératif la compétitivité et la mise à niveau des territoires marquées par l'entrée de l'Algérie à l'OMC et la définition de nouvelles relations avec les communautés régionales telles l'Union Européenne, ..., dans un monde ouvert et mondialisé.
- **La troisième échéance est démographique.** L'arrivée de nouvelles générations de plus en plus nombreuses de demandeurs d'emploi, de logements, d'équipements, de services..., de démocratie et de liberté. Il est clair qu'en matière d'emploi, la variable d'ajustement ne peut être recherchée dans l'émigration. La variable

* Cherif Rahmani, qui a exercé les fonctions de Ministre de la jeunesse et des sports, Ministre de l'équipement, Ministre Gouverneur du Grand Alger, est Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Il a reçu le 24 mars 2008 le « bouclier de l'Environnement », décoration décernée par le Réseau arabe pour l'environnement et le développement durable (RAED). Le Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) lui a décerné le titre d'ambassadeur de la côte méditerranéenne.

d'ajustement ne peut être trouvée que dans la mise en œuvre d'un processus économique pensé et construit, créateur de valeurs ajoutées.

Dans ce cadre, l'Algérie et la France ont besoin d'une vision, d'une stratégie et d'une force d'orientation pour l'avenir comme l'a rappelé tout à l'heure Monsieur Raffarin.

L'Algérie a adopté un **Schéma National d'Aménagement du Territoire** avec deux horizons, un horizon temporel pour sa mise en œuvre : l'horizon d'une génération, vingt ans (2010-2030) et un horizon géographique l'espace où se meut l'Algérie : le Maghreb, l'Afrique, la Méditerranée, l'Europe et la France. L'Algérie occupe une place stratégique et charnière, dans cet espace. Elle est appelée à s'insérer progressivement dans cet échange international. Et elle doit se préparer afin d'aller à une convergence avec les pays du Maghreb et du Nord.

Quatre lignes charpentent et organisent ce Schéma National d'Aménagement du Territoire, ouvert, comme je l'ai dit, sur l'international :

1. **La durabilité.** Les générations actuelles ont trop tiré sur les ressources naturelles, elles se doivent d'agir en usufruitier, comptable devant les générations futures. Les problématiques concernent tout à la fois l'eau, les sols, la végétation, les écosystèmes. Tout en ne perdant pas de vue l'anticipation de la question du climat.
2. **L'équilibre.** L'Algérie géographiquement pénètre en profondeur dans l'Afrique. Le territoire algérien est déséquilibré au plan démographique et au plan de l'occupation. Caractérisée par un trop-plein au Nord et sur le littoral, et un vide dans les Hauts Plateaux et le Sud, l'Algérie doit se recentrer sur des bases fondamentales et retrouver son centre de gravité en redéployant les activités et les hommes vers les Hauts Plateaux et vers le Sud.
3. **L'équité.** Les fractures sociales et territoriales sont porteuses de déstabilisation sociales et politiques, et d'aucun constate les impacts négatifs de ces fractures sur l'équilibre de ces sociétés. Tout gouvernement doit gérer avec équité les solidarités sociales et territoriales.
4. **L'attractivité.** Dans tous les pays, il y a des lieux et des espaces où se concentrent la compétitivité et les processus de croissance. Ce sont des espaces-leviers qu'il faut valoriser. L'Algérie a, dans le cadre de l'attractivité et de la compétitivité, privilégié le développement d'un réseau immatériel et matériel interconnecté au réseau international. C'est tout l'enjeu de la construction de l'autoroute EST-OUEST qui aujourd'hui a atteint un niveau appréciable de développement ; c'est toute la question de réseau des technologies de l'information et de la communication, et du maillage et de la modernisation du réseau ferroviaire. Tous ces réseaux donneront de l'attractivité et de la compétitivité mais également des vrais avantages comparatifs à l'Algérie dans la compétition internationale.

Deux espaces en Algérie me semblent être des moteurs visibles pour « booster » le développement et la croissance.

- **Le premier espace** est constitué par **les pôles potentiels de croissance essentiellement structurés dans le Nord. Ils recèlent en leur sein des réseaux de compétitivité** et de recherche tels que : les universités, les activités avancées et avec comme prime un esprit entrepreneurial. En croisant l'ensemble de ces éléments sur ces espaces réduits et en les fertilisant, on peut créer une dynamique de croissance favorable à l'Algérie entière.
- **Le deuxième espace** facteur de dynamisme est **la ville**. On prévoit l'arrivée de 14 millions de nouveaux urbains qui vont résider dans les villes à l'horizon 2030. L'essentiel est de préparer ces villes à ces apports de populations. Il ne faudrait pas que ces villes subissent de plein fouet, sans préparation, la pression de ces nouveaux arrivants. Cela pose la problématique d'assurer à cet horizon dans ces villes de bonnes prestations de services, de créer des activités pour employer ces populations, d'initier un bon urbanisme et une bonne architecture pour améliorer la qualité de la vie et surtout assurer une bonne gouvernance de la ville. Dans cet esprit, les grandes métropoles sont les postes avancés de la compétitivité et de l'innovation. Ils permettront à l'Algérie d'amorcer un rapprochement avec les pays développés. Alger, Oran, Constantine et Annaba doivent être métropolisées, avec comme levier de cette métropolisation des accélérateurs pré-identifiés : l'installation de bureaux d'ingénierie, le développement des nouvelles technologies et de l'immatériel, l'organisation de salons, l'accueil de représentations diplomatiques et de sièges d'entreprise, c'est cette valeur ajoutée intellectuelle, immatérielle qui donnera à la ville sa consistance et permettra de tirer les autres régions du pays vers une dynamique plus grande et de la faire converger vers les pays les plus développés. **Là est aujourd'hui l'enjeu pour l'Algérie et le Maghreb qui sont appelés à converger vers un développement de qualité et articulé avec les autres régions.**

Dans ce cadre et afin de s'inscrire dans cette dynamique deux propositions concrètes peuvent être d'un apport réel pour la région.

1. **L'Algérie a suggéré que l'Agence pour les villes durables, préconisée par l'Union pour la Méditerranée, ait son siège en Algérie.** Cela permettra de valoriser les bonnes pratiques sur la durabilité, sur l'économie verte, dans la ville de demain afin de pouvoir en faire profiter d'autres villes en Algérie, au Maghreb et ailleurs. Il est important d'aider l'Union pour la Méditerranée à aller dans cette direction en localisant cette Agence pour les villes durables au Sud de la Méditerranée en Algérie.
2. **La seconde proposition est d'aider à l'émergence d'un Centre pour l'innovation, le développement de la connaissance et les technologies nouvelles en Algérie.**

Ce centre est un espace scientifique ouvert sur la diffusion de l'innovation, la recherche, la formation en matière de Technologies de l'Information et de la Communication (TICs) et de Technologies Avancées avec leurs filières telles que les télécommunications, l'électronique, la communication multimédia, la technologie de l'internet, l'ingénierie des systèmes d'information, l'intelligence artificielle, les systèmes embarqués, la robotique avancée et la nanoélectronique. Ce centre aura pour mission d'enseigner les sciences de l'ingénieur, il englobera un centre pédagogique et scientifique, un centre pour les start-up qui permettra d'accompagner les jeunes qui veulent aller dans cette direction, un guest-house pour accueillir les missionnaires, les ingénieurs, les professeurs et un business-center ouvert au monde. L'Algérie peut envisager de financer ce centre et confier sa réalisation à une entreprise partenaire. Mais en contrepartie, il est souhaitable qu'il y ait une expertise de la France avec ses capacités immatérielles et techniques. La gestion se fera d'une manière binaire, intelligente et partenariale en associant le Medef en France, le Forum des Chefs d'Entreprise en Algérie, et bien entendu les universités algériennes, les universités françaises et l'expertise nationale et internationale.

Voilà deux propositions qui visent à donner de la substance aux relations entre les deux pays et ouvrir l'Algérie sur l'international et la préparer aux trois nouvelles échéances que j'ai rappelées précédemment.

Pour ne pas terminer sur une note technique, je voudrais dire qu'il ne faut pas faire l'impasse sur la gouvernance. L'Algérie se doit de développer un nouveau concept de l'autorité, assurer une nouvelle représentation des populations, fixer une règle du jeu pour les y faire adhérer en associant tous les partenaires et la société civile à cette nouvelle règle du jeu. Recréer ainsi un nouveau lien territorial entre le citoyen et l'espace où il vit et insérer l'Algérie dans une nouvelle légitimité pour nous rapprocher des sociétés démocratiques et approfondir la participation citoyenne : là est le nouvel enjeu de la gouvernance en Algérie et dans le monde arabe.

À l'ouverture démocratique doit correspondre une ouverture sociétale : déverrouiller certains blocages, remplacer la régulation archaïque par une régulation moderne, ouvrir l'école et la réformer et donner une place importante à la femme. Ce sont là des changements fondamentaux qui sont à notre portée.

Voilà ce que je me devais de vous dire afin de donner une perspective forte à notre territoire et l'amarrer à d'autres territoires de progrès, de liberté et de croissance.

Le monde entier, y compris le monde arabe, est en évolution avec à la clé trois tentations ravageuses au Sud comme au Nord : le repli sur soi, le communautarisme et le populisme avec ses variantes locales.

Le monde, d'une manière générale, est en proie à un changement de statut. Les économies continents qui émergent aujourd'hui bouleversent les hiérarchies

géopolitiques traditionnelles dans un contexte mondial en ébullition.

Il faut se préparer à ces nouveaux enjeux : l'Europe, la France et le Monde arabe ne doivent pas tomber dans le repli. L'Europe doit se tourner beaucoup plus vers la Méditerranée et équilibrer ces rapports avec le Sud et l'Est. Une vision plus équilibrée et plus généreuse, fondée sur le destin commun de nos deux continents et de nos deux pays, doit nous éloigner des transactions à courte vue pour aller vers une transformation profonde de notre vision du monde.

En Algérie comme en France, les forces du progrès ne recherchent pas la victoire d'un pays. Elles ne recherchent pas la victoire d'un parti qu'un autre. Elles ne recherchent pas la victoire du passé. Elles ne veulent pas la défaite de la démocratie : elles veulent construire un avenir commun pour les deux peuples et les deux nations dans un espace de prospérité partagée.

BARIZA KHIARI

Merci, Monsieur le ministre, pour ce plaidoyer vibrant et passionné pour l'aménagement du territoire. Merci de ne pas avoir oublié la citoyenneté et tous les aspects démocratiques dans votre intervention.

J'ai noté les deux demandes que vous adressez à l'Association France-Algérie : Vous militez pour que, dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée, le siège de l'Agence pour les villes durables soit implanté en Algérie. Vous demandez aussi à l'AFA un lobbying en faveur d'un centre pédagogique et scientifique que l'Algérie est prête à financer à la condition que l'expertise soit faite par la France.

Je vais passer la parole à M. Bernard Guirkinger, membre du Comité exécutif de Suez Environnement et, depuis peu, membre du Conseil économique et social.

BERNARD GUIRKINGER*

L'aménagement du territoire : un enjeu de partenariat public/privé

La présence en Algérie de notre groupe GDF-Suez qui est aujourd'hui le rassemblement de plusieurs entreprises très anciennes (Suez, Lyonnaise des Eaux,

* Directeur général adjoint de SUEZ ENVIRONNEMENT, en charge de la coordination des activités Eau, de la R&D et du Développement Durable. Il est également chargé des Relations Institutionnelles. Depuis novembre 2010, M. Guirkinger est membre du Conseil Économique, Social et Environnemental.

Gaz de France), est pratiquement ininterrompue depuis plusieurs décennies. L'ensemble de nos métiers, que ce soit l'énergie, la gestion des déchets, la gestion de l'eau, sont vraiment au cœur de l'urbanisation et au cœur de l'aménagement du territoire.

Dans le domaine de l'eau en particulier, nous sommes en train de réaliser avec les autorités algériennes, à Alger et au-delà d'Alger un partenariat exemplaire.

Un contrat exemplaire au service de l'eau des Algérois.

En 2006, le gouvernement algérien nous a confié une mission : apporter notre savoir-faire au service des eaux de la ville d'Alger pour améliorer le service public. Ce premier contrat de cinq ans vient d'être renouvelé jusqu'en 2016. Les autorités algériennes nous ont refait confiance pour une nouvelle période de cinq ans.

L'objectif partagé entre le prestataire de services que nous sommes et l'autorité politique était d'arriver à distribuer de l'eau 24 heures sur 24, de manière durable, avec le moins de fuites possible et d'améliorer la protection de l'environnement, en particulier les eaux de baignade. L'ensemble de ces objectifs a été atteint.

Ce contrat incluait un autre objectif très fort : le transfert de savoir-faire, très important dans le cadre d'un pays comme l'Algérie. L'objectif qui nous est assigné est de faire en sorte que les responsables, les cadres algériens, les agents de maîtrise et les ouvriers algériens qui travaillent sur les réseaux d'eau et d'assainissement de la ville d'Alger, acquièrent plus de savoir-faire, soient mieux formés de manière à pouvoir exercer progressivement l'ensemble des responsabilités et prendre en charge l'ensemble du service public.

Dans ce domaine, Suez a fait des choses assez exceptionnelles. Nous avons innové, en mettant au point un outil de transfert de savoir-faire qui permet non seulement d'identifier les besoins équipe par équipe mais aussi de mesurer les progrès qui ont été faits. C'est pour nous un élément de fierté : Notre métier « Eau et assainissement » a été subdivisé en 40 métiers élémentaires : ceux qui réparent les fuites, ceux qui entretiennent les stations de pompage, ceux qui font du traitement de l'eau... Sur ces 40 métiers, nous avons formé les quarante référents algériens. Là où, il y a cinq ans, faute de savoir-faire et de cadres locaux, il y avait un certain nombre d'expatriés, les 40 référents des 40 métiers sont aujourd'hui algériens.

Les conditions d'un partenariat gagnant/gagnant

La première condition de réussite est de bien définir le rôle de chacun. Nous sommes

une entreprise prestataire de services publics. Il appartient aux autorités politiques de fixer les objectifs et les moyens financiers à mettre en œuvre. Nous apportons notre savoir-faire. Cette règle a été parfaitement respectée en Algérie. Original dans le transfert de savoir-faire, le contrat que nous avons signé à Alger est le premier de ce type au monde. Dans ce contrat l'entreprise publique reste à 100% publique. Il n'y a aucune privatisation, même partielle, du capital, mais on nous a confié le management de cette entreprise. Nous en sommes les gestionnaires pour le compte des autorités politiques algériennes.

La deuxième clef de réussite est le partenariat. Aucune entreprise au monde qui travaille dans le domaine des services publics, dans le domaine de l'aménagement du territoire, ne peut réussir sans un partenariat très fort avec les autorités politiques. De ce point de vue, nous avons trouvé une forme de partenariat excellente. Si nous avons réussi à atteindre le 24/24, c'est parce que les autorités algériennes ont décidé de mettre en œuvre les programmes d'investissement nécessaires. Sans les programmes d'investissement nécessaires pour construire les usines d'eau, réaliser les adductions d'eau, les collecteurs d'assainissement, nous n'aurions pas réussi à protéger les plages ni à distribuer de l'eau 24/24.

C'est donc bien d'un partenariat qu'il s'agit et notre rôle est d'apporter une dynamique nouvelle, de gérer les équipes, de savoir gérer les projets. Ce contrat emblématique d'Alger vient d'être renouvelé pour cinq ans. Nous venons d'élargir le périmètre du contrat puisqu'on nous a confié la partie de la métropole algérienne du côté de Tipasa.

Nous pouvons faire d'autres choses, nous pouvons faire plus. Il appartient aux autorités algériennes d'évaluer leurs besoins complémentaires. Nous avons engagé des discussions en particulier dans le domaine des déchets (collecte, traitement, recyclage). Il existe aujourd'hui, dans le domaine des déchets, des technologies nouvelles pour recycler les matériaux et produire de l'énergie.

Nous pourrions probablement, à terme, utiliser ensemble les compétences de SEAAAL au bénéfice d'autres villes algériennes, de taille plus petite où l'on pourrait utiliser la société des eaux d'Alger comme relais pour améliorer le service public dans les villes secondaires.

En matière d'aménagement du territoire nous sommes aussi très présents avec un bureau d'études, filiale du groupe (SAFEGE), qui emploie une centaine d'ingénieurs présents partout en Algérie, non seulement à Alger mais à Sétif, à Ouargla, à Ghardaïa ... SAFEGE assiste notamment les autorités dans les grands projets d'adduction d'eau (transfert « Est-Ouest » d'eau vers les hautes plaines sétifiennes par exemple)

Le rôle d'une entreprise privée pour le service public

Une entreprise est forcément dans une relation marchande. Nous sommes une entreprise privée, nous vendons des prestations de services pour lesquels nous sommes rémunérés. Les deux parties y trouvent une valeur ajoutée, y trouvent un bénéfice. Mais les entreprises comme les nôtres sont beaucoup plus que cela. Nous sommes, entre autres, porteurs de valeurs de service public au sens où nous l'entendons tous : l'accès à tous aux services publics et l'égalité de tous devant le service public, la continuité de service 24h/24... Notre conception du métier de distributeur d'eau nous impose, dans le cadre des contrats, de donner l'accès à l'eau à l'ensemble des habitants d'un territoire. C'est une valeur du service public à laquelle nous sommes très attachés en France. Nous sommes porteurs de cette valeur.

Quand un opérateur s'installe, il fait progresser l'entreprise locale qui sert ensuite de référence à d'autres entreprises. Il a donc un impact positif sur l'ensemble du territoire parce qu'il devient une référence en matière de formation du personnel et de gestion. Nous sommes, par exemple, très attentifs à tout ce qui concerne la sécurité du personnel au travail. Il est certain que d'autres entreprises algériennes s'inspireront du savoir faire acquis par SEAAL.

Monsieur le ministre a parlé la nécessité d'éviter le repli sur soi. Les acteurs économiques jouent un rôle dans le rapprochement entre les hommes. Aujourd'hui nous avons des équipes françaises qui travaillent en Algérie. Ces équipes vont, viennent, créent des relations, apprennent à connaître le pays. Quand nous organisons des journées techniques en France, nous faisons venir des cadres et des techniciens algériens. Les gens apprennent donc à mieux se connaître. De ce point de vue, l'entreprise a aussi un rôle à jouer pour l'ouverture, contre le repli sur soi. Et comme nous sommes un groupe mondial, il est certain que les cadres algériens ont aussi accès à d'autres ouvertures et voient d'autres choses dans le monde en dehors de l'Algérie et de la France.

Les enjeux de l'eau en Méditerranée : le forum mondial de l'eau à Marseille

Je veux terminer par un appel : Un forum mondial de l'eau se tiendra à Marseille au mois de mars. Il est très important qu'à cette occasion on parle beaucoup de la Méditerranée. Les précédents forums ont eu lieu à Istanbul et à Mexico, celui-là se tient à Marseille, en France, au bord de la Méditerranée. Il faut donc absolument que nous évoquions les enjeux spécifiques de l'eau autour de la Méditerranée...

BARIZA KHIARI

De votre intervention je retiens plusieurs choses : Vous êtes respectueux des objectifs fixés par les Algériens eux-mêmes, ce qui est extrêmement important. Vous apportez un savoir-faire et des transferts de technologies, de formations d'ingénieurs. Entre la décision politique et l'intervention technique, vous améliorez le sort des habitants de l'Algérie, ce qui s'inscrit dans la belle définition de l'émir Abd el-Kader : « La politique, c'est porter sur soi le destin d'autrui ».

Vous avez évoqué le service public auquel je suis très attachée. En France comme ailleurs, en Algérie par exemple, le service public reste « le patrimoine de ceux qui n'en ont pas ».

Je passe la parole à Samir Karoum, Président d'Alstom Algérie, entreprise implantée de longue date en Algérie.

SAMIR KAROUM *

Les fruits d'un engagement durable

ALSTOM a une relation durable avec l'Algérie depuis plus de 30 ans, et nous aurons d'ailleurs le plaisir de souffler les bougies de notre 10ème anniversaire en tant que filiale de droit algérien dans quelques jours.

Nous avons pu l'entendre lors des interventions précédentes beaucoup a été fait ces dernières années et il reste beaucoup à faire : D'ici 2030, 14 millions d'Algériens rejoindront les villes, ce qui constitue un ensemble considérable de défis à relever en termes d'aménagement du territoire et d'environnement.

Je voudrais en premier lieu, faire un rapide tour d'horizon des projets que nous avons eu la chance de lancer et qui participent en droite ligne à l'aménagement du territoire avec un éclairage particulier sur la manière dont nous avons choisi de les conduire. Puis, plutôt que de vous parler des perspectives économiques, de l'intérêt de la régionalisation de la zone Méditerranée ou des nouvelles possibilités de partenariats dans les secteurs de l'Énergie et des Transports, je voudrais insister sur les comportements à adopter pour pérenniser une relation durable.

* Alstom est implanté de longue date en Algérie et participe à son processus de développement. L'entreprise leader mondial en matière de transport, travaille sur bon nombre de projets (tramways d'Alger, d'Oran, de Constantine, l'électrification de la banlieue d'Alger, entre autres). Alstom Algérie emploie six cents collaborateurs.

Les activités d'ALSTOM sont par nature au cœur des politiques de développement et d'aménagement du territoire de l'Algérie puisque qu'elles s'inscrivent dans les problématiques de l'accès à l'électricité et à l'eau, des transports et du respect de l'environnement.

ALSTOM délivre ainsi des solutions innovantes, et respectueuses de l'environnement, partout en Algérie :

- dans l'énergie avec des contrats pour la SONELGAZ ; de réalisation (RELIZANE, et TERGA) ou réhabilitation de centrales électriques (MARSAT), ainsi qu'un nombre important de postes haute tension (SIDI ALI BOUSIDI, HASSI HAMEUR etc..)
- dans le secteur de l'eau pour l'ANBT à travers la réalisation des systèmes de pompage de grands barrages (BENI HAROUN) ainsi que les système d'alimentation des stations de dessalement d'eau de mer (OUED SEBT, SKIKDA, HONAINÉ etc..)
- et enfin dans le secteur des transports, bien sûr, avec les contrats des tramways (Alger, Oran et Constantine) en cours de réalisation pour l'Entreprise du Métro d'Alger (EMA) et le contrat d'électrification des lignes de la banlieue d'Alger qui a été livré à l'Anesrif-SNTF (1) en 2009.

A ce titre, la mise en service du projet du Tramway d'Alger en mai 2011, structurant pour la capitale dans le cadre de sa politique de rééquilibrage vers l'est, est symbolique pour le pays, car il fait du tramway un levier de développement et de modernisation des principales agglomérations algériennes.

Ce faisant, tout naturellement, les activités du groupe ALSTOM en Algérie contribuent à l'emploi, ont à cœur le transfert et l'échange systématique de savoir-faire et de compétences, et participent au développement de l'industrialisation de l'économie algérienne.

En effet, suivant sa stratégie de partenariat à long terme basée sur la technologie et le développement durable, ALSTOM Algérie a augmenté de façon significative le nombre de ses effectifs permanents pour atteindre plus de 900 collaborateurs en 2011.

En outre, dans le cadre de la réalisation de ses contrats, la coopération d'ALSTOM avec ses partenaires algériens impacte le développement de l'emploi et du savoir-faire industriel national. A simple titre d'exemples :

ALSTOM Algérie et son partenaire ORASCOM emploient plus de 1500 personnes sur le projet de réalisation de la centrale électrique de TERGA.

ALSTOM Algérie, ses partenaires ETRHB et Todini ainsi que les entreprises associées, emploient environ 1500 personnes à la réalisation du tramway d'Alger.

Certes, une dynamique positive existe déjà. Mais nous pouvons aller plus loin. De nouvelles étapes dans le renforcement des relations entre nos sociétés de chaque rive

de la Méditerranée viennent de voir le jour. ALSTOM, l'EMA et FERROVIAL viennent en 2011 de créer CITAL, une société commune (à 51% algérienne) pour assembler et maintenir les rames de tramways Citadis. C'est la première collaboration industrielle de ce type dans le domaine ferroviaire au Maghreb. Inscrit dans le cadre du vaste programme public de développement économique et social 2010-2014, il permettra de satisfaire les besoins en tramways qui naissent de la demande croissante de mobilité dans l'ensemble des wilayas. Employant à terme plus de 300 personnes, CITAL participera à l'essor économique de la région d'Annaba, tout en développant le tissu des petites et moyennes entreprises du pays.

Ma présentation de l'expérience d'ALSTOM en Algérie se conclut donc par un partenariat d'exception. Et comme dans tout engagement ou relation durable, rien n'est possible sans confiance. Celle-ci, comme vous le savez, ne se décrète pas mais se gagne. Je voudrais à cet égard insister sur les modalités de construction de cette confiance entre l'Algérie et la France.

Ceci n'est que mon expérience personnelle, mais j'ai souvent constaté que si nos échanges n'étaient pas toujours fructueux, cela tenait davantage du manque de dialogue que de véritables malentendus. Je pense qu'il faut absolument éviter, comme dans certains vieux couples, de croire tout deviner de l'autre, et au contraire nous devons tendre à nous redécouvrir sans cesse, avec humilité, sans arrogance d'une part, sans fierté de l'autre.

Cette posture de redécouverte s'articule selon moi autour de deux axes :

Il faut d'une part que les acteurs des échanges entre la France et l'Algérie aient systématiquement à l'esprit cette nécessité d'ouverture et une attitude réelle et sincère d'écoute et de bienveillance. Toutes les personnes qui ont une expérience de l'Algérie devraient avoir un rôle pédagogique à jouer afin de contribuer au succès des interactions entre l'Algérie et la France. L'AFA, à ce titre, a toute son importance pour dynamiser les expériences d'échanges permettant au plus grand nombre d'acteurs du développement de partager et d'apprendre à véritablement se connaître.

Il faut d'autre part que cette redécouverte s'ancre plus fortement auprès de la génération montante. Ancrage qui devrait passer par un partage plus grand dans le domaine de l'enseignement. À ce propos, je suis très optimiste et me félicite de constater que bon nombre d'acteurs économiques créent déjà des ponts avec les universités et, d'une façon plus large, avec le monde de l'enseignement en Algérie. Beaucoup d'initiatives commencent à se mettre en place. ALSTOM est aussi acteur et membre de plusieurs de ces associations qui ont pour but de développer les talents et l'esprit d'entrepreneuriat dans le pays.

C'est à mon sens dans cette direction qu'il faut regarder pour multiplier les ponts entre nos deux rives car cette génération montante sera le fruit de cette belle relation.

BARIZA KHIARI

Dans la première partie de votre exposé, vous nous avez parlé d'Alstom. Vous avez insisté sur le secteur des transports parce que le désenclavement des quartiers, des villes et la possibilité de rallier plus rapidement le domicile et le lieu de travail sont des améliorations très importantes pour les habitants. J'évoquais d'ailleurs, à propos du Grand Paris, le débat sur les trajets domicile/travail, sur la diminution du temps de transport.

Vous nous faites part de l'amélioration des conditions de l'emploi et vous êtes créateur d'emplois. Vous générez des sous-traitants et des filiales qui bénéficient de votre implantation en Algérie.

Dans un deuxième temps, vous avez évoqué une chose importante : la construction d'une relation de confiance, vous référant à la notion de couple. Effectivement, on parle toujours du « couple » franco-algérien. Et, comme dans un couple, on pense se connaître et on ne fait jamais d'efforts. Je terminerai en disant : « Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour » et c'est ce que vous nous demandez.

Nous allons maintenant évoquer la coopération décentralisée avec M. l'ambassadeur Siefer-Gaillardin, vice-président de l'AFA, Ancien ambassadeur en Algérie.

ALFRED SIEFER GAILLARDIN *

La coopération décentralisée

Je me tourne vers vous, cher Cherif Rahmani, avec un sentiment d'immense reconnaissance et d'amitié. Je me souviendrai toujours de cette matinée de printemps en 1998 où eut lieu la toute première visite à Alger d'une délégation française dirigée par Bernard Stasi - dont vous avez évoqué la mémoire -, accompagné de Georges Morin.

Bernard Stasi représentait « Cités Unies France » : Il est assez paradoxal que nous nous retrouvions aujourd'hui autour de cette table pour parler de coopération décentralisée ! Ce qui m'avait frappé à l'époque, c'étaient déjà les mots qui viennent d'être évoqués : l'amitié, la confiance et le partenariat. C'est la définition même de la coopération décentralisée.

* Alfred Siefer-Gaillardin, ancien conseiller diplomatique de Georges Pompidou, fut Directeur des Amériques au Quai d'Orsay. Ambassadeur de France au Canada et en Espagne il fut ambassadeur de France à Alger de 1997 à 2000. Il est Vice-président de l'Association France Algérie

Je vais faire la distinction, dans mon propos, entre ce qui relève de l'association et de la vie associative et ce qui concerne la coopération décentralisée.

La coopération décentralisée est menée sur les deux rives de la Méditerranée par les collectivités territoriales, en France les régions, les départements, les communes et leurs groupements, en Algérie les wilayas et les APC.

À non arrivée, la coopération décentralisée était soit au point mort, endormie comme la Belle au bois dormant, soit inexistante. Aujourd'hui, plus de 160 projets de coopération décentralisée entre la France et l'Algérie concernent 61 collectivités. Une carte établie par la direction de la mondialisation du Quai d'Orsay inventorie toutes ces coopérations décentralisées entre nos deux pays⁸.

Dans cette coopération décentralisée, la relation au niveau des personnes, au niveau élémentaire de la vie citoyenne, de la vie publique, est essentielle, à mes yeux, pour constituer un sentiment d'appartenance, d'organisation démocratique et de capacité d'action. Il faut reconnaître que nous Français avons consenti relativement tard à faire confiance aux collectivités territoriales. Il a fallu attendre 1982 pour qu'une loi confère aux autorités décentralisées une parcelle de l'autorité détenue jusque là par l'État et 1992 pour organiser cette coopération décentralisée. J'espère que bientôt, de l'autre côté de la Méditerranée, une loi autorisera et responsabilisera les collectivités territoriales à un niveau équivalent.

Nous avons extraordinairement facilité pour ces collectivités territoriales l'appel à projets, l'appel à intentions de coopération et, le cas échéant, de financement complémentaire. C'est, en France, « Cités Unies France » qui est devenue l'interlocuteur privilégié - mais pas unique - notamment du ministère des Affaires étrangères lorsqu'il y a des financements complémentaires à obtenir.

Aucun domaine relevant de la compétence des collectivités territoriales n'est a priori exclu d'une coopération internationale, donc de la coopération entre collectivités territoriales françaises et algériennes. Au-delà des jumelages traditionnels, première forme de contact décentralisé, la liste est longue des domaines de coopération : la culture, le sport, l'éducation, l'enseignement, la coopération universitaire, la coopération scientifique et technique, la formation des responsables locaux, le tourisme, la formation agricole, le co-développement, la santé (prévention, coopération hospitalière), la condition de la femme, le développement...

On a parlé de l'eau, de l'assainissement, notamment avec la loi Oudin⁹ qui permet en France un financement privilégié des actions entreprises par les collectivités territoriales étrangères dans ce domaine.

⁸ http://cncd.diplomatie.gouv.fr/doc/P_13_Coop%C3%A9ration_d%C3%A9centralis%C3%A9e_ALG%C3%89RIE-2009.pdf

⁹ Parue au Journal Officiel du 10 février 2005, la loi Oudin, initiée par Jacques Oudin, président-fondateur du Cercle français de l'eau. Elle permet aux collectivités locales de consacrer jusqu'à 1% du budget annexe de leurs services d'eau et d'assainissement à des actions de coopération internationale.

Tout ceci montre bien que, dès lors que l'État central fait confiance aux collectivités territoriales et que la confiance s'établit entre les deux partenaires sur chaque rive de la Méditerranée, le champ est immense.

Vous avez parlé tout à l'heure de la nécessité d'un rapport renouvelé dans le couple. Qu'y a-t-il de plus fort que de permettre ce dialogue à tous les niveaux, cet investissement sur des projets partagés ? Qu'y a-t-il de plus fort que la réalisation des objectifs communs qu'on s'est fixés ? Je suis un fervent partisan de la coopération décentralisée parce que j'en vois les résultats. Comme nous l'avons entendu ce matin, la production de lait dans différents endroits en Algérie est le prototype de ce que pourrait être la coopération décentralisée.

Pour conclure, ce que nous souhaitons vivement, c'est que du côté algérien où on observe une extraordinaire demande mais surtout un potentiel formidable (probablement le plus important au sein du Maghreb, peut-être au sein du monde arabe, peut-être même au niveau de l'Afrique), nous sachions saisir, Monsieur le ministre, cette orientation, cette émergence d'une volonté d'agir en commun. C'est ce que je vous souhaite à tous.

BARIZA KHIARI

Après avoir cité cité l'émir Abd el-Kader, je ne peux faire moins que de citer son maître Ibn Arabi : « Les hommes sont les ennemis de ce qu'ils ignorent ». Au-delà des jumelages, avez-vous dit, Monsieur l'ambassadeur, la coopération décentralisée participe du recul des préjugés en ce que les élus se parlent et les citoyens se connaissent à travers ces projets décentralisés de coopération.

Je donne la parole à M. Rahmani qui va réagir aux propos de M. l'ambassadeur.

CHERIF RAHMANI

J'étais au cœur de ce processus de coopération décentralisée quand j'étais à la tête de la Direction générale des collectivités locales. À l'époque de M. Defferre, on avait impulsé d'excellentes relations entre Marseille et Alger et initié une très belle jonction entre des départements français et algériens.

Aujourd'hui on observe dans le monde une double convergence. On voit d'un côté cette convergence vers les régions, vers des espaces agrégés plus importants, mais d'un autre côté on sent le besoin de revenir vers le territoire, vers la proximité, vers les racines, vers l'authenticité, vers la mémoire, bref vers soi ... donc vers le local. Les Américains désignent ce double mouvement par le mot « glocal ». Nous sommes dans cette dynamique, vous avez raison, mon cher ambassadeur.

Un autre mouvement me semble important. Jadis, le jumelage, la coopération décentralisée s'exerçaient dans le « bunker » de la mairie : le maire, ses adjoints et quelques techniciens. Aujourd'hui on voit plus loin. C'est toute la ressource du territoire qu'il faut faire adhérer à cette décentralisation : les entreprises, les PMI, les PME, les associations, les citoyens, l'université, les experts...

C'est donc vers cette double dynamique que l'Algérie et la France devraient s'orienter pour fédérer et fertiliser, pour reprendre les mots de M. Raffarin.

En complément de ce nivellement par le haut dont j'ai parlé, une convergence doit aussi être assurée, par le bas, pour créer ce bon réseau.

DE LA SALLE

J'ai eu l'occasion de faire votre connaissance, Monsieur Rahmani, à travers un livre sur les réserves foncières à l'époque où je faisais mon mémoire d'ingénieur à Alger. Depuis, vous avez occupé beaucoup de hautes fonctions.

Je voudrais vous interpellier sur l'aspect de nos villes et aussi interpellier les sociétés qui travaillent dans la gestion de l'eau à propos des innombrables fuites générant une perte d'eau énorme dans toutes les villes et tous les villages d'Algérie.

Qu'en est-il, Monsieur le ministre, des actions concrètes, des programmes concrets qui amélioreront ou qui ont amélioré la situation dans certains centres urbains en matière de propreté, en matière de gestion des déchets ?

DE LA SALLE

Ma question s'adresse particulièrement aux entreprises qui travaillent en Algérie. Vous nous avez présenté l'ensemble des contrats que vous avez actuellement en Algérie. Vous les associez à une coopération. Au-delà de ces contrats, que restera-t-il de vos entreprises en Algérie ? Pensez-vous pérenniser votre activité en Algérie en investissant dans les fabrications, dans les bureaux d'études ? Ce serait le moyen d'assurer la capacité d'étude qui fait défaut actuellement en Algérie au niveau des

fabrications, donc la domiciliation d'un certain nombre d'industries qui pourraient se développer au fur et à mesure en Algérie. Alstom a investi dans la production d'énergie à Terga. C'est un investissement pérenne. Quels sont vos projets et vos intentions au niveau des fabrications, notamment dans la chaudronnerie et dans les équipements électriques ?

DE LA SALLE

Ancien diplomate français, j'ai travaillé comme responsable des services de coopération française dans un pays de l'Océan Indien.

Je voudrais intervenir sur la question de la coopération décentralisée sur laquelle j'ai une expérience très concrète. Une coopération décentralisée, notamment en ce qui concerne l'Algérie, suppose une décentralisation effective. Or, aujourd'hui, on a une déconcentration mais pas véritablement de décentralisation. J'espère que ce processus sera entamé à l'avenir pour améliorer la question de la gouvernance.

Sur la coopération décentralisée elle-même, j'aurais aimé qu'on parle de coopération organisée. On déplore dans maints pays une sorte d'émiettement, de redondance d'interventions entre les différents partenaires du développement. Il n'y a pas que la coopération décentralisée avec la France, d'autres pays interviennent. Cela pose un certain nombre de problèmes. Ma question est donc celle de l'organisation de la coopération décentralisée. Lorsque c'est un partenaire au développement qui prend en charge la coordination de cette coopération au plan local, ça ne fonctionne pas.

Quelles décisions ou modalités sont prises en Algérie pour coordonner cette coopération ?

DE LA SALLE

Ma question s'adresse au ministre de l'aménagement du territoire. Le territoire ne s'arrête pas aux frontières d'un pays. Il s'inscrit lui-même dans un espace plus large. Pouvez-vous nous donner quelques informations complémentaires sur la vision algérienne de l'aménagement du territoire au sein de la zone méditerranéenne ?

CHERIF RAHMANI

Je comprends l'impatience de mon ami. Cette impatience légitime est partagée en Algérie.

Nous avons hérité d'un passif environnemental important qui a plus d'un siècle, tant dans le domaine de l'eau que dans celui des déchets, de la pollution industrielle ou de l'occupation du territoire. De gros efforts ont été faits. Pour ne pas donner l'impression d'être « en campagne », je ne ferai pas de bilan ni ne citerai de chiffres. Pourtant, je suis fier de dire que je suis en campagne pour mon pays et pour une relation apaisée, renouvelée, ouverte sur l'avenir, entre nos deux pays. C'est ma conviction, c'est mon credo.

Lorsque nous parlons d'environnement, nous parlons de comportement du citoyen. Nous sommes dans l'immatériel. Ce n'est pas un barrage qu'il faut réaliser, c'est un changement de posture, c'est une culture, c'est une manière d'être. Cela ne se fait pas aussi rapidement que la percée d'une route. Cela demande du temps. C'est pourquoi l'une des dimensions essentielles de la politique de mon pays est d'enraciner la culture environnementale. Nous avons généralisé l'éducation environnementale à l'ensemble des 25 000 écoles algériennes. Partout on enseigne ce qu'est un déchet, ce qu'est l'économie circulaire. Partout les enfants apprennent ce qu'est un séisme, le feu et la forêt, l'eau et le cycle de l'eau. Nous avons commencé à bâtir une nouvelle génération qui construira, à partir de l'école, cette relation féconde entre nos deux pays, pour générer une nouvelle citoyenneté, une nouvelle vision du monde, de la vie et de la nature, pour sortir de l'ancienne vision usufuitière, rentière, de la nature. Nous sommes dans une vision d'équilibre, de consommation modérée de ce qu'ont laissé les générations passées et qu'il faudrait laisser aux générations futures.

C'est cela le défi : inculquer une nouvelle culture, un nouveau comportement pour assurer cette nouvelle convergence.

Les universités de Harvard et de Stanford, dont personne ne peut contester la capacité d'expertise de la vie, ont placé l'Algérie au 42^e rang dans le monde, sur 160 pays, non pour son niveau environnemental mais pour l'effort réalisé sur le plan législatif, sur le plan de l'équipement, sur le plan de l'éducation environnementale. C'est le premier pays arabe et le deuxième pays africain après Mauritius. Nous attendons pour 2012 le nouveau classement pour pouvoir nous réajuster mais nous sommes fortement conscients de ce qu'il reste à faire et du passif environnemental dont nous avons hérité. Il faudrait ensemble faire de l'environnement une question horizontale pour que l'ensemble des acteurs puissent aider à le résoudre.

En ce qui concerne maintenant la dernière question, je crois avoir dit que le schéma national d'aménagement du territoire s'inscrit dans une perspective temporelle de vingt ans mais aussi dans un espace beaucoup plus grand que l'Algérie : l'espace maghrébin, l'espace sahélien mais aussi l'espace méditerranéen. Pour tous les équipements structurants, importants que nous réalisons, pour l'autoroute par exemple, nous prévoyons la liaison, la convergence avec les réseaux routiers, autoroutiers, ferroviaires, informatiques, des pays voisins. Nous sommes dans une perspective

dynamique d'ouverture sur l'autre pour que nous soyons avec l'autre. Cette dimension ouverte de l'aménagement du territoire nous semble être la base pour construire les nouveaux rapports avec mes amis marocains, mes amis tunisiens et mauritaniens, nos amis libyens mais aussi nos amis du sud du Sahel et bien évidemment la France et l'ensemble des pays du sud riverains de la Méditerranée.

ALFRED SIEFER GAILLARDIN

A propos du risque d'émiettement de la coopération décentralisée, je souligne qu'il existe une coordination, ce sont les rencontres algéro-françaises des maires, des présidents des collectivités territoriales. Une de ces réunions devrait se tenir quelque part en Algérie courant 2012. C'est au cours de ces rencontres que sont débattues les grandes orientations. Une fois que le débat a eu lieu, il en découle quand même une certaine coordination, assurée par ailleurs au niveau de chacune des collectivités territoriales. Ce n'est donc pas le désordre organisé, contrairement à ce que votre question sous-entendait.

Messieurs les représentants des entreprises Suez et Alstom, vous avez été sollicités sur des questions portant sur les bureaux d'études, les filiales et la sous-traitance. Mais M. Samir Karoum avait répondu pour partie à cette question.

SAMIR KAROUM

À la question « Que se passe-t-il après les projets et comment investissez-vous sur les bureaux d'études et la fabrication ? » je donnerai une réponse pour le transport, une réponse pour l'électricité.

Pour le transport, l'Algérie bénéficie d'une situation assez exceptionnelle car il va falloir pourvoir une dizaine de villes en tramways dans les prochaines décennies. Nous avons décidé de créer une usine algérienne pour satisfaire cette demande.

Pour l'électricité, la situation est différente. Un certain nombre de centrales électriques existent. En revanche, par rapport à d'autres pays, il n'y a pas, a priori, de besoins qui justifient l'investissement colossal que représente la construction d'une usine. Pour pouvoir rentabiliser cet investissement, il faudrait produire une dizaine de fois l'énergie dont l'Algérie a besoin. Ceci répond à la question sur la fabrication locale dans le domaine électrique en Algérie.

Alstom Algérie a deux bureaux d'études internes qui sont des références mondiales. Je prendrai l'exemple de celui que je suis fier d'avoir mis en place : Il travaille sur les automatismes, dans l'électricité, et emploie une vingtaine de personnes, des ingénieurs considérés comme experts par Alstom qui aujourd'hui exportent leurs compétences. Une partie de notre activité, qui exporte, est donc pérenne. Ces experts algériens réalisent des projets au Danemark, aux USA, en Afrique, en Asie. Nous pérennisons nos activités mais nous n'avons pas vocation, malheureusement à tout développer.

BERNARD GUIRKINGER

Que restera-t-il de nos entreprises ?

Nous nous inscrivons dans des partenariats de moyen et long termes, nous avons des filiales qui construisent des usines. Ces usines resteront.

J'ai beaucoup insisté sur le transfert de savoir-faire. Nous nous attacherons à ce qu'il soit pérenne.

Nous avons un bureau d'études en Algérie qui rassemble une centaine d'ingénieurs. La quasi-totalité d'entre eux sont des Algériens et la quasi-totalité des études que nous confient aujourd'hui les Algériens dans le domaine de l'eau sont faites sur place à Alger et dans des villes de province.

Le groupe GDF-Suez investit dans le domaine de l'exploration du gaz, avec des partenariats très étroits et des co-investissements avec Sonatrach.

BARIZA KHIARI

Il ne reste plus qu'à remercier nos intervenants pour le contenu de leurs propos.

Je voulais aussi remercier les personnes qui se sont exprimées depuis la salle pour la pertinence de leurs questions qui ont permis à nos intervenants de compléter leur propos initial.

*LA DIMENSION HUMAINE ET SOCIALE DE LA RELATION
FRANCO-ALGÉRIENNE*

*L'IDENTITÉ DES DEUX SOCIÉTÉS ET LEUR PROJECTION DANS
L'AVENIR*

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Nous allons aborder une table ronde intitulée « La dimension humaine et sociale de la relation franco-algérienne ». Monsieur Gilbert Meynier n'a malheureusement pas pu nous rejoindre. Mais Monsieur Malek Chebel ne se trouve pas seul puisqu'il est en compagnie de Madame Michèle Gendreau-Massaloux, ancien recteur de Paris et recteur pour la francophonie qui remplit également une mission de coordination en matière universitaire au sein de l'UPM.

Je rappelle que Gilbert Meynier a publié deux livres sur L'Algérie et le Maghreb médian¹⁰ (un troisième n'est pas encore sorti) où il montre qu'il a toujours existé une très vaste entité entre le Maroc et la Tunisie (qui, quelquefois, a été absorbée), cette grande masse centrale du Maghreb qui est aujourd'hui l'Algérie, qui s'appelait autrement en d'autres temps (ainsi le royaume Ziride, à un certain moment). Les réalités sont là et s'enracinent loin dans l'histoire.

Monsieur Malek Chebel est bien connu par ses ouvrages portant notamment sur les grandes figures de l'islam, le Coran et son interprétation. Tous ces livres font partie du bagage de l'honnête homme.

Comment nos deux peuples entrent-ils en relation l'un avec l'autre ?

C'est une question difficile. Je développerai tout à l'heure l'idée qu'il y a un continuum franco-algérien, quelque chose qui n'existe probablement pas entre beaucoup d'autres peuples. Néanmoins, il y a des histoires, venues du fond des millénaires, il y a une dimension anthropologique, religieuse, civilisationnelle. Par conséquent il m'a paru important d'introduire cet aspect.

Je donne la parole à Monsieur Malek Chebel que je remercie.

¹⁰ L'Algérie des origines : De la préhistoire à l'avènement de l'Islam et L'Algérie, cœur du Maghreb classique. De l'ouverture islamo-arabe au repli (698-1518), Gilbert Meynier, Paris, La Découverte, 2007 et 2010.

MALEK CHEBEL *

Visibilité et invisibilité de l'Algérien
Plaidoyer pour une citoyenneté active

Malheureusement, Gilbert Meynier n'est pas là pour donner une réponse du point de vue français à la question que vous posez. Mais je suis ici depuis un peu plus de trente ans et, depuis quelques mois, j'ai passé plus de temps en France qu'en Algérie. Je peux donc me permettre de dire que je suis le plus algérien des Français et le plus français des Algériens. C'est donc un regard bienveillant et affectueux que je porte sur la société qui m'accueille depuis un quart de siècle.

Alors que dans les années soixante-dix, l'Algérien était l'enjeu de débats nationaux et internationaux, il enregistre aujourd'hui un déficit notoire de visibilité. A mon sens, l'Algérien souffre de trois niveaux d'invisibilités superposés, aux effets aggravants. Une première invisibilité proprement algérienne le réduit à être le spectateur de la vie publique, et a fortiori des décisions politiques majeures qui se prennent en son nom, sans qu'il ne soit ni consulté, ni actif. Acteur de son propre désarroi, il ne sait plus à quel saint se vouer. La situation de crise endémique le maintient en-deçà de toute forme de veille citoyenne. Cette invisibilité se traduit par une sorte de panique qui occupe son être tout entier, et ne lui laisse aucune parcelle de jugement. D'où, le malaise (diqa) que feu Jacques Berque avait si bien traité dans son approche du Maghrébin. L'Algérien est également invisible en France. Adeptes de l'intégration totale, républicain dans l'âme, ce «Pragmatique » sait user de ses ressources en matière de discrétion. Bien que dans l'ensemble, les Algériens jouissent de la double nationalité, acquise par la naissance ou à la suite d'une démarche volontaire de naturalisation, l'Algérien répugne au plan individuel à l'employer dans sa vie publique et ne s'engage que si ses intérêts sont à la fois immédiats, tangibles et bien définis. Je suis notamment surpris par la qualité d'expertise de ces citoyens français d'un genre un peu particulier qui, jusqu'à nos jours, aiment se distinguer des autres par l'inaction politique et par une réactivité associative qui les maintient en dehors du cercle sacré de la chose publique. Fort heureusement, cette deuxième invisibilité est en train de s'estomper, à différents niveaux de la mosaïque des fonctions. La troisième invisibilité est régionale (France-Algérie, Maghreb, Monde arabe), voire internationale. Il n'est pas un voyage que je fais en Europe,

* Anthropologue des religions et philosophe, il a étudié à Constantine puis à Paris où il obtient son premier doctorat de Psychopathologie clinique et de psychanalyse. Il a enseigné en France, en Belgique, aux États-Unis, au Maroc, et en Égypte. Il est notamment l'auteur d'un Manifeste pour un islam des lumières, d'un Dictionnaire amoureux des Mille et Une Nuits (Plon), d'un Traité du raffinement et de l'islam et la raison. Il est surtout l'auteur de la dernière Traduction française du Coran (éditions Fayard), accompagnée de son Dictionnaire encyclopédique du Coran.

au Proche-Orient ou dans les Amériques, y compris au Mexique, aux U.S.A. ou au Brésil, sans que je tombe sur des Algériens. Je les trouve au Canada où ils jouent un rôle non négligeable dans le domaine universitaire, je les trouve à New Orléans où ils prolongent leurs études, je les trouve à Rio où ils s'essaient au commerce transatlantique, mais chaque fois, les Algériens occupent ou recherchent des emplois qui ne les exposent pas. Raison pour laquelle, ils préfèrent des métiers à périmètre limité, stratégiquement et médiatiquement, en attendant peut-être d'occuper les métiers à plus-value symbolique, qui leur sont encore partiellement inaccessibles. Pourtant, une étude statistique à grande échelle, montrerait sûrement trois éléments sociologiques récurrents :

- Le savoir-faire algérien est loué partout.
- Le désengagement politique en est la caractéristique (ce qui n'empêche pas une solidarité de bon aloi, ainsi les Kabyles de France).
- L'invisibilité des élites algériennes est leur crédo.

Cette invisibilité a un profil et des conséquences : le profil est l'antithèse du ghetto. Contrairement à d'autres peuples, les Algériens ne savent pas construire des ghettos. Ils s'installent momentanément chez leurs proches, mais ils volent par leurs propres ailes à la première lueur du jour, trop libres pour accepter la moindre compromission et la moindre exigüité. Par tempérament, l'Algérien préfère souffrir seul de la solitude ou de la nostalgie plutôt que livrer à la cantonade un mal-être qu'il impute à ses seuls choix. Une partie de leur invisibilité vient donc de leur individualisme structurel. Les conséquences sont manifestes : aucun Algérien n'est prêt à tendre la main ou attendre d'autrui la moindre aide pécuniaire, car cela signifie pour lui, tout simplement, accepter un échec qui n'est pas prévu dans son agenda conscient. Ce phénomène était déjà observable chez nos premiers « immigrés », qui, rappelez-vous, ne se voyaient jamais revenir au pays sans être chargés de cadeaux onéreux de peur d'être vus par les leurs comme des perdants. Aujourd'hui, le phénomène est plus caché, mais il n'a pas perdu de son acuité.

En Algérie même, l'invisibilité confine à la défiance. Les jeunes sont désespérés de ne pas avoir un pays de Cocagne qui place leur bonheur en tête de toutes les préconisations publiques. Les jeunes sont désespérés de constater, jour après jour, que leurs députés sont des fonctionnaires comme les autres, ils attendent la fin du mois comme naguère le paysan des villages autogérés attendait non pas le fruit de son labeur, mais la paye qui lui venait d'Alger. Cet esprit chapardeur a dissuadé la plupart des Algériens d'espérer la moindre éclaircie du côté des députés. Cette forme de désengagement politique pousse l'Algérien à un scepticisme effrayant : « Je ne crois en rien », dit l'Algérien du coin de la rue, qui ajoute aussitôt : « A quoi bon ! » Mais Dieu seul sait combien cet Algérien n'attend que la moindre impulsion pour agir, « se bouger », ou exploser.

Cette invisibilité est surdéterminée par deux autres invisibilités, qui en disent long, l'une économique et l'autre mentale. L'économie d'abord, qui est surtout une économie souterraine et ne reflète aucune logique explicite. Tout le monde s'accommode de la situation d'un dinar endémiquement faible et d'un euro flamboyant, ce qui met à genoux les économies visibles au profit des économies parallèles. Et comme tous les Algériens participent de ce braconnage en règle, il n'est aucune étude sérieuse qui mette l'accent sur les dangers de ce trafic à grande échelle. Conséquence directe, beaucoup d'Algériens dans le monde ne veulent plus entendre parler de leur pays autrement qu'à travers la seule carte postale. Il est certes le lieu de sa naissance et le lieu d'ancrage de sa famille, mais pas suffisamment le lieu où il place ses économies, ni le lieu où il investit. Contrairement aux Marocains ou aux Tunisiens, les Algériens se méfient de leur pays auquel ils reprochent un ondoisement juridique et légal et une divagation politique qui sont, à leurs yeux, préjudiciables à toute forme de projet viable. Reste l'attitude : l'Algérien a bien vu qu'une forme de passe-passe opère en permanence, entre le public et le privé, entre le citoyen et la tutelle politique, entre le singulier et le pluriel. De cet esprit d'« import-export » d'un autre genre, il en ressort une identité bifide, voire contradictoire. Sans être schizophrène, l'Algérien doit toujours contenir et maîtriser des flux d'information inversés et des visions violentes de lui-même. Cette double faille caractérise également les liens avec les tiers, en particulier les Européens. Alors que dans leur discours officiel, les autorités laissent entendre que les investisseurs étrangers sont les bienvenus dans le pays de Saint Augustin et de Camus, le pays de Kateb Yacine et de l'auguste Émir Abd El-Kader, ils acceptent officieusement – quand ils ne l'encouragent pas – que les investisseurs locaux organisent la fuite de leurs capitaux à l'étranger.

On voit par ces quelques exemples que l'invisibilité de l'Algérien est devenue une seconde nature : il ne peut se percevoir autrement que privé d'une partie de lui-même, absent à son pays, absent au pays d'adoption et finalement absent au regard de toute problématique fondée sur le changement. L'anthropologie politique est encore chez lui un système abstrait et inopérant. Il lui faudra trouver d'autres voies pour exister, peut-être une réactivité fondée sur l'observation et l'exemple, et se poser lucidement toutes les questions qui fâchent. En particulier, celle qui l'extirpe une fois pour toutes de la passivité dans laquelle il se trouve. Cette passivité est certes confortable, mais elle induit des effets secondaires qui paralysent l'initiative. Il faut surtout que l'Algérien se décide enfin d'entrer de plain-pied dans une citoyenneté plus active, plus exigeante et, donc, plus responsable.

J'ai parlé en mon nom propre, en tant qu'auteur, mais également au nom de la Fondation pour un Islam des Lumières que je suis en train de créer et dont quelques privilégiés ont déjà eu un dossier de présentation. Je pourrais vous en dire plus, mais vous connaissez le tonneau des Danaïdes : on a beau le remplir, c'est sans effet, car

il est sans fond. Il faut que l'Algérien commence d'abord par trouver un fond à ce tonneau-là pour pouvoir le remplir utilement, et voir ainsi immédiatement le fruit de son travail.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Il n'est pas à la portée de tout le monde de rendre visibles les choses invisibles. J'essaierai de vous répondre par quelques biais tout à l'heure, au moment de la conclusion du colloque.

ENSEIGNEMENT, UNIVERSITÉ, RECHERCHE.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Nous allons maintenant aborder les aspects interuniversitaires.

Je voudrais souligner l'exceptionnelle densité des relations universitaires entre la France et l'Algérie. Il y a, me disait le ministre de l'Enseignement supérieur, 1 100 000 étudiants en Algérie, il y en aura 1 500 000 dans quelques années. C'est considérable. En France nous avons 2 200 000 étudiants, français et étrangers, en comprenant les universités, les grandes écoles, les classes post-baccalauréat des lycées et les instituts privés. Je rappelle que nous allons vers une population algérienne de 50 millions d'habitants en 2050. La France sera alors autour de 70 millions d'habitants. Encore dix ou quinze ans et les deux populations seront sans doute en nombre équivalent. L'espace de la coopération universitaire et scientifique entre la France et l'Algérie est tout à fait exceptionnel, à valoriser encore. 600 accords de recherche ont été signés entre les universités algériennes et les universités françaises ! Les moyens modernes de la communication, l'usage du français (parfois de l'anglais...) facilitent cet espace commun.

Je vais me tourner tout de suite vers Madame le Recteur Michèle Gendreau-Massaloux qui va nous parler de l'état et des perspectives de la coopération universitaire et scientifique franco-algérienne.

MICHÈLE GENDREAU MASSALOUX *

L'enseignement supérieur et la recherche, un engagement partagé entre l'Algérie et la France.

Je voudrais d'abord remercier celles et ceux qui ont organisé cette grande refondation pour n'avoir pas pensé que les enjeux de la culture, des sociétés, de l'enseignement soient secondaires. C'est d'ailleurs ce que vous faisiez déjà, Monsieur le ministre, quand vous étiez à la tête des enseignants français.

L'enseignement ne communique pas beaucoup. Vous le disiez, cher Malek Chebel, aussi des forces de la société civile, la communication n'est pas dans les gênes du corps enseignant. Il transmet, et Régis Debray serait bien placé pour savoir et pour dire que la transmission et la communication s'excluent. Transmettre, c'est se transmettre soi-même, sur le long terme, à travers des investissements dont les politiques, souvent, ne voient pas le résultat de façon évidente lors du mandat que leur ont confié les électeurs. Il faut du temps pour que la transmission, de génération en génération, donne des résultats structurants dans le monde du gouvernement de l'État des sociétés, de la recherche. La recherche, elle aussi, demande du temps. C'est un investissement dont les résultats, eux aussi, se font souvent connaître avec retard par rapport aux attentes des élus qui se soucient de rendre visible l'action publique immédiate.

Mais je crois que l'Algérie, c'est en tout cas le sentiment que j'ai eu tout au long de ces années n'a jamais cessé de penser, depuis son indépendance, que l'enseignement, que la recherche, que l'éducation, que l'université dans son rapport au monde de l'entreprise aussi bien qu'au monde des sciences fondamentales était un investissement d'avenir qu'elle n'a jamais cessé de cultiver et j'espère vous montrer en peu de temps qu'il s'est constitué un tissu exceptionnellement résistant aux intempéries que nous avons ensemble traversées et que nous traverserons sans doute encore, comme le disait Boualem Sansal, demain, un tissu sans arrêt strié par les événements douloureux mais que notre tandem est capable d'affronter le monde... je parlerai plutôt d'un tandem que d'un couple parce qu'il me semble avoir forgé au fil des ans une capacité de confiance.

Pour décrire le terreau fertile sur lequel se développe la dynamique à l'œuvre dans les partenariats universitaires et les rapports entre chercheurs, j'évoquerai seulement deux images du passé.

Depuis ma première « manif », contre l'OAS, - et je dis ma première manif comme on dit mon premier rendez-vous -, je voulais connaître l'Algérie. Je le fis à l'occasion

* Conseiller d'État, Recteur honoraire de l'Agence Universitaire de la Francophonie, Michèle Gendreau Massaloux a été secrétaire générale adjointe de la Présidence de la République et Recteur des Universités de Paris. Elle est Responsable du pôle enseignement supérieur, recherche, formation et santé de la Mission interministérielle de l'UPM.

du festival panafricain de 1969. Avec des Algériens qui construisaient un nouveau pays, je découvris ce qui donnait aux perspectives offertes par l'Indépendance un volet culturel ouvert sur le monde entier, et en particulier sur l'Afrique. Archie Shepp, Myriam Makeba célébraient cet espoir. Tipaza, avec Fernand Pouillon, m'apparut comme le symbole d'une Algérie fière de son passé et disposée à l'offrir au regard d'autrui. Les villes du M'Zab, Ghardaïa, Béni-Izguen, m'impressionnèrent.

Les amis qui bâtissaient la nouvelle Algérie ne cessaient de venir à Paris. En Algérie, des universités, nombreuses, naissaient et grandissaient, souvent créées par des professeurs qui avaient fait leurs études en France et qui gardaient des relations étroites avec les institutions qui les avaient formés. Ils n'oubliaient ni les massacres ni leur cortège de douleurs et de ressentiments, mais, au-delà de la guerre, un pays renaissait, et nombreux étaient aussi les Français qui l'aimaient.

Les années de braise furent, pour tous ceux-là, une décennie terrible. Ma seconde image se place au moment où, devenue recteur de Paris, je fis droit à la demande du Comité international de soutien aux intellectuels algériens, qui souhaitait relayer, depuis le Grand amphithéâtre de la Sorbonne, l'appel de l'ONU pour la paix civile en Algérie. Dans les locaux qui dépendent du recteur, la règle républicaine veut que ne s'exprime aucun parti politique ou mouvement religieux. Mais la circonstance ce soir-là, le 7 février 1994, me parut exiger la mise à disposition du symbolique « grand amphi ». Il y eut des discours marquants, dont se souvient encore, - il en parlait récemment devant un public d'étudiants américains, à Berkeley -, un des acteurs de la manifestation, Etienne Balibar. Mohamed Arkoun, Jacques Derrida, eurent des paroles fortes. D'autres voix me touchèrent également, des voix de femmes, au nom de la vie, pour la paix.

Ce fut encore une femme, Rosa Issolah, aujourd'hui directrice générale de l'École nationale supérieure agronomique d'Alger, qui vint me voir à Paris, peu de temps après mon élection à la tête de l'Agence universitaire de la Francophonie, en 2000, pour me dire qu'il fallait revenir en Algérie, dans ce monde universitaire qui n'avait pas cessé de penser en plusieurs langues, l'arabe et le berbère mais aussi le français.

Je découvris sur le terrain, avec des recteurs qui m'accueillaient avec générosité et amitié, le nombre d'étudiants, l'encombrement des premiers cycles, les problèmes d'emploi. Je me rendis également compte que les universités françaises, malgré les difficultés et le contexte concurrentiel qui plaidait pour des alliances efficaces quant au fatal « ranking », au nom de critères d'évaluation venus d'ailleurs, n'avaient pas cessé d'entretenir des relations étroites avec leurs homologues algériennes. Malgré les procédures, contraignantes et longues, imposées par l'administration, on allait vers la direction partagée de thèses, des bourses et des visas spécifiques, le tout demeurant cependant très insuffisant au regard des demandes.

Bien des éléments montrent aujourd'hui que ces propositions de travail courageuses

portent les prémisses d'un développement nouveau. Facteur essentiel de facilitation des échanges, le passage des universités algériennes au système dit « de Bologne » donne aux diplômés de même niveau un intitulé commun : licence, master, doctorat. Il fixe un calendrier universitaire de durée comparable et découpe les enseignements en modules transférables, des crédits, qui permettent que des études à l'étranger soient validées dans deux systèmes nationaux à la fois, ce qu'on appelle à Bruxelles European Credit Transfer System (ECTS).

Un autre des traits remarquables des évolutions actuelles est le regroupement des universités algériennes en trois régions, la région Centre, la région Est, la région Ouest, qui font penser aux Pôles Régionaux d'Enseignement Supérieur que la France a adoptés depuis la Loi de Responsabilité des Universités. Et il est curieux, mais pas si étonnant, de constater, comme je l'ai fait récemment à Alger, avec les Recteurs algériens et les Présidents français, qu'une sorte d'homothétie caractérise les relations entre les régions des deux pays : les universités de la région Centre d'Algérie sont liées celles de Paris ou de Tours, celles de l'Ouest à Nantes ou Bordeaux, celles de l'Est à Grenoble ou Marseille...

Un point fort de cette nouvelle donne, en 2010, a été la refondation de la conférence franco-algérienne de l'enseignement supérieur et de la recherche, à laquelle j'ai eu le bonheur de participer à Alger. La seconde conférence, les 18 et 19 octobre derniers, s'est tenue à Marseille et a mis l'accent sur des problèmes communs aux deux ensembles nationaux : professionnalisation de l'enseignement, entrepreneuriat, relations universités entreprises, formation en alternance - autant de sujets sur lesquels des propositions d'actions concertées ont été approuvées.

Une école doctorale commune a permis la formation de docteurs en grand nombre, en particulier dans le secteur des sciences humaines et sociales, et la littérature francophone, parfois délaissée en France, bénéficie désormais, en Algérie, de travaux de qualité. Une Agence algérienne de la Recherche doit voir le jour pour amplifier les résultats de l'école doctorale : il faudra en suivre les débuts avec vigilance.

Les deux systèmes, celui de l'Algérie et celui de la France, ont maintenant identifié les obstacles à lever, les dispositions législatives et réglementaires à modifier, de nouveaux pas à franchir ensemble...

Et pour moi ce que nous pouvons faire, Français et Algériens réunis, c'est aussi, dans le nouveau monde qui s'ouvre, utiliser en tandem les institutions multilatérales, pour mieux « regarder dans la même direction », en l'occurrence celle des savoirs et de la recherche. Depuis l'an 2000, avec les pouvoirs publics algériens, l'Agence universitaire de la Francophonie s'est, après la visite de Rosa Issolah, ouverte à l'adhésion des institutions algériennes : aujourd'hui, 52 en font partie, ce qui permet que des étudiants obtiennent des bourses non seulement vers la France mais vers de nombreux autres pays francophones, et qu'ils participent à des travaux scientifiques sur des objectifs de recherche communs, qui vont des questions de pédagogie des

langues aux problèmes agricoles et technologiques, en passant, par exemple, par la formation des journalistes, partout nécessaire et partout, selon moi, insuffisante.

Le conseil d'administration de l'AUF comprend dorénavant, de façon quasi institutionnelle, un Algérien, de mon temps le responsable d'un grand établissement, le recteur Benziane, et aujourd'hui le recteur de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB).

D'autre part, la gestion même de l'AUF est aujourd'hui entre les mains d'une équipe dont fait partie un Algérien de grand talent, que j'ai enlevé à son université d'Oran et avec lequel j'ai travaillé, pendant toutes mes années de « rectorat », en harmonie sans ombre, le vice-recteur Abderrahmane Lellou.

Dans ce contexte, nul doute que les possibilités du numérique démultiplient, dans un pays d'accès encore difficile, l'enseignement dit « présentiel ». Les autorités algériennes et les Recteurs ont donc concouru, avec l'AUF, à l'installation d'un premier campus numérique à l'USTHB. Des milliers d'étudiants enthousiastes ont pu et peuvent consulter les ressources des bases scientifiques en ligne et s'inscrire, à distance, à des diplômes préparés en partie de loin, en partie avec des professeurs de leur université, et validés dans plusieurs pays à la fois.

L'inauguration, sur cet impressionnant campus, au milieu des bâtiments conçus par Oscar Niemeyer, a été le début d'une véritable révolution numérique : aujourd'hui, au campus de l'USTHB se sont ajoutés ceux de l'Université d'Oran, celui de l'Université de Constantine et le campus numérique partenaire du Centre de recherches d'Alger sur les énergies renouvelables.

Le nombre de coopérations régionales avec d'autres pays de la Méditerranée, grandit rapidement. Plusieurs programmes fédèrent des universités de plusieurs pays des deux rives de la Méditerranée et se situent à un niveau scientifique international. Je ne citerai, à titre d'exemple, que le projet Mistrals, dont le centre administratif vient de s'installer à Malte, et qui permet à des équipes de haut niveau, dont celles de l'USTHB, rattachées en partie au ministère algérien de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme, de mesurer la qualité de l'air, de l'eau, les mouvements sismiques, ainsi que le réchauffement climatique et ses effets, en concevant des mesures préventives qui doivent permettre de le limiter.

Nous sommes tous les enfants de circulations méditerranéennes qui ont fait des pays de la rive nord les héritiers de ceux du sud, autant que de ceux du sud des développeurs de sciences et techniques passés par le nord : l'écrivain algérien Amin Zaoui, à Bruxelles il y a quelques jours, se disait descendant d'Apulée et de Saint Augustin, comme nous le sommes, nous qui parlons aujourd'hui de Paris, d'hommes et de livres porteurs de la culture arabo-andalouse.

Et ce que nous avons à faire ensemble, ce n'est pas seulement ce que nous souhaitons faire; c'est ce que nous faisons, c'est ce que nous ferons mieux encore si un nouvel élan politique se manifeste.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Un continuum lie cette table ronde et la suivante, intitulée « L'Algérie et la France au miroir des media ». On sent bien tout ce qu'il y a à la fois d'attrait passionné, de méconnaissance, de visibilité et d'invisibilité. Quand on m'a proposé de prendre la présidence de l'Association France-Algérie dans la perspective des cinquante ans de l'indépendance de l'Algérie, j'ai vu toutes les bêtises qu'on allait pouvoir dire. C'est ce qui m'a immédiatement convaincu d'accepter cette proposition. C'est l'origine du colloque : « Algérie-France XXI^e siècle ». Merci à Malek Chebel et à Michèle Gendreau-Massaloux.

L'ALGÉRIE ET LA FRANCE AU MIROIR DES MEDIA

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Monsieur Omar Belhouchet, Directeur d'El Watan, nous a fait l'honneur et le grand plaisir de traverser la Méditerranée pour se joindre à nous. El Watan, qui tire à plus de 150 000 exemplaires, est l'honneur de la presse algérienne.

Je n'ai pas besoin de présenter Monsieur Elkabbach qui exerça, entre autres fonctions, celles de président de France-Télévision et président d'Europe 1. On l'entend, on le voit, il nous est très familier, c'est un grand professionnel des media.

L'Algérie représente une part très importante de la vie de Jean Daniel. Écrivain, éditorialiste et fondateur du Nouvel Observateur, Jean Daniel n'a pas besoin, lui non plus, d'être présenté.

Régis Debray, philosophe, écrivain, essayiste, inventeur de la médiologie, va pouvoir nous éclairer de ses lumières.

Merci à tous d'être là.

Je vais tout de suite donner la parole à M. Belhouchet. Je ne sais s'il a pu entendre ce matin l'intervention extrêmement stimulante de M. Boualem Sansal. Celui-ci a donné le ton du colloque, l'affranchissant de toutes les pesanteurs.

Ce colloque a été très libre et je sais que vous-même vous exprimerez avec la liberté qui vous est habituelle.

L'image de la France dans la presse algérienne

Avant de parler de l'image de la France dans la presse algérienne, je dirai à Boualem Sansal que je ne partage pas son alarmisme. Le monde arabe est aujourd'hui dans une période nouvelle. Le passage par la démocratie est revendiqué par les démocrates. Vous en êtes un. Les urnes ont parlé en Tunisie, au Maroc, en Égypte, il va falloir faire avec. Nous n'allons pas refaire le coup de 1991-1992.

Le débat mériterait plus ample réflexion. Ces derniers mois, j'ai eu la chance d'être invité par nos amis tunisiens à cinq ou six reprises. À les entendre, ils sont beaucoup plus optimistes que ne le fut ce matin Boualem Sansal. Il y a une expérience nouvelle, il faut en prendre acte. S'il y a dans nos pays des forces sociales, des forces démocratiques, des forces politiques qui aspirent à autre chose, qu'elles se fassent connaître ! Nos régimes, nos politiques, l'autoritarisme dans nos pays ont favorisé bien davantage l'émergence des forces islamistes que les forces libérales. On ne peut pas éternellement invoquer la démocratie et crier à la fin du monde quand les élections ne donnent pas le résultat espéré.

De manière abrupte, j'ai donné mon sentiment par rapport à ce que j'ai écouté ce matin mais l'inquiétude est réelle. En même temps, un certain nombre de forces islamiques, que ce soit Ennahda ou d'autres au Maroc, s'évertuent à donner des garanties. Pourquoi ne pas les prendre au mot ? La différence entre la Tunisie et l'Égypte, c'est qu'en Tunisie il y a une véritable société civile. En Algérie, la société civile avait plus de poids pendant la « décennie noire » que maintenant. Elle a été totalement laminée avec l'arrivée de Bouteflika au pouvoir. Demain, face à l'arrivée des islamistes au pouvoir, y aurait-il en Algérie un rempart de la société civile ? il existe en Tunisie. Aujourd'hui, les femmes, les intellectuels, les médecins, les partis de gauche sont vigilants, sont conscients.

Contrairement à l'idée reçue en France, je ne pense pas que la presse algérienne soit anti-française ni que l'image de la France soit totalement négative.

« Les journaux sont la voix d'une nation », disait Camus.

Sur un certain nombre de sujets : la question de la mémoire, la question du sort des immigrés algériens en France, la question du Sahara occidental, soulevée par M. Brahimi, la presse algérienne est extrêmement dure à l'égard des autorités françaises, de leurs prises de positions.

^{*} Journaliste et directeur d'El Watan, Il a reçu la plume d'or de la liberté en 1994 Le journal El Watan est paru pour la première fois le 8 octobre 1990. Pour l'année 2010, l'OJD a annoncé que son tirage a atteint 155 364 exemplaires par jour. El Watan est l'un des premiers quotidiens au Maghreb à se doter d'un site internet.

La question de la mémoire fait l'unanimité de la presse algérienne, qu'elle soit arabophone, malgré ses excès dans le nationalisme, dans le populisme, dans la critique de la France, ou la presse francophone, y compris les secteurs libéraux de celle-ci. Il y a une unanimité pour dire que la question de la mémoire est entière, que la France officielle doit faire l'effort de reconnaître les crimes commis durant la colonisation. C'est un point très important.

Une autre critique très sévère à l'égard de la France, quasi générale dans la presse algérienne, concerne les Algériens qui vivent en France. La presse est très sensible à leur sort et en même temps outrée et courroucée par les politiques de droite qui, souvent à la veille d'une élection, pratiquent une surenchère à propos de la présence des Algériens qui vivent ici, négligeant l'apport de cette population pendant et après la Deuxième guerre mondiale, la participation des ouvriers algériens à la reconstruction de la France et le travail effectué en France par des Algériens qui acceptent un certain nombre de métiers que refusent très souvent les Français.

Le troisième aspect sur lequel on observe une sévérité du regard est la question du Sahara occidental. La presse algérienne ne demande pas aux officiels français de changer de cap, de changer de politique, de renoncer à la relation particulière qui unit le pouvoir français et la monarchie marocaine. Mais elle demande à ce que la France joue un rôle beaucoup plus équilibré, qu'elle aide ces deux pays à dépasser cette situation. En prenant un peu trop fortement le parti du Maroc, il est évident que la France perd ce privilège qu'elle aurait pu avoir dans la région et qu'elle aurait pu utiliser pour faire avancer un peu le Maghreb.

Mais il y a aussi des aspects positifs dans le regard de la presse algérienne sur la France.

Très peu d'ambassadeurs bénéficient d'une audience aussi forte que celle de M. l'ambassadeur de France en Algérie, présent presque chaque semaine dans les colonnes de la presse arabophone (même dans El Chorouk qui passe pour un journal assez critique à l'égard de la France) et francophone (la dernière interview parue dans El Watan faisait deux pages). On ne voit jamais un ambassadeur d'Algérie en France avoir droit à une page entière pour communiquer librement et faire connaître la politique de son gouvernement.

Autre regard positif, la presse algérienne dans sa diversité demande continuellement, évacuant tous les problèmes d'intendance, à ce que les investissements français soient beaucoup plus présents. C'est une donnée permanente : La France possède une technologie importante, la langue nous lie (on n'a pas besoin d'interprètes, les opérateurs n'ont pas besoin de traducteurs), il y a du chômage en Algérie. La presse appelle donc, quels que soient par ailleurs les reproches faits aux autorités

françaises, à des relations beaucoup plus denses sur le plan économique, sur le plan des investissements, profitables d'abord aux jeunes chômeurs algériens. C'est une donnée très importante et récurrente.

Je ne pense donc pas que la presse algérienne, quel que soit le ton qu'elle utilise parfois, soit une presse anti-française. Elle est, sur un certain nombre de sujets, assez dure, assez critique mais, pour d'autres aspects, elle est extrêmement bienveillante et tournée vers l'avenir.

Difficile de ne pas noter la popularité d'un certain nombre de personnalités politiques françaises. Jacques Chirac est une vedette dans la presse algérienne, en dépit des informations qui circulent sur les paraboles concernant ses ennuis juridiques. Contrairement au Président Sarkozy qui n'est pas du tout aimé par la presse algérienne, toutes tendances confondues, Jacques Chirac est un homme extrêmement apprécié par une presse algérienne très bienveillante à son égard. Cela me permet de dire que, vis-à-vis de la France, la presse algérienne n'a pas la posture monolithique et dure que je vois dénoncée parfois dans certains journaux.

À propos des rapports entre les journalistes algériens et les journalistes français, je distingue deux périodes :

Pendant les années 1992-93, je dirai, avec beaucoup de nuances, que les rapports ont été assez heurtés. Mais, en même temps, une partie de la presse a été extrêmement sensible au drame que les journalistes algériens ont vécu durant cette période. Si « Reporters sans frontières » considérait que derrière chaque journal agissait un général, beaucoup a été fait par Le Nouvel Observateur, Témoignage chrétien, Télérama, d'autres publications ou des personnalités médiatiques quant à l'accueil de journalistes qui avaient fui leur pays. Près de 70 journalistes furent assassinés en Algérie entre 1993 et 1998. 500 journalistes se sont exilés, ont été reçus dans votre pays et beaucoup ont été, par geste de solidarité, accueillis dans vos rédactions.

Il y avait donc de la compréhension. Il y avait aussi des moments d'incompréhension. Mais ce sont des choses qui se sont maintenant estompées.

Nous sommes entrés dans une nouvelle phase, beaucoup plus productive, beaucoup plus constructive : Aujourd'hui, dépassant un peu les incompréhensions du passé, les journaux algériens travaillent, grâce à l'ambassade de France, avec un certain nombre d'écoles, pour la formation des journalistes. El Watan a signé un accord avec l'école de journalisme de Lille qui a fait ses preuves de management des rédactions, de formation des journalistes. Je crois savoir que, depuis ces derniers jours, cet accord intéresse d'autres publications arabophones - dont El Chorouk - qui souhaiteraient aussi bénéficier du management et de l'expertise française en matières de formation, d'audit des rédactions, de fonctionnement des entreprises. En effet, nos journaux sont des entreprises privées. Ils ont à peine une vingtaine d'années d'existence, si on met entre parenthèses les années 1990, période de combat, de résistance pendant

laquelle on n'était pas dans la logique de fonctionnement serein d'une rédaction, de formulation éditoriale, de construction d'une entreprise. Toutes choses qu'on essaye actuellement de promouvoir. Nous avons l'espoir que ces choses avancent, que ce cycle de coopération avance.

C'est un des dossiers que l'Association France-Algérie pourrait impulser, d'autant qu'une loi sur l'audio-visuel doit être engagée dans quelques jours... sur laquelle nous ne nous faisons pas trop d'illusions : Il y a une volonté affichée, attendons d'en voir les effets. Des télévisions et des radios privées seront lancées. Nous aurons besoin de l'expertise, du management, du professionnalisme de nos collègues français.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Monsieur Belhouchet, d'avoir introduit de manière stimulante nos débats. Je donne la parole à Jean-Pierre Elkabbach.

JEAN-PIERRE ELKABBACH *

Témoins et acteurs, concrets et exigeants

Je suis heureux et honoré de participer à votre colloque, un événement important. J'encourage l'Association France-Algérie que vous présidez maintenant à continuer, avec ce dynamisme et cet élan, à renforcer la connaissance ou la compréhension de l'Algérie qu'on peut avoir aujourd'hui dans notre pays.

Vous me donnez la chance d'être aux côtés de Régis Debray, d'Omar Belhouchet, un des symboles de la presse privée et indépendante de l'Algérie, et de Jean Daniel auquel je veux rendre hommage. Grâce à lui - ou à cause de lui - plusieurs générations dont la mienne ont fait du journalisme une passion définitive et radicale. Jean Daniel a été et reste déterminant et exemplaire.

Il m'est arrivé de dire que je me considérais comme un Maghrébin, ce qui a surpris. Mais je suis d'abord algérien. L'Algérie est mon pays. Ce lien indicible, physique

* D'abord journaliste à Oran, Alger et Constantine, il travaille à l'Office de radiodiffusion télévision française, et devient présentateur du journal télévisé de la Première Chaîne. Rédacteur en chef de France Inter, directeur de l'information à Antenne 2, il rejoint Europe 1 en 1982. Président de France Télévision en 1993, président d'Europe 1 en 2005. C'est la voix la plus familière du matin sur Europe 1. Il anime aussi l'émission télévisée Bibliothèque Médecis.

et tendre ne peut pas disparaître. Qui dit du mal de l'Algérie, qui fait du mal à l'Algérie me blesse et me révolte, depuis l'adolescence et à travers toute ma carrière professionnelle. Comme n'importe quel Algérien, j'essaie, à ma place, de lutter contre l'ignorance, la méconnaissance et l'indifférence. C'est peut-être cela qu'on peut appeler « l'identité franco-algérienne ». Je suis fier qu'Oran, ma ville natale, ait fait de moi, il y a six mois, avec un accueil fraternel, un de ses citoyens d'Honneur.

Vous nous demandez d'examiner les regards croisés entre nos deux pays à travers les media. Au risque de vous décevoir, je dirai que l'Algérie intéresse peu. Elle n'intéresse pas plus que n'intéressent le Maroc, la Tunisie, le Maghreb, sauf quand ils sont en état de crise. La Libye elle-même, qui tout récemment alimentait un feuilleton quotidien, ne suscite plus l'intérêt. La crainte de voir un dictateur s'en prendre militairement à son peuple et briser la résistance populaire nous avait tous écœurés et soulevés. Mais ça n'a duré qu'un temps. Aujourd'hui, qui, en France, se passionne pour l'évolution de la Libye ? Nous avons abandonné les acteurs de la révolution. Personne ne se soucie de leur sort, pas même les intellectuels qui s'étaient un moment engagés, nous avaient alertés et qui désertent ou cherchent ailleurs des champs de bataille. Telle est l'opinion française, elle s'enflamme puis se détourne une fois que l'incendie lui paraît éteint.

Aux Algériens, j'ai envie de dire : nous ne savons presque rien de vous alors que vous savez tout de nous. Vous nous connaissez bien et pas seulement à cause de notre histoire commune, faite de passion, quelquefois de nostalgie et de violence.

La faute est partagée, c'est la faute des media français mais c'est aussi votre faute : Ouvrez l'Algérie ! Accordez des visas aux touristes et pas seulement aux entrepreneurs qui viennent signer des accords (ces entrepreneurs dont vous avez besoin mais que vous critiquez) ! Ouvrez davantage le pays ! Cassez les bureaucraties craintives ! Ouvrez vos oreilles ! Que vos leaders s'expriment dans les micros qu'on ne cesse de leur tendre ! N'est-ce pas, M. l'ambassadeur d'Algérie ?

Chaque soir, vous suivez le feuilleton tragi-comique de nos problèmes et de nos querelles d'enfants gâtés. Grâce aux télévisions (France 2, TF1, Public Sénat), grâce aux multiples chaînes et à Internet, les informations qui nous concernent vous sont accessibles instantanément et en direct. Mais pour nous, vous êtes, comme le disait Malek Chebel, trop invisibles.

Omar Belhouchet a évoqué une future loi sur la presse qui prévoit la création de télévisions privées. La concurrence réveillera les media officiels et la télévision publique que l'on dit somnolente et orthodoxe (dont je me garderai de me gausser car nous-mêmes avons connu cela très longtemps). Mais d'ici là, c'est la presse privée qui nous renseigne. Je sais qu'elle est multiple, contradictoire, combative, parfois violente, engagée, je sais qu'elle est libre. Vous voyez votre responsabilité, Monsieur Belhouchet ! Vous avez tout connu, la menace directe... l'intimidation, ... l'agression... et même

l'incendie d'El Watan. Votre journal a failli disparaître dans les flammes avec des archives et des stocks de papiers : nous avons tous évité cette perte...

Aujourd'hui, vous êtes moins agressé, peut-être est-ce le signe que la presse a imposé sa liberté et son territoire d'actions : El Watan et ses 200.000 lecteurs. La presse est jugée indispensable, presque intouchable : elle joue son rôle à ses risques et périls...

L'Algérie a un pouvoir fort, des fanatismes et des contradictions. Et pourtant, elle a une vingtaine de titres en langue arabe et française. Les caricaturistes donnent chez vous des preuves de bonne santé comme le mordant, Ali Dilem, qui fait partie du patrimoine de la presse mondiale...

Le pouvoir algérien réforme le précédent code de la presse qui datait de 1990 : il accepte le principe de l'ouverture au secteur privé de l'audiovisuel... Il dit accorder plus de droits. Et il dépénalise la presse : qu'il tienne sa promesse !

2012 devrait nous rendre vigilants et généreux car ce sera une année forte pour la France et l'Algérie, qui ont en partage notre mémoire et notre histoire. Nos deux pays vont en effet célébrer, chacun à sa manière, le cinquantième anniversaire des accords du 19 mars 1962 à Évian. Ils marquaient la fin officielle de ce qu'on a appelé près de quarante ans plus tard la guerre d'Algérie. Il y eut les crimes d'un colonialisme dominateur et arrogant, les crimes commis de part et d'autre, les crimes commis entre Français, les crimes commis entre Algériens sur lesquels il ne faut pas non plus fermer les yeux. Il reste trop de douleurs, trop de blessures et trop de cicatrices. Il nous faut essayer de les guérir et, comme l'AFA nous y encourage, construire avec lucidité les temps nouveaux.

C'est peut-être la grandeur de notre rôle de journalistes : trouver les mots pour la nouvelle génération qui, sur chaque rive de la Méditerranée, ignore l'origine, le déroulement, les conséquences de la guerre d'Algérie ou même les événements qui se passent de tel ou tel côté.

Les historiens d'Algérie commencent aussi à raconter à leur manière la guerre d'Algérie. Récemment, dans une émission de « Bibliothèque Médicis »¹¹, je recevais de jeunes historiens d'Algérie, des historiens comme Benjamin Stora et quelques autres comme Mohammed Harbi qui maintenant joue le rôle d'historien. Paris et Alger tardent trop à mettre ensemble des historiens de chaque pays pour écrire notre histoire douloureuse. C'est nécessaire. C'est possible : Les Français et les Allemands y sont bien parvenus ! Modestement, à ma place, sur Europe 1 et dans l'émission de télévision « Bibliothèque Médicis », chaque fois que je peux, chaque fois qu'il

¹¹ « La guerre d'Algérie » émission Bibliothèque Médicis, de Jean-Pierre Elkabbach, novembre 2011 Avec : Benjamin Stora, historien et professeur à l'Université Paris XIII, Mohammed Harbi, historien, Tramor Quemeneur, historien, Lydia Ait Saadi, historienne, Alexandre Arcady, réalisateur, producteur.

le faut, je consacre et je consacrerai du temps à ce passé, à ces événements qui nous accompagnent et à ce que nous sommes en train d'essayer de bâtir quelquefois ensemble. D'ici à juillet 2012 au moins trois émissions de « Bibliothèque Médicis » seront consacrées à ce sujet, dont deux seront réalisées à Alger, avec l'accord des autorités d'Alger qui nous laisseront totale liberté de constituer les programmes.

L'avenir du Maghreb me passionne. Je ne suis pas le seul mais nous sommes peut-être un peu trop rares en France. J'envisageais, il y a peu, d'enregistrer une émission du dimanche d'Europe 1 à Tunis (il y a eu quelques difficultés avec les Tunisiens qui, encore en Assemblée constituante, n'avaient pas nommé leurs responsables). J'entendais autour de moi : « Tu nous ennues avec la Tunisie. Ce n'est plus un sujet. C'est fini ! ». Si malheureusement, de nouveaux événements dramatiques survenaient en Algérie ou en Tunisie, les mêmes seraient les premiers à m'encourager : « Vas-y ! ». Il est vrai que les quinze derniers mois ont submergé les professionnels des media d'une avalanche de faits locaux, nationaux ou à résonance mondiale. Ce furent quinze à seize mois inouïs !

Aujourd'hui, 17 décembre, je veux parler de la Tunisie car il y a un an jour pour jour se déclenchait le processus qui a conduit à la chute incroyable de Ben Ali. C'était à Sidi Bouzid, l'immolation d'un jeune sans emploi et sans espoir. En choisissant cette mort il avait mis le feu aux dictatures du monde arabe et d'un certain nombre de pays. Je pense à la jeunesse égyptienne aujourd'hui. Il y en a qui se battent sur la Place Tahrir, au Caire. Mais on les appelle désormais la contre-révolution et on les tue.

Ils étaient peu nombreux, au Caire, à Tunis et ailleurs, ceux qui imaginaient que l'insurrection démocratique serait si vite récupérée par les islamistes. Il faut les laisser vivre leur aventure. Elle est près de nous, de l'autre côté de la Méditerranée, elle peut soulever des inquiétudes en Europe et peut-être en France. Mais il s'y révèle une force, une énergie, une ambition collective qui vont écrire une histoire nouvelle sous nos yeux et, je l'espère, avec notre solidarité.

Je n'étais pas là ce matin pour entendre l'exposé de Boualem Sansal. Mais je l'ai reçu dans une émission de « Bibliothèque Médicis », je sais quelle est sa passion, sa véhémence. Peut-être, au-delà de ce qu'on appelle aujourd'hui l'étape de la transition démocratique, anticipe-t-il un avenir plus lointain. J'espère qu'il sera démenti. L'Algérie du XXI^e siècle est forte, consciente de ce qu'elle a vécu. Elle est en train d'inventer les temps qui viennent. Respectons-la, aidons-la au maximum. Si on a besoin de l'expertise de certains d'entre nous, nous sommes à la disposition de l'Algérie, de ses villes, de ses universités. Si nous le voulons tous, elle ne sera pas seule. La France, celle que nous aimons, sera solidaire. Jean Daniel a donné souvent l'exemple. Soyons-en les témoins et peut-être des acteurs exigeants et concrets.

Je souhaite que dans la presse française, l'image de l'Algérie soit beaucoup plus présente, avec toutes les critiques que l'on peut faire. Si quelquefois la presse de chez

vous, Omar Belhouchet, est dure à notre égard à propos de la mémoire, vous avez aussi de grandes questions de mémoire à régler avec votre propre passé.

Il y a tant d'autres sujets qu'on peut aborder.

Quelqu'un a dit que l'ambassadeur de France en Algérie est plus présent dans les medias algériens que ne l'est que l'ambassadeur d'Algérie en France dans la presse française. Monsieur l'ambassadeur Sbih est souvent invité à Europe 1... mais c'est lui qui préfère ne pas trop parler.

Cette journée organisée par Jean-Pierre Chevènement est de bon augure. Elle réanime l'Association France-Algérie, et elle peut être le symbole : on peut vaincre les ressentiments, s'intéresser à la mémoire et surtout imaginer et construire l'avenir... Pour nous, la promesse est d'autant plus facile, que nous restons marqués par nos pays, leurs cultures, leurs réalités, leur futur... et que nous sommes attachés au destin des deux rives de la Méditerranée...

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Jean-Pierre Elkabbach. Je tiens à saluer en effet Monsieur l'ambassadeur Sbih qui nous fait l'honneur d'assister à la conclusion de notre colloque.

Je donne la parole à Jean Daniel.

JEAN DANIEL *

Algériens et Français : un bonheur en partage

J'ai peu de choses à ajouter à l'excellent exposé de Jean-Pierre Elkabbach. Je suis d'accord avec tout ce qu'il a dit, et notamment, je le dis avec ironie, lorsqu'il a parlé aussi généreusement de mon rôle et de mon parcours.

Jean-Pierre nous a dit que les Algériens ont - eux aussi - à se mettre en règle avec leur propre mémoire. C'est un constat exigeant et lucide. Tous les écrivains algériens dont j'ai été l'intime, en particulier Mohamed Dib et Kateb Yacine, étaient arrivés à

* Écrivain, éditorialiste au Nouvel Observateur. Il fait partie d'un groupe de résistants qui contribue, le 8 novembre 1942, à la libération d'Alger avant de participer à la campagne de France jusqu'à sa démobilisation. En 1947, il fonde avec Daniel Bernstein la revue Caliban et obtient le parrainage retentissant d'Albert Camus. Il collabore à L'Express de la seconde moitié des années 1950, où il se fait remarquer par ses reportages sur la guerre d'Algérie dans lesquels il dénonce notamment la torture. Écrivain, docteur honoris causa de l'Université d'Alger (2004).

cette conclusion. On ne pouvait plus se réfugier dans le seul procès de la colonisation, de la guerre, de la répression et de la torture. Puisque les Algériens étaient devenus sujets et acteurs de leur histoire, il leur fallait lui rendre des comptes. On ne s'était pas battus pour abandonner la merveilleuse plateforme démocratique préconisée par Abbane Ramdane dans la Vallée de la Soumam. Et surtout on ne s'était pas battus pour confier à un seul parti et pendant si longtemps la mission de représenter le peuple dans sa diversité. Enfin on ne s'était pas battus pour aboutir aux années noires de la guerre civile à la fin du dernier siècle. Tout cela ne justifie en rien la prétention de quelques intellectuels français à défendre ou à excuser le comportement de la France. Mais l'avenir appartenait à une vérité commune et à un honneur en partage.

Dans un autre domaine, je veux vous faire part d'une découverte qui est très récente pour moi : c'est l'histoire de la guerre d'Algérie et de ses séquelles dans le monde. Il m'a fallu attendre cet âge pour me rendre compte, grâce à des études anglo-saxonnes, de l'importance énorme qu'avait eue la guerre d'Algérie, au-delà des frontières du Maghreb et au-delà des frontières françaises. Innombrables sont les thèses sur cette guerre, les formations politiques qui s'en sont inspirées, les militaires qui l'ont inscrite au programme des écoles de guerre. J'ai découvert par exemple lors d'un voyage au Portugal qu'une partie des officiers portugais, grâce à la presse, grâce à la façon dont nous parlions du drame des officiers français, avaient eu une influence énorme sur la révolution portugaise. Tous les mouvements de gauche se retrouvent dans une thèse récemment soutenue aux États-Unis : Selon cette thèse nous avons eu au Proche Orient et au Maghreb, deux formes d'héroïsme révolutionnaire à la fois contagieux et exemplaire, ce fut d'abord celui de l'Algérie et ensuite celui la Palestine.

Il est assez saisissant de réaliser à quel point le mythe algérien, comme tous les grands mythes, dépassant sa réalité territoriale et circonstancielle, est devenu universel et avec cette simple idée que la révolution - qui dépassait beaucoup l'arabisme ou l'islamisme - pouvait devenir un sujet de mobilisation, sinon de mystique à peu près comme le marxisme-léninisme, le guévarisme ou le maoïsme. C'est tout à fait étonnant.

On cite toujours cette période où Arafat se trouvait à Beyrouth et où existaient de petites brigades internationales. Prévalait alors le même sentiment d'appel, de mobilisation. La révolution telle qu'on la rêvait, telle qu'elle a échoué ailleurs, se réalisait dans ces deux lieux.

Et maintenant, je veux revenir aux révisions réciproques de l'histoire qui peut encore séparer les Algériens des Français. Cela va être la mission délicate de Jean-Pierre Chevènement pendant les six premiers mois de l'année 2012. Toutes les révisions de cette guerre sont attentives, cruelles quelquefois et peuvent aider à cette entreprise que je vous félicite d'avoir initiée, Jean-Pierre Chevènement, et qui se résume dans le mot d'ordre d'aujourd'hui : « Comment réconcilier les deux opinions ? ».

Il faut aller très loin dans l'examen.

Premier exemple : les Algériens, les révolutionnaires algériens, le FLN, ont-ils eu ou non des désaccords nombreux sur les actions que nous avons approuvées ou désapprouvées parfois ?

Sur le terrorisme, des gens comme moi ont beaucoup écrit : sur sa justification parfois (quelle que soit mon attitude en faveur de la non-violence), sur le fait qu'on était obligé de le faire. Ce qu'on ignore et ce qu'il ne faut pas ignorer parce que ça fait partie de l'honneur de l'Algérie - et les Algériens ne le disent pas assez - c'est qu'ils ont été partagés. Tandis que nous étions à la fois saisis et paralysés par le problème que nous adoptions à regret, eux-mêmes l'étaient comme nous. Je pense à un ami fraternel, Lakhdar Brahimi qui m'a fait souvent des confidences particulières, je pense à Mohammed Harbi qui est allé assez loin. Les Américains dont je vous parlais tout à l'heure sont allés encore plus loin, c'est-à-dire qu'il y a eu des interrogations sur l'assassinat de Abane Ramdane, ce Saint-Just algérien, ce démocrate extraordinaire, qui a fait la révolution idéaliste et démocratique avant tout le monde. Cet assassinat a posé des problèmes énormes à toutes les consciences comme si ces consciences étaient (mot que je déteste) « occidentales ».

Ce qui est passionnant, c'est de voir qu'en pleine action, sur le terrorisme, sur l'islam, sur la démocratie, sur l'acceptation de l'autorité, les Algériens se sont posés les mêmes questions que nous. C'est une façon de nous rapprocher par le refus de tout manichéisme. Je vous parle des Français qui adoptaient le point de vue algérien, je vous parle des gens qui étaient anticolonialistes... Moi, je suis entré dans la politique par l'anticolonialisme. Comme j'étais algérien, j'ai éprouvé cette injonction particulière qui m'a discipliné, façonné. Mais il y a toute une génération qui est née comme ça. En ce moment on ne peut pas entendre un leader politique au-delà de cinquante ans qui ne dise : je suis entré dans la politique à cause de la guerre d'Algérie. Cette guerre d'Algérie, a exercé un profond retentissement, que ce soit en Espagne, en Italie, au Portugal, chez certains groupes arabes bien entendu. Par exemple j'entendais ce matin évoquer les souvenirs de la Ligue trotskiste. Elle s'est entièrement fondée sur la guerre d'Algérie, par et pour la guerre d'Algérie. Bref, ce rayonnement a été terrible. Ce rayonnement est aussi celui des débats.

J'évoquerai un souvenir : j'ai dû me séparer de Camus - et non rompre avec lui car il reste toujours présent en moi - sur le nationalisme algérien en sa forme violente. Mais il m'est arrivé d'avoir une discussion avec Sartre, dans la revue Esprit, sur ce dont je vous parlais tout à l'heure : Faut-il prendre position contre les méthodes parfois outrancières, parfois excessives, parfois barbares des gens que nous soutenons ? Lui disait : Il y a une identité totale entre l'ouvrier français et la Révolution française. Si vous n'admettez pas 1793, ce n'est pas la peine de parler de 1789. Je prenais le point de vue exactement opposé, avec l'idée que les révolutions pouvaient se conduire autrement, parce que j'avais été élevé dans le gradualisme bourguibien mais aussi parce que peu à peu je rencontrais des Algériens qui se posaient des questions. Maintenant

on sait à quel point il peut exister une universalité dans les préoccupations, ce qui compte énormément. Maintenant on peut avoir une idée commune, grâce à ce genre d'exemple, sur le terrorisme notamment qui joue un rôle très grand.

En tout cas l'image et la préoccupation sont extrêmement importantes, c'est-à-dire qu'il n'y a pas des Arabes qui se conduisent d'une certaine manière et un Occident qui aurait une autre morale pour conduire une révolution. Il y a une communauté de scrupule, de préoccupation.

Pour finir, je citerai l'ami auquel j'ai fait allusion tout à l'heure. C'était dans les années noires. Chaque jour un intellectuel ou un journaliste tombait. Rencontrant cet ami, je lui dis : « Pourquoi ce terrorisme ? Ils se tuent les uns les autres, combattent contre eux-mêmes, contre leur propre peuple. Comment est-il possible qu'il y ait tant de morts suicidaires ? Comment accepter de voir chaque jour disparaître un visage connu, un visage aimé ? » Il m'a répondu ceci, qui était une leçon : « Pourquoi veux-tu que ce soit plus clair pour moi que pour toi ? Pourquoi veux-tu que je comprenne mieux que toi ce qui nous fait horreur à tous les deux ? ».

C'est une réponse brutalement profonde, qui va très loin et qui illustre ce que je disais tout à l'heure sur l'honneur en partage.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Jean Daniel.

J'ai pensé que, comme moi, vous seriez intéressé par le regard que porte sur la relation franco-algérienne un spécialiste de l'Amérique latine.

Je donne la parole à Régis Debray.

Passer de la mémoire à l'histoire

Contrairement à celle de mes amis ici présents, ma présence à cette tribune est totalement illégitime. Je ne la dois qu'à l'amitié de Jean-Pierre Chevènement et à une sorte d'amphibologie que provoque la confusion entre la médiologie et l'étude des media. La médiologie étudie ce que les machines font aux hommes, et non les media dont, comme Jean Daniel, je n'ai pas grand souci.

« L'Algérie fait partie de notre mémoire et de notre histoire », nous a dit Jean-Pierre Elkabbach. Le problème est qu'elle fait encore partie de notre mémoire et pas encore de notre histoire. Nous sommes en train de sortir de la mémoire et nous ne sommes pas entrés dans l'histoire. La mémoire est affective, personnelle, vécue. Elle est donc biaisée. L'histoire est une connaissance analytique du passé fondée sur des faits dûment établis.

La mémoire de l'Algérie est pour nous traumatisante. Le propre des mémoires est d'être plurielles, contradictoires. Autant il peut y avoir une histoire, autant il y a des mémoires. Notre mémoire de l'Algérie est tellement liée à notre vie personnelle (en tout cas pour une certaine génération), elle est tellement douloureuse (Madame Gendreau-Massaloux parlait justement des « événements douloureux d'Algérie ») qu'elle amène un refoulement, une dénégation ou beaucoup de silences.

L'Algérie est un grand embarras de mémoire pour un Français. Il faut partir de cela. Peut-être les Algériens n'ont-ils pas réglé leur rapport avec leur passé mais nous non plus. Cette mémoire n'est un « cheval d'orgueil » pour personne. Soit on va vers la récrimination, l'incrimination, soit on continue de régler des comptes. Quoi qu'il en soit, c'est un exercice difficile.

On commémore généralement ce qui nous régénère. Je ne sais pas si les souvenirs de l'Algérie sont de nature à nous régénérer. Je parle de mon pays, la France, je parle de Sétif, je parle de la torture, je parle du 17 octobre 1961, je parle aussi des Harkis, je parle des moines de Tibherine.

* Philosophe, il a été professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et, en 1998, directeur de programme au Collège international de philosophie. En 2002, il sera à l'initiative de la création de l'Institut européen en sciences des religions. Il se consacre à la médiologie, publiée à partir de 1996 les Cahiers de Médiologie et crée en 2005 la revue Médium, Philosophe, il a été professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et, en 1998, directeur de programme au Collège international de philosophie. En 2002, il sera à l'initiative de la création de l'Institut européen en sciences des religions. Il se consacre à la médiologie, publiée à partir de 1996 les Cahiers de Médiologie et crée en 2005 la revue Médium, Transmettre pour innover. Ecrivain, il est notamment l'auteur de L'Indésirable, 1975, La neige brûle, Loués soient nos seigneurs, 1996, Le Siècle et la Règle (2004) et est élu en 2011 membre de l'Académie Goncourt. Parmi ses plus récents essais : Éloge des frontières, 2010, et Du bon usage des catastrophes, 2011.

Mauvais souvenirs que tout cela. À fuir.

Jean-Pierre Elkabbach et M. Belhouchet ont aussi évoqué la méconnaissance mutuelle, en tout cas la méconnaissance par les Français de l'Algérie. Je suis très étonné qu'on sache beaucoup mieux à Paris ce qui se passe à New York ou à Los Angeles que ce qui se passe à Alger. C'est même parfaitement aberrant, tant d'un point de vue culturel, géographique qu'historique.

Jean-Pierre Elkabbach rappelait à bon escient la tentation médiatique (normale vu l'omniprésence du présent aujourd'hui) de passer à autre chose dès qu'une crise est finie. Ne faudrait-il pas un peu de continuité dans cette mémoire ? Ou plutôt ne faut-il pas passer de la mémoire à l'histoire, lentement, par un travail d'approfondissement ? À cet égard, j'aimerais faire une proposition : Pourquoi, sous l'égide de l'Association France-Algérie ne serait-il pas créé une société de pensée franco-algérienne, une société culturelle regroupant des journalistes, des cinéastes, des écrivains, des historiens français et algériens ? Nombreux sont les échanges entre les autorités, entre les institutions, entre les universités, entre les entreprises mais entre les gens, notamment entre les « élites » françaises et algériennes, il y en a très peu. Il se trouve que j'ai, sinon créé, en tout cas suscité une société de pensée franco-chinoise qui se réunit une fois l'an tantôt en Chine tantôt en France. Pourquoi ne ferait-on pas la même chose avec les Algériens ? Une dizaine d'Algériens et une dizaine de Français pourraient chaque année, pendant deux ou trois jours, échanger sur un thème donné, dans un lieu rustique, tantôt en France, tantôt en Algérie. J'ai l'expérience que c'est en vivant ensemble, en prenant son petit-déjeuner et – éventuellement – un verre de vin le soir, qu'on arrive à mieux se connaître. Ce club, qui se réunirait annuellement, pourrait faire du bien, surtout s'il avait pour coprésidents Omar Belhouchet et Jean Daniel, pour secrétaire général Jean-Pierre Elkabbach, le tout sous l'égide de Jean-Pierre Chevènement.

Voilà la proposition que je soumetts à cette auguste assemblée. Je me suis laissé dire que le Sénat n'était pas totalement démuné de moyens, l'Assemblée nationale non plus. Notre langue commune permettrait d'avancer plus vite pour un moindre coût (les traducteurs coûtent très cher). Le fameux « dialogue Nord-Sud » dont on nous rebat les oreilles pourrait alors se concrétiser une fois l'an de façon sympathique, conviviale et spontanée.

OMAR BELHOUCHE

J'ai une demande à adresser à Monsieur l'ambassadeur d'Algérie en France. Ce matin, quelqu'un a déploré que des universitaires algériens, faute d'obtenir un visa à temps,

manquent souvent des événements importants. Malek Chebel a proposé d'élargir pour les jeunes Algériens les conditions d'accès à l'espace Schengen. Je voudrais demander à Monsieur l'ambassadeur d'Algérie en France d'accorder des visas aux journalistes français. Nous, journalistes algériens, n'avons pas de problèmes avec les autorités. Contrairement aux jeunes et aux universitaires, nous n'avons aucune difficulté à avoir en temps utile des visas qui nous permettent de travailler un peu partout dans le monde. Mais beaucoup de nos camarades journalistes français qui portent sur l'Algérie un regard positif et bienveillant, se voient opposer le silence à leurs demandes de visas : de quoi les rendre méfiants à l'égard de notre pays ! L'administration de notre pays a une responsabilité dans l'image déformée de l'Algérie dans les media français et internationaux.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Cela rejoint ce que je disais tout à l'heure : de nombreux confrères souhaitent aller voir ce qui se passe en Algérie. L'Algérie n'a rien à cacher, elle ne doit pas avoir peur de ce qu'elle est en train de devenir et doit s'ouvrir un peu. Je peux le dire d'autant plus ouvertement que j'ai eu l'immense fierté d'être fait citoyen d'honneur de ma ville d'Oran il y a six mois.

Jean Daniel disait que le passé ne doit pas nous étouffer, mais il est présent : on va célébrer le cinquantième anniversaire des accords d'Évian. Comment allons-nous le fêter de part et d'autre ? Il faut certes donner la parole à tout le monde mais le ressentiment des minorités (pieds noirs, fils et petits-fils des Harkis..) va-t-il de nouveau déclencher des passions ? Claude Lanzmann, dans Les Temps modernes, découvre aujourd'hui les Harkis et les défenses qu'aucun d'entre nous n'avait faites (moi le premier qui, à l'époque, n'avais pas compris).

La Guerre d'Algérie est là. Jean Daniel nous disait que les Algériens doivent réfléchir à des faits comme le congrès de la Soummam, l'assassinat d'Abane Ramdane etc. Mais, à ma grande surprise, Mohammed Harbi a dit dans une émission que le 1^{er} novembre 1954, les premiers attentats dans les Aurès, n'étaient ni le moment ni le lieu du déclenchement prévu de la guerre ! D'ailleurs, pendant un temps les leaders algériens étaient très divisés sur l'opportunité d'organiser des attentats en France. Il faut revoir l'histoire parce qu'elle est présente.

Je ne voudrais pas, à propos du club qu'avec beaucoup d'imagination Régis Debray veut créer, me montrer pessimiste. Mais il y a deux ou trois ans nous avons essayé de constituer une telle société de pensée franco-algérienne qui n'a pas fonctionné parce

que certains de nos interlocuteurs algériens voulaient, avant les rencontres, avoir la garantie de leur liberté, l'assurance de n'être pas inquiétés quels que soient les thèmes qui seraient abordés.

Il faut en finir avec notre passé commun qui nous a tant fait souffrir. Mettons ces questions sur la table, réglons-les afin de pouvoir aborder ces thèmes d'une manière confraternelle et pas seulement entre journalistes.

RÉGIS DEBRAY

Il faut donc faire passer ce passé qui ne passe pas.

DE LA SALLE

Enfant de la guerre d'Algérie, je témoigne que cette guerre nous laisse à tous des émotions et des souvenirs quelquefois très difficiles à gérer.

Je dirai à M. Elkabbach que souvent les media français ne permettent pas à des intellectuels algériens, à des penseurs algériens, de parler avec sérénité et intelligence de certains problèmes, en particulier de l'image de l'islam.

J'ai beaucoup d'admiration pour ce qu'a fait et ce que continue à faire Mme Gendreau-Massaloux de l'Union pour la Méditerranée. Mais quelle est aujourd'hui la situation des étudiants étrangers qui ont étudié pendant des années en France, qui ont eu des diplômes ? Que font les intellectuels et les recteurs d'universités pour leur venir en aide ?

DE LA SALLE

Je me tourne vers M. Elkabbach en toute amitié pour lui raconter une brève anecdote : C'est l'histoire d'un jeune qui, au Jardin du Luxembourg, sauve une petite Allemande des crocs d'un chien. Les journalistes félicitent le jeune homme et lui promettent d'écrire : « Un Français courageux sauve une petite Allemande ». « Je ne suis pas français », leur précise-t-il. « Alors on écrira : Un Parisien courageux sauve une enfant allemande ». « Je ne suis pas parisien, je suis algérien ».

Le lendemain la presse titre : « un terroriste algérien agresse sauvagement un chien ».

J'espère que ce colloque aura une continuité, au-delà des gens de qualité que nous avons eu aujourd'hui le privilège d'écouter.

On n'a jamais - ou très rarement - invité Mohamed Arkoun à la télévision.

Je n'ai lu que de très rares articles ou interviews de Monsieur l'ambassadeur d'Algérie en France.

On veut donner des leçons aux Turcs en leur demandant de reconnaître le génocide arménien. Une proposition de loi actuellement en discussion prévoit la répression de la contestation de l'existence des génocides reconnus par la loi. Alors pourquoi ne ferait-on pas cette démarche de réconciliation vis-à-vis de l'Algérie ?

DE LA SALLE

Correspondant de la chaîne France 24 en Algérie, je veux alerter votre association sur la difficulté de la presse étrangère à travailler en Algérie. J'ai ouvert un bureau en 2007. Pendant quatre ans, à maintes reprises j'ai demandé des accréditations que je n'ai jamais obtenues. Nous avons tourné quelques cent-cinquante reportages clandestinement. Les sujets étaient sensibles : nous avons traité de la difficile réconciliation nationale, des familles de disparus, de la persécution des chrétiens évangélistes. Ça n'a pas plu en haut lieu. Nous avons fait des sujets de société, des sujets plus culturels, moins sensibles. Ça n'a toujours pas plu. On m'a traité de « harki », d' « agent de la DST », d' « agent de la DGSE ». J'ai été étonné par la passivité de l'ambassade de France, plus prompte à préserver son commerce extérieur, ses Renault, ses Alstom qu'à défendre son audio-visuel extérieur et la liberté de la presse. Je tenais à vous alerter. J'ai entendu beaucoup de discours angéliques, candides, sur le « tandem », le « couple » franco-algérien. Franchement, la réalité sur le terrain est toute différente.

BARIZA KHIARI

Les media, notamment les media audio-visuels, formatent les représentations. Ils devraient travailler à lutter contre les préjugés. Or, c'est souvent l'inverse qui se passe. Par exemple, sur la question de la diversité en France, dans les feuilletons de la télévision le voyou, le délinquant est presque toujours noir ou arabe. Le médecin est souvent blanc. Dans la réalité, quand nos concitoyens vont aux urgences dans les hôpitaux, le médecin est souvent algérien, noir, chinois ... Il y a donc une vraie question de formatage des représentations.

Sur la question de l'islam, je suis souvent pressentie pour des interviews. Après le casting préalable où j'exprime mon opinion (je fais la promotion d'un islam spirituel, libre et responsable), on ne me rappelle jamais. Quand, par curiosité, je regarde

l'émission en question, je découvre qu'on a choisi un analphabète qui ne sait parler ni l'arabe ni le français (ce que j'appelle un « analphabète bilingue ») pour parler de l'islam. Je ne peux me reconnaître dans ses propos.

J'ai pu avoir l'aide de Jean Daniel sur la question du débat « laïcité versus islam ». Nous avons ensemble monté une pétition qui a eu un grand succès. Vous, M. Elkabbach, vous agissez pour la diversité, notamment à Public Sénat, où l'on voit des visages différents. Je vous en remercie. Mais, globalement, les media français ont une grande marge de progression.

DE LA SALLE

Nous avons entendu de très beaux discours. J'ai beaucoup apprécié l'intervention de Régis Debray sur la mémoire et l'histoire. En même temps, j'ai une pensée pour tous ces journalistes qui « galèrent » en France, qui sont encore dans la clandestinité. Parfois ils frappent à des portes que ne s'ouvrent pas. Je voulais juste adresser une pensée à tous ces gens, souvent issus d'un grand journal que Jean Daniel connaît très bien « Alger républicain » dont sont issus les autres journaux démocratiques.

JEAN DANIEL

Je vais être en désaccord avec Madame Khiari qui a été très bienveillante avec moi. Personnellement, je n'ai jamais vu autant d'interventions d'islamisans, d'arabisants, de musulmans dans les journaux dignes d'être lus. On ne compte plus les interventions des experts (les gens de l'école d'Aix-en-Provence, par exemple), des arabisants. Jamais autant de voix familières des problèmes maghrébins ne se sont exprimées dans *Le Monde*, dans *Le Nouvel Observateur* que pendant la révolution arabe.

En ce qui concerne la télévision, je ne suis pas juge. Mais je crains que vous n'ayez tort. Dans les débats télévisés interviennent très souvent des gens qui parlent au nom de l'islam. J'ai vu notre ami Malek Chebel assez souvent dans l'émission de Taddeï. Je tenais à faire cette petite rectification parce que nous tous revenons de loin. Il fut un temps où c'était quasiment interdit, où la prévention était totale.

Chez les éditeurs, je note plutôt un accueil intéressé. Dans les traductions, les étrangers préfèrent souvent des écrivains francophones à des écrivains français « de souche ». On observe au contraire un préjugé souvent favorable en faveur de l'expression francophone de la part du Maghreb. Moi qui reçois tous les livres, je peux

vous dire qu'il n'y a pas une semaine où je ne reçoive un livre de « l'un des nôtres », si vous me permettez ce possessif.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Jean Daniel a raison. Il y a quelques années c'était impensable. Maintenant cela devient heureusement naturel.

Je suis contre l'idée de promouvoir les gens de la diversité. Pour moi, ce critère n'a pas de sens. Ce sont les compétences, la qualité professionnelle, la rigueur qui doivent guider le recrutement d'un professionnel des media et non le souci d'avoir un juif, un arabe, un noir etc.

En raison de la prégnance et de la force de protestations comme la vôtre, Mme Khiari, les nouvelles séries de télévision changent. Le bandit est blanc. Omar Sy pousse un blanc dans une chaise roulante. Le film « Intouchables » m'est d'ailleurs apparu comme la métaphore d'un Occident privé de bras et de jambes, à qui il ne reste que la tête et que, par bonheur, les banlieues, le monde africain et le monde émergent aident à tenir debout et rire encore un peu.

C'est une journée importante qu'a organisée aujourd'hui le président Jean-Pierre Chevènement. C'est de bon augure parce qu'elle va réanimer l'Association France-Algérie. Elle nous donne envie de nous mobiliser autant que ce sera possible. On peut s'intéresser, comme le disait Régis Debray, à la mémoire, mais surtout on pourrait essayer de construire et d'inventer un avenir partagé dans le concret, pas seulement dans le baratin des grands discours pour lesquels certains d'entre nous sommes très forts. La promesse est d'autant plus facile que nous restons marqués par les deux pays, les cultures, les réalités et leur futur. Nous sommes attachés de part et d'autre au destin des deux rives de la Méditerranée.

De la part de ceux qui sont ici, vous avez tous compris que c'est un engagement personnel, professionnel et collectif.

CONCLUSIONS

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Le moment est venu de conclure, merci, Jean-Pierre Elkabbach et merci à tous les intervenants pour leurs communications pertinentes, souvent émouvantes et riches de propositions innovantes. Merci particulièrement à M. Cherif Rahmani, ministre de l'Aménagement du Territoire, M. Ahmed Ghazali, ancien Premier ministre, et M. Lahkdar Brahimi, ancien ministre des Affaires Étrangères de la République algérienne démocratique et populaire, ainsi qu'à M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre de la République française. Ma gratitude va à tous, écrivains, industriels, cinéastes, journalistes, responsables de grands organismes de recherche ou de grands groupes, anciens ambassadeurs de France en Algérie et particulièrement les intervenants qui ont fait le déplacement d'Alger et d'Oran à Paris. Je tiens à saluer très amicalement la présence de M. Sbih, ambassadeur d'Algérie en France, de M. Ouali, Consul général et des Consuls d'Ile de France, mais aussi celle de M. Xavier Driencourt, ambassadeur de France à Alger. Mes remerciements vont aussi à tous les participants, venus si nombreux.

Cette rencontre montre qu'il existe quelque chose de puissant, d'indéfinissable mais de palpable que j'appelle « l'identité franco-algérienne » qui transcende nos appartenances nationales. Même en l'absence de traité, cette identité, plus forte encore que l'amitié, existe dans nos cœurs et par les liens humains si denses qui se sont forgés entre nos deux peuples au cours de l'Histoire et se vérifient dans la vie de tous les jours. C'est cette identité qu'il ne faut pas laisser dépérir. Et il y a mille raisons d'avenir pour cela.

2012 est là, l'année du cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie. Naturellement cet anniversaire sera célébré en Algérie. En cinquante ans l'Algérie a plus que triplé sa population. Elle a mis en valeur ses richesses. Elle a modernisé ses infrastructures. Elle a entrepris un effort éducatif considérable. Bien sûr, la décennie 1990 l'a montré, l'Algérie est encore à la recherche d'elle-même, quête historique douloureuse mais dont aucun peuple n'a fait l'économie et naturelle pour un peuple jeune et pour un pays qui est d'ores et déjà un des grands « émergents » du XXI^e siècle. Pour la France aussi, 1962 est une date marquante de son histoire. Certains ont vécu l'indépendance algérienne comme le signal d'un repli de la France sur l'Europe, dont la construction

semble être devenue le dernier grand projet de ses élites. Mais beaucoup d'autres y voient non pas un désengagement mais le début d'une relation nouvelle, d'égal à égal avec l'Algérie et ne conçoivent pas l'avenir de la France sans le nécessaire équilibre entre les différents tropismes qui ont façonné son histoire, le tropisme continental et l'appel du grand large mais aussi le tropisme vers le Sud, la Méditerranée et l'Afrique qu'il faut refonder sur des bases saines, dégagées de tout relent colonial ou postcolonial.

La commémoration de l'indépendance de l'Algérie est approuvée par plus des trois cinquièmes de la population française selon un sondage Louis Harris, même si une minorité émet la crainte qu'une telle commémoration puisse être l'occasion de ranimer des polémiques inutiles. C'est au contraire, à mes yeux, l'occasion pour les Français de parvenir à une lecture pacifiée, enfin raisonnable et pour tout dire positive, du point de vue même de la France, de cet épisode marquant de son Histoire. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai voulu, comme Président de France-Algérie, et avec le soutien de son conseil d'administration, que ce colloque soit délibérément tourné vers l'avenir. Je m'exprimerai donc avec la franchise qui va de pair avec l'amitié, avec le respect que commande la connaissance d'un peuple fier, et avec le souci d'être compris des deux côtés de la Méditerranée, ce qui n'est pas une mince gageure ! Je ne parlerai donc pas deux langages, l'un qui serait pour Paris et l'autre pour Alger. J'ai trop d'estime et de considération pour le peuple algérien pour ne pas lui parler le langage de l'intérêt commun, comme je le fais d'ailleurs en m'adressant au peuple français. Il faut à nos deux pays une vision à long terme partagée de la chance que nos deux pays constituent l'un pour l'autre. C'est la responsabilité de ceux qui aspirent à être reconnus comme des hommes d'État de part et d'autre de la Méditerranée de porter cette vision.

J'ai voulu que ce colloque soit tourné vers l'avenir, non pas parce que le passé ne devrait pas être assumé, avec ses lumières et avec ses ombres. Rien ne peut faire que le passé n'ait pas existé et que pendant cent trente deux ans le système colonial n'ait pas pesé lourdement sur notre relation. Mais comme l'a écrit Jacques Berque : « Nous ne nous sommes pas entrelacés pendant plus d'un siècle sans qu'il en demeure quelque chose ».

Que s'est-il vraiment passé entre nos deux peuples ?

Après Trafalgar et Waterloo qui lui ont fermé définitivement le chemin de l'hégémonie mondiale et continentale, et plus encore après 1871, la France s'est tournée vers la Méditerranée, vers l'Afrique et vers l'Asie parce qu'elle voulait encore rester une puissance dans le concert européen. Comme la Grande-Bretagne, elle a profité de la crise de l'Empire ottoman qu'on disait alors « l'homme malade de l'Europe ».

Les raisons de la conquête de l'Algérie qui échappaient encore à Tocqueville en 1840, ne sont pas, selon moi, à chercher ailleurs. La faute de la France est d'avoir vu dans l'Algérie une « plus grande France » et pas – à l'exception de Napoléon III – un pays ayant son Histoire et sa propre identité, qu'il lui incombait de conduire à l'indépendance. Cet aveuglement dont le colonialisme pour les Algériens a été le prix exorbitant n'a pu être surmonté que par la lutte de libération du peuple algérien et l'exceptionnelle lucidité du général de Gaulle, le plus grand homme d'État français du XX^e siècle, qui a failli par deux fois y laisser la vie.

Cela s'est fait aussi pour les Français, au prix d'une véritable guerre civile franco-française dont le cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie doit également être l'occasion de cicatriser les plaies tant il est vrai qu'il valait mieux, selon le mot du Général de Gaulle, en 1961, que cette indépendance se fit avec la France que contre elle. Il est encore temps pour les nostalgiques de s'en convaincre. Bien entendu rien n'effacera la faute commise à l'égard des harkis auxquels une loi de mai 1962, de toute évidence inconstitutionnelle, a retiré la nationalité française, en raison de leur statut personnel. C'était là ressusciter la notion d'indigénat et revenir sur la conception de la nationalité française fondée non sur l'origine ou la religion, mais sur l'adhésion. Certes le contexte était difficile. Il n'en reste pas moins que la France a contracté une lourde dette à l'égard des harkis que l'Algérie de son côté devrait traiter avec humanité.

Le passé ne doit pas étouffer l'avenir. Au contraire : il nous commande de tout faire pour la réussite de l'Algérie. J'aimerais que les Français s'en sentent tous comptables car c'est aussi l'intérêt profond de la France. Il m'est déjà arrivé de dire qu'en tout état de cause l'avenir entre l'Algérie et la France durerait plus longtemps que le passé. L'avenir est chargé de défis sur lesquels je reviendrai. Nous les relèverons ensemble beaucoup mieux que si nous laissons notre relation se teinter d'indifférence.

La France a su tourner la page avec l'Allemagne, bien que les compromis entre les gouvernements ne soient pas toujours évidents. Mais nous avons fait confiance à une logique historique plus forte que la volonté des gouvernements parce que nous savons que la France et l'Allemagne sortiront l'une et l'autre de l'Histoire, si elles ne sont pas capables de la continuer ensemble.

Il en va de même, je le crois, entre la France et l'Algérie. Nous devons bâtir un môle solide entre les deux rives de la Méditerranée. En 1962, les États avaient compris cela mieux que ne le pouvaient les populations, au sortir de sept ans de guerre dont la fin avait été marquée par l'insurrection de l'OAS. Les gouvernements, celui du général de Gaulle en France et celui d'Ahmed Ben Bella en Algérie, ont choisi la coopération. Aujourd'hui les peuples le comprennent spontanément, malgré le déclenchement de

certaines polémiques récurrentes.

Grâce notamment à la présence d'une importante communauté algérienne en France et à l'existence d'un bon nombre de Français d'origine algérienne qui ne sauraient que croître dans l'avenir, en vertu du droit du sol, grâce aussi à la langue française « notre butin de guerre », comme disait votre grand écrivain, Kateb Yacine, langue partagée d'ailleurs par le Maghreb et une bonne partie de l'Afrique, des liens humains extrêmement forts se sont tissés de sorte qu'à l'inverse de 1962, ce sont les peuples aujourd'hui qui sont en avance sur les États.

Il existe ainsi de part et d'autre de la Méditerranée un véritable continuum franco-algérien qui rend chacun de nos deux pays attentif à ce qui se passe chez l'autre. Et à juste titre car les répercussions des événements qui concernent l'un se font inévitablement sentir chez l'autre. Nous savons bien que l'avenir pour nous tous est chargé de défis qui peuvent s'avérer des menaces redoutables, mais qui peuvent être aussi l'occasion de progrès étonnants, si nous savons les relever ensemble. Dans la relation entre l'Algérie et la France une page nouvelle doit s'ouvrir. Ce colloque l'a montré. Qu'il s'agisse de croissance économique, de création culturelle, de recherche, de formation humaine, de diplomatie, les virtualités sont immenses.

La France, selon moi, ne doit pas se trouver peu à peu aspirée par la dimension européenne au point de laisser s'étioler sa relation avec la Méditerranée et l'Afrique qui est au cœur de son Histoire depuis les accords passés par François 1^{er} avec la Sublime Porte. Là est sa réserve d'avenir. Nos deux pays ont un rôle charnière à jouer dans l'articulation de l'Europe et de l'Afrique au XXI^{ème} siècle.

Le rééquilibrage de notre politique vers le Sud est une nécessité. Il se fera jour à travers des événements dont chacun sent qu'ils sont pour l'essentiel encore devant nous. L'avenir de la France est moins que jamais de se renfermer dans une « Europe nordique aux barrières hautaines », comme Jacques Berque, peu avant sa mort en 1995, en exprimait déjà la crainte.

Dans le monde arabe des révolutions se réclamant de la démocratie et des droits de l'Homme se déroulent depuis un an. L'aspiration des peuples à la démocratie et à l'autodétermination est universelle. Elle n'est pas une exclusivité occidentale. Partout les demandes sont identiques : plus de liberté, davantage de respect des droits de l'Homme (et de la femme), meilleure répartition des richesses, arrêt de la corruption. Mais cette mondialité de « l'espace communicationnel » cher à Jürgen Habermas, répond mieux, comme l'avait déjà vu Jacques Berque, au modèle américain qui s'accommode fort bien d'un certain fondamentalisme dès lors qu'il s'inscrit dans le mouvement de la globalisation financière et ne conteste pas les orientations de la diplomatie de Washington. Que ces revendications touchent des pays qui nous sont

proches, à l'Algérie et à la France, comme la Tunisie et l'Égypte, montre que les peuples vivent. L'Histoire n'est jamais arrêtée.

Ces révolutions suivent un cours qui en surprend plus d'un. Des élections libres ont pu être organisées. Cela montre que ces peuples n'étaient pas prostrés. Ils ont repris confiance en eux. Maintenant le résultat des élections est ce qu'il est : des partis qui se disent islamistes, selon un nuancier de verts que je ne suis pas le mieux placé pour apprécier, ont gagné, seuls ou avec d'autres, une majorité. Ils vont faire l'épreuve des responsabilités gouvernementales. L'important est qu'ils aident leur pays à épouser leur temps et à se développer en fonction de leurs propres aspirations. A défaut de la laïcité républicaine, peuvent-ils admettre un certain degré de sécularisation, bref la distinction entre la sphère religieuse et la sphère politique ? On ne peut entrer de plain pied dans le monde moderne – ce qui était l'inspiration première des révolutions arabes, en tout cas de ceux qui les ont déclenchées – sans un certain degré de sécularisation et d'autonomie de la société civile. Les peuples font leur expérience de la démocratie. Celle-ci ne se réduit pas aux élections. La démocratie a toujours progressé par erreurs corrigées. Cela suppose évidemment que les erreurs puissent être corrigées. C'est ce que la Constitution doit pouvoir garantir. Elle doit exclure du champ démocratique les forces qui veulent imposer autoritairement leur point de vue. En matière d'ouverture démocratique, l'Algérie a, si je puis dire, pris, en 1988, une longueur d'avance. Le contexte était très difficile, le contre-choc pétrolier et la baisse des recettes qui en a résulté pour l'Algérie : la guerre du Golfe, le déclin du nationalisme arabe, l'essor d'Al Qaïda, la victoire des Talibans en Afghanistan constituaient alors le fond de l'air.

Ce contexte explique largement la décennie tragique qu'a vécue l'Algérie dans les années quatre-vingt-dix.

Pour comprendre ce qui s'est passé, Jacques Berque citait le titre, prémonitoire selon lui, d'un livre de Kateb Yacine : « Les Ancêtres redoublent de férocité ». Il insistait sur la nécessité d'un « Islam de progrès » et sur les vertus d'une éducation de masse. C'est dans son enseignement d'ailleurs que j'ai puisé pour lancer en 1999 la Consultation pour un Islam de France qui a donné naissance en 2003 au Conseil français du Culte musulman. Mais c'est un autre débat.

De cette décennie si difficile pour l'Algérie, il reste cependant des acquis : une forme de pluripartisme, une presse libre dont chacun apprécie la liberté de ton et aussi dans le peuple lui-même une sorte de retenue qu'explique le désir de ne pas revivre des affrontements fratricides.

La démocratie est toujours une découverte. Elle implique la responsabilité, bref le citoyen et le civisme. Le citoyen a des droits, il a aussi des devoirs et son premier

devoir est d'assumer la souveraineté dont il est une parcelle. Cette leçon, nous la tirons chacun de notre histoire respective : pour nous c'est le grand acquis de la Révolution. Pour vous c'est l'héritage historique de la lutte de libération nationale. La revendication de la souveraineté nationale a rassemblé toutes les composantes de la société algérienne : les masses rurales, l'intelligentsia urbaine, les minorités berbérophones. Au fond, nous avons en commun l'idée républicaine dont la nation est une dimension essentielle, même si elle a une force qui transcende les frontières.

Toute révolution est un processus chargé à la fois de potentialités et de risques. Comme l'a écrit Hölderlin : « Là où est le danger croit aussi ce qui sauve ». La France et l'Algérie ont intérêt à aborder ensemble le siècle qui vient. « La mondialisation financière rencontre dans les identités collectives les affinités territoriales, les aires culturelles ... des résistances ... dont l'humain peut s'armer ». Je cite à nouveau Jacques Berque dans un de ses derniers articles de 1994. Celui-ci en appelait à la solidarité méditerranéenne comme « possibilité d'une résistance à la fois englobante et dépassante » à la mondialisation néolibérale aujourd'hui en crise.

L'objectif est de faire en sorte que la Méditerranée ne soit pas une zone d'affrontements comme elle l'a souvent été dans le passé, mais un espace de coopération politique fécond, face aux tendances déstructurantes de la globalisation. A mes yeux, la relation franco-algérienne est centrale : si nous savons unir nos efforts, nous pouvons être la colonne vertébrale d'un espace de prospérité et de paix, au moins en Méditerranée occidentale. Nous pouvons être un exemple pour les autres.

Qui ne voit qu'en Algérie aussi, et particulièrement dans la zone sahélienne, la coopération de l'Algérie et de la France peut jouer un rôle de stabilisation qui est dans l'intérêt de l'Afrique tout entière et d'abord des peuples concernés ? Il y a dans l'approfondissement de notre relation un enjeu civilisationnel majeur qui dépasse de loin nos intérêts nationaux. La Mer Méditerranée, que vous appelez en arabe « Mutawassit », mer mitoyenne, mer commune, doit permettre l'échange fécond, le dialogue des cultures, le dépassement des incompréhensions.

Évoquer les enjeux politiques et civilisationnels conduit naturellement à souligner l'importance des liens humains et des échanges culturels entre les deux rives. Nous l'avons vu ce matin, l'édition, le cinéma, les coproductions pour les télévisions françaises et algériennes sont des terrains de coopération à privilégier. Il y a beaucoup à faire pour développer en France la compréhension des enjeux de développement de l'Algérie. Vaincre les stéréotypes et susciter la confiance. Changer le regard.

Ainsi, faut-il convaincre les média français de ne pas privilégier systématiquement les événements les plus négatifs et les prises de position les plus défavorables à l'établissement d'un partenariat de longue durée. Il faut au contraire sensibiliser les

media à tout ce qui peut être porteur dans notre relation : lutter contre les préjugés, montrer la grandeur de la tâche qui consiste à ouvrir l'Europe vers son Sud, qui est d'abord le monde arabe et en son sein, l'Algérie, notre voisin le plus proche. La télévision doit servir un dialogue des cultures qui dépasse la relation franco-algérienne, mais dont celle-ci peut être le laboratoire exemplaire.

Madame Gendreau-Massaloux a évoqué un domaine essentiel pour le futur : le développement déjà remarquable de la coopération scientifique et universitaire entre organismes de recherche et universités : plus de 600 accords ont été signés entre Universités algériennes et universités françaises. Avec les techniques modernes de communication – elle l'a montré – nous avons commencé à créer un espace commun de recherche entre nos deux pays, favorisant les échanges universitaires. L'Algérie compte 1,1 million d'étudiants et ses ambitions ne s'arrêtent pas là : il y a un immense espace pour notre coopération en matière d'enseignement supérieur et de recherche au bénéfice de nos deux pays.

La présence en France de deux à trois millions d'Algériens ou de Français d'origine algérienne dont le rôle dans la société française s'affirme toujours plus au fil du temps, dans les secteurs les plus variés, est un facteur de dynamisme incomparable, non seulement pour notre relation, mais pour le développement de l'Algérie elle-même. Comme ancien ministre de l'Intérieur, je voudrais souligner l'importance qu'il y a à distinguer le droit de circuler et le droit du séjour. Il n'y a pas de problème insurmontable, si nous les abordons de concert avec la volonté de trouver des solutions. Ma conviction est qu'il faut faciliter la circulation entre nos deux pays, ce qui se fera d'autant mieux que le droit du séjour sera respecté. Là encore, il faut trouver ensemble des règles humaines et justes qui répondent à l'intérêt mutuel. Il y a un lien, qui joue dans les deux sens, entre le développement de l'Algérie et la liberté de circulation entre les deux rives qui est, à terme, l'objectif auquel il faut tendre.

L'Algérie peut devenir un des grands pays émergents du XXI^e siècle. Elle a beaucoup d'atouts pour cela.

Bien entendu, le développement implique la sécurité au sens large, celle des personnes mais aussi celle des biens, bref un État qui soit un État de droit, avec des procédures transparentes pour tous. Cet objectif est premier. La démocratie est elle-même dans une relation dialectique avec le développement. C'est dire l'enjeu des élections de mai 2012. Aucun pays ne peut avancer – et c'est le cas de l'Algérie comme de la France – s'il n'a pas confiance en lui.

L'Algérie maîtrise sa croissance démographique : 35 millions d'habitants en 2009, selon les chiffres de la Banque mondiale, 50 millions en 2050 selon ses prévisions. Son taux de fécondité est de 2,34 contre 1,88 pour la France. L'espérance de vie

moyenne est de 72 ans. Le taux d'urbanisation de 62 % ne manquera pas de croître encore. M. Rahmani m'a fait visiter l'une des nombreuses villes nouvelles qui sont planifiées par le gouvernement algérien.

Le potentiel de croissance économique de l'Algérie est élevé. Le développement de l'économie algérienne – M. Raffarin l'a montré – peut être un puissant moteur pour l'économie française elle-même. Qui sait que l'Algérie est, déjà, hors OCDE, le troisième partenaire commercial de la France après la Russie et la Chine ?

Le revenu national brut moyen est le plus élevé des pays du Maghreb : 4190 \$ par habitant en 2009, 3480 en Tunisie, 2520 au Maroc). Le potentiel énergétique de l'Algérie est considérable. L'ancien Président de la Sonatrach, M. Cherouati, m'indiquait l'an dernier que les richesses du sous-sol algérien (l'Algérie s'étend sur 2,5 millions de Km²) étaient loin d'avoir été toutes reconnues, aussi bien en ce qui concerne les hydrocarbures que les minerais les plus divers. La tendance haussière à long terme du prix des hydrocarbures devrait, en tout état de cause, assurer à l'Algérie une source de revenus importante et régulière. L'Algérie a cependant intérêt à diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique. L'énergie solaire a sûrement de très intéressantes perspectives compte tenu de l'ensoleillement mais tant que les prix de revient n'auront pas été substantiellement abaissés et surtout parce que la production d'énergie solaire est par nature intermittente, il y a sans doute place pour la construction de centrales nucléaires aux normes sismiques renforcées pour l'alimentation en électricité des grandes conurbations d'Alger, Oran et Annaba. Cette diversification de son approvisionnement énergétique permettrait à l'Algérie de faire durer plus longtemps les ressources de son sous-sol. Tout cela a été dit beaucoup mieux que je ne pourrais le faire moi-même par MM Ghoali, Richard et Bigot. Il y a un « mix énergétique » propre à l'Algérie à inventer.

L'énergie n'est assurément pas le seul volet de notre partenariat économique. En matière d'aménagement du territoire, l'urbanisme, les villes, le logement, l'eau, les transports sont des domaines privilégiés dans lesquelles peut s'épanouir notre coopération. Mais tout cela a déjà été dit excellemment par MM Rahmani, Guirkinger et Karoum et par Mme Bariza Khiari. Il y a un point sur lequel je veux insister : l'intérêt pour un partenariat resserré de s'appuyer sur le tissu des PME françaises afin de favoriser les transferts de technologies dans le domaine des industries courantes. De même que l'Allemagne a su délocaliser la fabrication de composants vers les pays de la Mitteleuropa sans nuire à la compétitivité globale de son industrie, de même la France pourrait nouer des partenariats dans les pays du Maghreb, et particulièrement en Algérie, pour des fabrications qui contribueraient au développement d'un savoir-faire industriel sur l'autre rive. On connaît mon attachement à la réindustrialisation de la France. Si je déplore l'érosion de notre tissu industriel à travers certaines

délocalisations, il me semble que des raisons géopolitiques puissantes militent en faveur d'une exception maghrébine et notamment algérienne. Le développement de la rive Sud est notre intérêt évident et ce qui est vrai pour la France l'est aussi pour l'Espagne et l'Italie. Il y a un co-développement industriel à imaginer à travers la Méditerranée, comme l'Allemagne a su le faire avec les pays de la Mitteleuropa. Le but devrait être aussi de créer un espace de circulation commun pour les capitaux. Les capitaux algériens ainsi pourraient être encouragés à prendre des participations dans des entreprises françaises qui en retour pourraient investir en Algérie et procurer des débouchés intéressants pour les productions algériennes. Pour soutenir l'intervention des PME françaises, des mécanismes de financement et de garantie des investissements sont nécessaires. Des coopérations impliquant les Universités et les entreprises devraient aussi être favorisées.

La construction d'un avenir commun entre les deux pays pourrait enfin s'appuyer sur les jeunes franco-algériens dont l'esprit d'entreprise ne demande qu'à s'épanouir dans la construction d'une économie diversifiée dans leur pays d'origine. Ces jeunes pourraient être un pont entre nos deux pays et servir ainsi l'un et l'autre, tout en développant leurs propres entreprises. La proximité géographique, humaine, culturelle et l'imbrication des populations offrent un terreau favorable à l'effort de diversification de l'économie algérienne et à sa montée en puissance technologique.

Cinquante ans ont passé depuis que le peuple algérien a conquis sa liberté. Il l'a conquise par sa bravoure. Faut-il rappeler que le peuple français, dans sa masse, n'y était pas hostile, puisque par deux fois, consulté par référendum, il y a acquiescé ? Et pourtant la France avait en Algérie des intérêts puissants : un million de Français installés pour beaucoup depuis plusieurs générations. L'illusion, entretenue par les manuels scolaires, d'une plus grande France. La France, après sept ans de guerre, s'est inclinée, au nom d'ailleurs des principes qui étaient les siens, l'autodétermination des peuples, et au nom d'un meilleur avenir entre nos deux pays. Le général de Gaulle a eu raison de trancher le nœud gordien. Ce n'était pas facile. Il fallait, pour le faire un homme de sa stature, muni d'une ample vision historique.

Pour l'Algérie, je conçois qu'il ne soit pas facile non plus de solder cent trente-deux ans de colonisation française. Il nous faut aujourd'hui transmettre aux générations nouvelles ce lien si particulier tissé dans l'affrontement mais si fort, si riche de virtualités. Ce lien doit passer de génération en génération. C'est un enjeu décisif pour le monde que nous devons construire ensemble.

Un ancien ministre des Affaires étrangères qui était mon ami, Michel Jobert, a parlé de devoir d'indifférence. Un autre a émis l'idée que la disparition des anciennes générations qui portaient ce lien passionnel et passionné ouvrirait le chemin d'une relation apaisée. Je n'en crois rien. Il appartient, au contraire, à ceux qui ont connu

la guerre d'indépendance de l'Algérie de transmettre cette mémoire nourricière de l'avenir, cette fascination que l'Algérie et la France ont éprouvée l'une pour l'autre et que nous devons confier comme un précieux legs aux générations nouvelles : elles ont un prodigieux avenir à bâtir ensemble, à la mesure des défis du XXI^{ème} siècle.